

**REDDITION DE COMPTES
FINANCIÈRE 2011**

RÉSULTATS FINANCIERS

**pour l'exercice terminé le
31 décembre 2011**

Déposé au conseil municipal

le 18 juin 2012

TABLE DES MATIÈRES

1. Présentation des résultats – 2011	1
1.1. Sommaire des revenus et des dépenses	3
2. Revenus	7
2.1. Taxes et paiements tenant lieu de taxes.....	7
2.2. Quotes-parts.....	8
2.3. Transferts	8
2.4. Services rendus.....	9
2.5. Imposition de droits.....	9
2.6. Amendes et pénalités.....	10
2.7. Revenus d'intérêts	10
2.8. Autres revenus	10
2.9. Affectations.....	11
3. Dépenses par secteur d'activité	13
3.1. Services administratifs.....	13
3.2. Services de proximité.....	14
3.3. Services de soutien	22
3.4. Développement culturel, touristique, sportif et social.....	24
3.4.1. ExpoCité.....	25
3.4.2. Fonds des grands événements	27
3.5. Développement durable.....	28
3.6. Sécurité publique	29
4. Dépenses de financement et dette à long terme	31
4.1. Paiement comptant des immobilisations	31
4.2. Service de la dette	31
4.2.1. Service de la dette brute	32
4.2.2. Service de la dette nette.....	32
4.3. Dette à long terme	34
5. Autres dépenses	37
5.1. Cotisations de l'employeur.....	37
5.1.1. Régimes de retraite	38

5.1.2. Autres cotisations de l'employeur.....	40
5.2. Contributions aux organismes.....	41
5.3. Autres frais.....	41
6. Éléments extrabudgétaires.....	43
7. Analyse du surplus et évolution des réserves	45
7.1. Excédent non affecté	45
7.2. Historique des résultats	45
7.3. Historique des surplus affectés	46
8. Renseignements complémentaires	49
8.1. Dépenses par objet	49
8.2. Rémunération globale et effectif	50
8.2.1. Rémunération globale.....	50
8.2.2. Effectif.....	52
8.3. Neige.....	55
8.4. Énergie.....	57
8.5. Collecte des matières résiduelles.....	60
8.6. Loisirs et culture.....	61
8.7. Évolution des investissements.....	63
9. Détail des résultats	67
9.1. Global	67
9.2. Agglomération	73
9.3. Proximité	79
9.4. Analyse de la rémunération au 31 décembre 2011	85
9.5. Conciliation Ville/MAMROT	91
10. Lexique.....	93

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Sommaire des revenus et des dépenses	3
Tableau 2 – Revenus - taxes	7
Tableau 3 – Revenus - Paiements tenant lieu de taxes	7
Tableau 4 – Revenus - Quotes-parts	8
Tableau 5 – Revenus - Transferts.....	8
Tableau 6 – Revenus - Services rendus.....	9
Tableau 7 – Revenus - Imposition de droits.....	9
Tableau 8 – Revenus - Affectations	11
Tableau 9 – Dépenses - Services administratifs	13
Tableau 10 – Dépenses - Services de proximité.....	14
Tableau 11 – Dépenses - Arrondissement de La Cité-Limoilou	16
Tableau 12 – Dépenses - Arrondissement des Rivières	17
Tableau 13 – Dépenses - Arrondissement de Sainte-Foy – Sillery – Cap-Rouge	18
Tableau 14 – Dépenses - Arrondissement de Charlesbourg	19
Tableau 15 – Dépenses - Arrondissement de Beauport.....	20
Tableau 16 – Dépenses - Arrondissement de La Haute-Saint-Charles.....	21
Tableau 17 – Dépenses - Services de soutien.....	22
Tableau 18 – Dépenses - Développement culturel, touristique, sportif et social	24
Tableau 19 – Revenus et dépenses - ExpoCité.....	25
Tableau 20 – Fonds des grands événements	27
Tableau 21 – Dépenses - Développement durable.....	28
Tableau 22 – Dépenses - Sécurité publique	29
Tableau 23 – Dépenses - Service de la dette brute.....	32
Tableau 24 – Évolution du service de la dette nette	32
Tableau 25 – Dépenses - Autres dépenses	37
Tableau 26 – Cotisations de l'employeur	37
Tableau 27 – Évolution des cotisations de l'employeur	38
Tableau 28 – Composition des charges des régimes de retraite	39
Tableau 29 – Contributions aux organismes.....	41
Tableau 30 – Dépenses - Autres frais	41
Tableau 31 – Excédent de fonctionnement non affecté	45
Tableau 32 – Historique des résultats financiers	46
Tableau 33 – Historique des surplus affectés	47
Tableau 34 – Évolution de la rémunération globale	50
Tableau 35 – L'effectif	53
Tableau 36 – Évolution des dépenses liées à la neige.....	55
Tableau 37 – Évolution des dépenses d'énergie	57
Tableau 38 – Évolution des dépenses liées à la collecte des matières résiduelles.....	60
Tableau 39 – Évolution des dépenses liées aux loisirs et à la culture	61
Tableau 40 – Évolution des investissements	64

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 – Répartition des revenus.....	5
Graphique 2 – Répartition des dépenses.....	5
Graphique 3 – Évolution du service de la dette nette	33
Graphique 4 – Évolution du ratio du service de la dette nette par rapport aux dépenses de fonctionnement	33
Graphique 5 – Évolution de la dette non consolidée	34
Graphique 6 – Évolution du ratio de la dette à long terme nette non consolidée sur le potentiel fiscal	35
Graphique 7 – Mesure du niveau de l’endettement consolidé	36
Graphique 8 – Évolution des charges des régimes de retraite	40
Graphique 9 – Dépenses par objet.....	49
Graphique 10 – Évolution de la rémunération globale	51
Graphique 11 – Évolution des cotisations de l’employeur et de la rémunération	52
Graphique 12 – Évolution de l’effectif (en personnes-années)	54
Graphique 13 - Évolution des dépenses liées à la neige	56
Graphique 14 - Évolution mensuelle des précipitations de neige	57
Graphique 15 – Évolution des dépenses d’énergie	58
Graphique 16 – Évolution du prix unitaire annuel moyen du carburant payé par la Ville	59
Graphique 17 – Évolution des quantités annuelles de carburant utilisées par la Ville.....	60
Graphique 18 – Évolution des dépenses liées aux matières résiduelles	61
Graphique 19 – Composition des dépenses liées aux loisirs et à la culture	63
Graphique 20 – Évolution des investissements	64
Graphique 21 – Composition des investissements en infrastructures	65

**REDDITION DE COMPTES FINANCIÈRE
EXERCICE FINANCIER TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Ce document a pour but de présenter la reddition de comptes concernant les activités de fonctionnement, d'investissement et de financement de la Ville de Québec pour l'exercice financier 2011. Plus précisément, il vise à démontrer l'adéquation entre les prévisions budgétaires adoptées en décembre 2010 et les résultats financiers obtenus au 31 décembre 2011.

Cette reddition de comptes vous est présentée sous la forme administrative avec laquelle le budget annuel a été adopté, le 22 décembre 2010. Conséquemment, ces données ne peuvent pas être directement comparées avec le rapport financier 2011, ce dernier étant présenté consolidé et selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

1. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS – 2011

La Ville de Québec termine son exercice financier 2011 avec un excédent des revenus sur les dépenses de 1,7 M\$, avant éléments extrabudgétaires. Les résultats financiers de la Ville indiquent des revenus de 1 216,8 M\$, comparativement à des dépenses totales de 1 215,1 M\$. Des éléments extrabudgétaires de 0,3 M\$ amènent le surplus de l'exercice à 2,0 M\$. Le budget initial adopté était de 1 203,5 M\$.

Revenus

Grâce à la vigueur de l'économie de la ville de Québec et de son marché immobilier, la Ville présente des revenus plus importants que ceux budgétés.

Les revenus présentent un écart favorable de 13,3 M\$, soit +1,1 % en regard du budget adopté. Plusieurs éléments expliquent cette variation dont les principaux sont présentés au tableau ci-contre.

Dépenses

Les dépenses de la Ville présentent un écart défavorable de -11,6 M\$, soit de -1,0 % par rapport aux prévisions budgétaires. Plusieurs éléments des activités courantes de la Ville influent favorablement ou défavorablement les résultats de l'exercice.

- Les activités liées au déneigement ont permis des économies de 2,4 M\$ grâce aux conditions hivernales favorables.
- Les Services de soutien présentent un écart défavorable de -4,3 M\$ lié à l'ajustement de la provision pour indemnités, principalement pour des recours en dommages de biens.
- À la Sécurité publique, l'écart défavorable de -5,7 M\$ est expliqué par les dépassements dans la rémunération des policiers, notamment pour les heures supplémentaires afin d'assurer la surveillance du territoire, la sécurité lors d'événements spéciaux et pour soutenir les services d'enquêtes et de soutien logistique.
- Le renouvellement de la convention collective des policiers s'est traduit par une charge supplémentaire de 2,9 M\$ en regard des provisions enregistrées dans les *Autres rémunérations*.

Revenus Principaux écarts

Favorables

Droits sur mutations
+ 2,7 M\$

Compensation- gestion
matières recyclables
+3,5 M\$

Cessions d'actifs
+ 3,9M\$

Dépenses Principaux écarts

Favorables

Neige
+2,4 M\$

Services de soutien
- 4,3 M\$

Sécurité publique
- 5,7 M\$

Autres
rémunérations
- 2,9 M\$

Défavorables

Avec la mise en place de son cadre financier et l'adoption de politiques financières, dont la Politique sur la gestion de la dette, la Ville s'assure de maintenir les meilleures pratiques de gestion.

D'ailleurs en 2011, l'agence de notation Moody's Investors Service a attribué une cote de haute qualité, soit Aa2. La mise en place du cadre financier et l'obtention d'une cote de crédit font partie des mesures prises par la Ville pour faire une planification sur le long terme.

Les résultats 2011 démontrent que la Ville poursuit ses efforts dans l'atteinte des cibles qu'elle s'est fixées à l'intérieur du cadre financier.

Cadre financier

Balises	Cibles	Résultats
Réserves de fonds (surplus affectés)	Déneigement : 20,0 M\$ Autoassurance : 8,7 M\$ Prévoyance : 20,0 M\$	20,0 M\$ 8,7 M\$ 19,4 M\$
<u>Dette nette</u> Potentiel fiscal	≤ 3,5 %	2,75 %
<u>Service de la dette nette</u> Dépenses de fonctionnement	≤ 20 %	18,56 %
Paiement comptant des immobilisations (PCI)	+ 15 M\$/an ⇒ 175 M\$/an (budget 2011 : 23,5 M\$)	23,2 M\$
Fonds d'amortissement pour le paiement accéléré de la dette	+ 7,4 M\$/an ⇒ 50 M\$/an	Créé en 2012
<u>Dette nette consolidée</u> Recettes totales consolidées	≤ 100 %	118 %

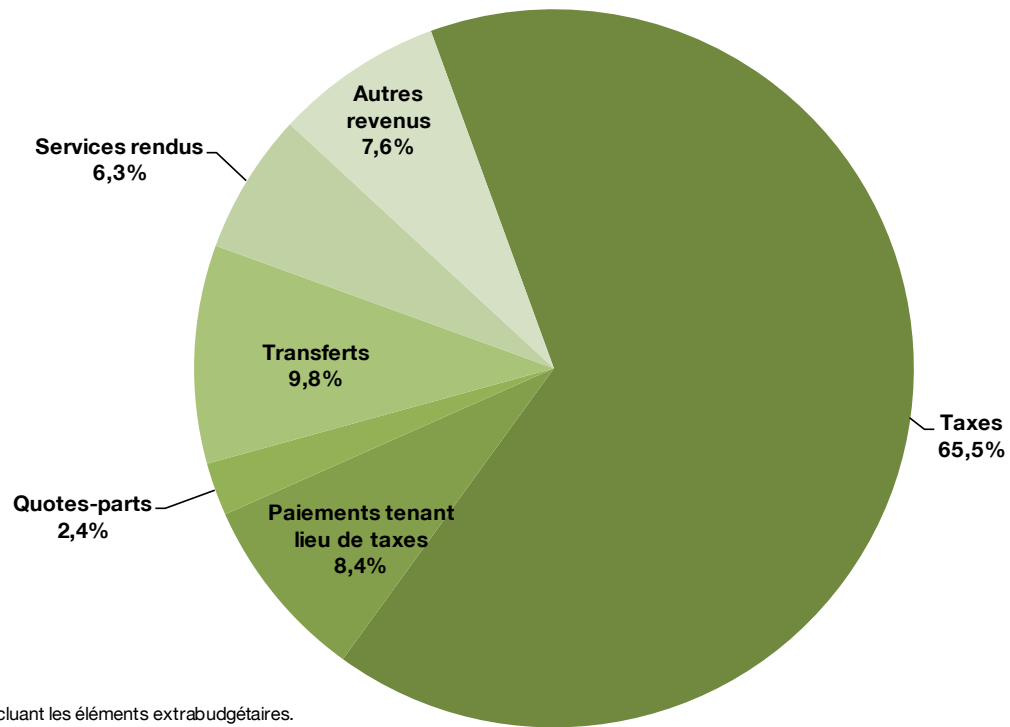
1.1. Sommaire des revenus et des dépenses

Le sommaire des revenus et dépenses 2011 présenté ci-dessous traite des activités de fonctionnement de la Ville de Québec de façon globale.

Tableau 1 – Sommaire des revenus et des dépenses
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

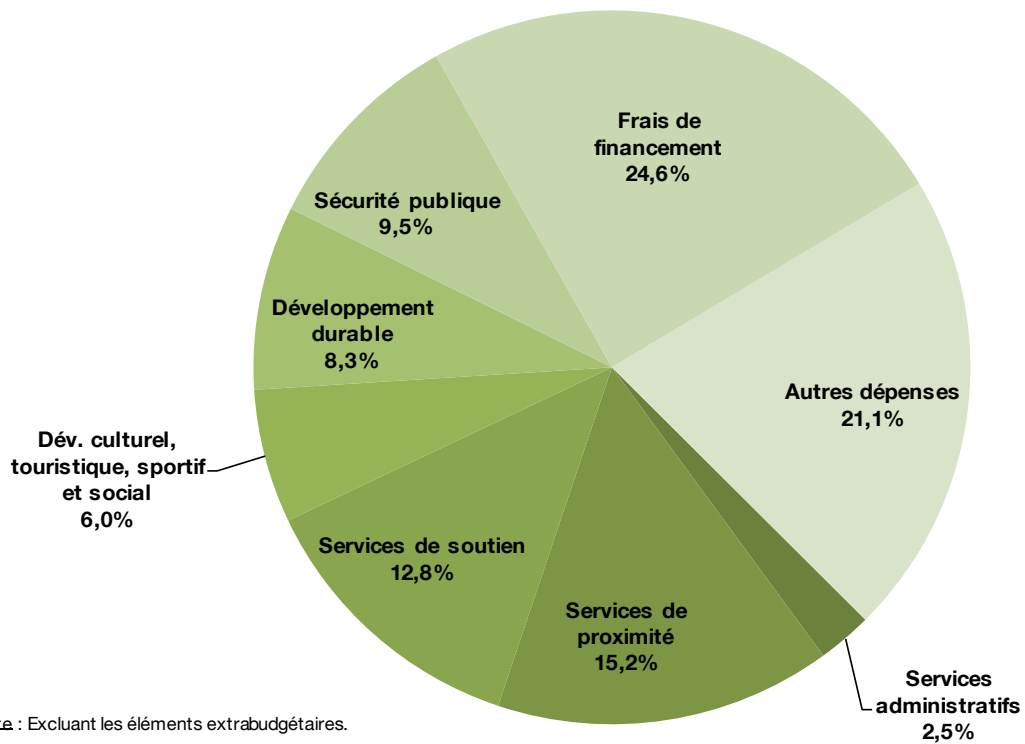
	Budget 2011	Réel 2011	Réel 2010
REVENUS			
Taxes	800,3	797,4	763,6
Paiements tenant lieu de taxes	103,6	101,7	100,8
Quotes-parts	28,3	29,0	26,3
Transferts	116,4	119,6	116,5
Services rendus	76,6	77,2	61,7
Imposition de droits	32,9	34,7	39,7
Amendes et pénalités	16,0	16,2	16,5
Intérêts	7,5	8,8	5,9
Autres revenus	6,9	14,1	12,0
Affectations	<u>15,0</u>	<u>18,1</u>	<u>7,8</u>
Total revenus	1 203,5	1 216,8	1 150,8
DÉPENSES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ			
Services administratifs	31,2	29,9	29,9
Services de proximité	190,1	184,5	170,1
Services de soutien	151,2	155,5	154,1
Dév. culturel, touristique, sportif et social	75,6	73,6	54,2
Développement durable	100,3	101,3	95,6
Sécurité publique	<u>109,9</u>	<u>115,6</u>	<u>109,5</u>
Total dépenses par secteur d'activité	658,3	660,4	613,4
Frais de financement			
Service de la dette brute	274,0	275,1	255,5
Paiement comptant d'immobilisations	<u>23,5</u>	<u>23,2</u>	<u>17,9</u>
Total dépenses de financement	297,5	298,3	273,4
Autres dépenses			
Cotisations de l'employeur	132,0	130,1	125,5
Contributions aux organismes	101,4	100,5	98,8
Autres frais	<u>14,3</u>	<u>25,8</u>	<u>19,7</u>
Total des autres dépenses	247,7	256,4	244,0
Total dépenses	1 203,5	1 215,1	1 130,8
SURPLUS AVANT ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>0,0</u>	<u>1,7</u>	<u>20,0</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES			
Revenus		18,2	16,9
Dépenses		<u>17,9</u>	<u>16,6</u>
Écart des revenus sur les dépenses		0,3	0,3
SURPLUS DE L'EXERCICE		<u>2,0</u>	<u>20,3</u>

Graphique 1 – Répartition des revenus



Note : Excluant les éléments extrabudgétaires.

Graphique 2 – Répartition des dépenses



Note : Excluant les éléments extrabudgétaires.

2. REVENUS

2.1. Taxes et paiements tenant lieu de taxes

Taxes

Les taxes municipales représentent la principale source de revenus de la Ville de Québec. Elles sont majoritairement composées des taxes foncières générales, calculées en fonction de l'évaluation des propriétés et des modes de tarification choisis. À cet égard, la Ville a mis en place des modes de tarification spécifiques pour la gestion des réseaux d'aqueduc et d'égouts, l'assainissement de l'eau potable et le traitement des eaux usées ainsi que pour la collecte et la disposition des matières résiduelles.

Tableau 2 – Revenus - taxes
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Taxes foncières générales	657,1	654,8	-2,3
Gestion de l'eau potable et des eaux usées	75,0	74,7	-0,3
Gestion des matières résiduelles	63,2	62,6	-0,6
Contributions au service de la dette	2,5	2,5	0,0
Centres d'urgence 911	2,2	2,5	0,3
Autres	<u>0,3</u>	<u>0,3</u>	<u>0,0</u>
Total taxes	<u>800,3</u>	<u>797,4</u>	<u>-2,9</u>

Les revenus de taxes atteignent 797,4 M\$. L'écart représente -0,4 % des montants prévus au budget.

Paiements tenant lieu de taxes

Les paiements tenant lieu de taxes regroupent les revenus provenant des immeubles non imposables, mais dont le propriétaire est assujéti au paiement de montants compensatoires. Ces immeubles sont, entre autres, détenus par les gouvernements du Canada et du Québec, ainsi que leurs sociétés respectives, et incluent ceux des réseaux de la santé et de l'éducation.

Tableau 3 – Revenus - Paiements tenant lieu de taxes
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Gouvernement du Québec et ses entreprises	26,6	26,2	-0,4
Réseaux de la santé et de l'éducation	58,5	58,0	-0,5
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15,7	15,0	-0,7
Autres	<u>2,8</u>	<u>2,5</u>	<u>-0,3</u>
Total paiements tenant lieu de taxes	<u>103,6</u>	<u>101,7</u>	<u>-1,9</u>

Les revenus provenant des paiements tenant lieu de taxes atteignent 101,7 M\$, soit un écart

défavorable de -1,9 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par le transfert de certains immeubles budgétés à la catégorie paiements tenant lieu de taxes vers celles des revenus de taxes.

2.2. Quotes-parts

Les revenus de quotes-parts représentent la contribution des deux municipalités reconstituées de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures aux dépenses de l'agglomération.

Tableau 4 – Revenus - Quotes-parts
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
L'Ancienne-Lorette	11,7	12,0	0,3
Saint-Augustin-de-Desmaures	<u>16,6</u>	<u>17,0</u>	<u>0,4</u>
Total quotes-parts	<u>28,3</u>	<u>29,0</u>	<u>0,7</u>

Les revenus provenant des quotes-parts atteignent 29,0 M\$. Le revenu supplémentaire de 0,7 M\$ découle d'un ajustement de la contribution des municipalités reconstituées.

2.3. Transferts

Les revenus de transferts représentent des sommes reçues d'un gouvernement pour lesquelles ce dernier ne reçoit directement aucun bien ou service en contrepartie.

Tableau 5 – Revenus - Transferts
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Contribution au service de la dette	40,5	40,2	-0,3
Pacte fiscal 2007-2013 avec le gouvernement du Québec	26,4	27,0	0,6
Subvention à titre de capitale nationale	21,2	21,2	0,0
Droits sur divertissements	9,4	9,5	0,1
Gestion des matières résiduelles	7,6	10,9	3,3
Stratégie pour le développement économique	5,0	5,0	0,0
Autres	<u>6,3</u>	<u>5,8</u>	<u>-0,5</u>
Total transferts	<u>116,4</u>	<u>119,6</u>	<u>3,2</u>

Les revenus de transferts atteignent 119,6 M\$, soit un écart favorable de 3,2 M\$ comparativement aux prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par :

- l'augmentation de 3,5 M\$ de la compensation versée par Recyc-Québec pour les services de gestion des matières recyclables.

2.4. Services rendus

On retrouve dans cette catégorie les revenus générés par des services que la Ville rend :

- à d'autres organismes municipaux tels que l'élimination des déchets, le traitement des eaux usées, la sécurité publique;
- aux citoyens tels que les loisirs, la culture, les compteurs de stationnement;
- aux propriétaires d'entreprise tels que la vente de vapeur de l'incinérateur.

Cette catégorie inclut également les revenus générés par ExpoCité et l'Office du tourisme de Québec.

Tableau 6 – Revenus - Services rendus
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Autres organismes municipaux	5,0	4,7	-0,3
Office du tourisme de Québec	12,3	13,0	0,7
Stationnements	7,5	7,4	-0,1
Vente de vapeur de l'incinérateur	10,1	9,6	-0,5
ExpoCité	19,6	17,2	-2,4
Loisirs et culture	7,7	8,7	1,0
Salaires recouverts de tiers	2,6	2,4	-0,2
Loyers et rentes emphytéotiques	2,3	2,1	-0,2
Autres	<u>9,5</u>	<u>12,1</u>	<u>2,6</u>
Total services rendus	<u>76,6</u>	<u>77,2</u>	<u>0,6</u>

Les revenus des services rendus atteignent 77,2 M\$, soit un écart favorable de 0,6 M\$. Les activités d'ExpoCité ont généré 2,4 M\$ de moins que prévu. Les « Autres » services rendus incluent notamment un montant de 1,3 M\$ reçu du ministère de la Sécurité publique en lien avec le Sommet de la Francophonie tenu en 2008.

2.5. Imposition de droits

En vertu des lois en vigueur, la Ville impose des droits sur les transactions relatives à des biens immobiliers ainsi qu'aux exploitants de carrières et de sablières. La Ville perçoit également des revenus à la suite de l'émission de licences ou de permis.

Tableau 7 – Revenus - Imposition de droits
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Droits sur mutations immobilières	25,5	28,2	2,7
Licences et permis	4,7	3,8	-0,9
Carrières et sablières	<u>2,7</u>	<u>2,7</u>	<u>0,0</u>
Total imposition de droits	<u>32,9</u>	<u>34,7</u>	<u>1,8</u>

Ces revenus atteignent 34,7 M\$, soit un écart favorable de 1,8 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Cet écart s'explique principalement par des revenus supplémentaires provenant des droits sur les mutations immobilières pour 2,7 M\$.

2.6. Amendes et pénalités

Les revenus d'amendes et de pénalités sont générés par l'émission des constats d'infraction, dont ceux relatifs à la circulation et au stationnement. Ces revenus représentent 16,2 M\$, soit un montant comparable aux prévisions budgétaires.

2.7. Revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts proviennent des placements et des arrérages sur les sommes dues à la Ville. Ces revenus représentent 8,8 M\$, soit un écart favorable de 1,3 M\$, par rapport aux prévisions budgétaires, expliqué notamment par les intérêts gagnés sur les placements à court terme.

2.8. Autres revenus

Ces revenus représentent 14,1 M\$, soit un écart favorable de 7,2 M\$ comparativement aux prévisions budgétaires. Les autres revenus sont la combinaison des revenus de cessions mobilières et immobilières et d'autres revenus divers ponctuels.

■ Cessions d'immobilisations :

- un écart favorable de 3,9 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires, expliqué par la résultante :
 - un écart favorable de 5,3 M\$ pour les ventes de terrains situés dans les parcs industriels. Une portion de cette somme a toutefois été affectée au remboursement des dettes afférentes, laissant un revenu net de 4,5 M\$;
 - les revenus de cession des autres actifs sont de 4,9 M\$ et présentent un écart défavorable de -1,4 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Cet écart s'explique par des transactions immobilières prévues qui n'ont pu être finalisées avant la fin de l'année. Les cessions réalisées dans l'année avaient des dettes afférentes de 2,2 M\$, laissant des ventes d'autres actifs nettes de 2,7 M\$.

■ Autres revenus divers :

- présentent un écart favorable de 3,3 M\$ expliqué par :
 - la remise du surplus budgétaire de 1,8 M\$ provenant du Championnat mondial de hockey, activité tenue à Québec en 2008;
 - le versement à la Ville d'une somme de 1,0 M\$ par la fraternité des policiers de la Ville de Québec en règlement d'un grief patronal.

2.9. Affectations

Les affectations représentent l'utilisation spécifique de certaines sources de fonds provenant notamment des surplus et des réserves.

Tableau 8 – Revenus - Affectations
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Affectation du surplus au financement des régimes de retraite	3,3	3,3	0,0
Affectation du surplus accumulé	9,7	12,7	3,0
Autres affectations	<u>2,0</u>	<u>2,1</u>	<u>0,1</u>
Total affectations	<u>15,0</u>	<u>18,1</u>	<u>3,1</u>

Les affectations atteignent 18,1 M\$, soit un écart favorable de 3,1 M\$ sur les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique par l'affectation d'un montant de 3 M\$ au cours de l'année 2011 afin de pourvoir aux dépenses excédentaires (carburant, déneigement à contrat) et répondre à des événements et besoins ponctuels.

3. DÉPENSES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

3.1. Services administratifs

Les services administratifs regroupent un ensemble de centres de responsabilités relatifs à l'administration générale et à la gestion de la Ville.

Tableau 9 – Dépenses - Services administratifs
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Conseil municipal	3,5	3,5	0,0
Direction générale	2,1	3,3	-1,2
Planification et développement organisationnel	2,9	1,7	1,2
Ressources humaines	12,8	12,3	0,5
Finances	6,2	5,9	0,3
Commissariat aux relations internationales	1,5	1,2	0,3
Vérificateur général	1,6	1,4	0,2
Bureau de l'ombudsman	0,2	0,2	0,0
Commissariat aux incendies	0,4	0,4	0,0
Total services administratifs	31,2	29,9	1,3

Les dépenses liées aux services administratifs atteignent 29,9 M\$, soit un écart favorable de 1,3 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires.

■ Direction générale :

- l'octroi de subventions extraordinaires de près de 750 000 \$ à des organismes communautaires et des œuvres caritatives;
- des honoraires supplémentaires de 69 320 \$ en lien avec le dossier de la gouvernance et de 82 678 \$ pour la réorganisation du Service de la protection contre les incendies;
- des dépenses de 154 663 \$ pour le dossier du plan de mobilité durable, dont le budget était prévu à la section « Autres dépenses »;

■ Service de la planification et du développement organisationnel (SPDO) :

- la responsabilité du SPDO est de mettre en œuvre les différents chantiers visant l'amélioration de l'organisation. Il reçoit, à cet effet, l'enveloppe budgétaire nécessaire à leurs réalisations. Un montant de 455 000 \$ a été transféré dans les autres services de la Ville pour la réalisation de ces projets d'amélioration, créant ainsi un écart favorable;
- les projets suivants démontrent un écart favorable résultant du report d'activités ou de délais dans l'avancement des travaux :
 - l'implantation d'un modèle d'excellence pour 150 000 \$;
 - la réorganisation des activités de déneigement pour 30 000 \$;
 - la révision de l'émission des permis de construire pour 84 000 \$;

- la gestion des demandes de circulation et de transport pour 215 000 \$;
 - la réorganisation des activités de travaux publics pour 252 000 \$;
- Service des ressources humaines :
- le projet de la formation pour la déclaration de service, dont la responsabilité a été transférée au Service de la gestion du service à la clientèle, a créé un écart favorable de 278 700 \$;
 - le programme de développement des compétences des cadres a nécessité un investissement moindre de 187 479 \$;
 - l'optimisation du nombre de participants aux formations institutionnelles a permis une économie de 128 947 \$;
 - le recours à des expertises externes et internes pour divers mandats prioritaires et stratégiques tels que la négociation de la convention collective des policiers, l'arbitrage dans le conflit de travail des pompiers ainsi que le règlement de dossiers de griefs a créé un écart défavorable de 237 964 \$ à la Division des conditions de travail.

3.2. Services de proximité

Les services de proximité sont ceux dispensés par les différents arrondissements de la ville de Québec. Chaque arrondissement possède un conseil d'arrondissement, formé de représentants élus. Ces derniers détiennent des pouvoirs décisionnels pour les services de proximité tels que l'urbanisme, l'enlèvement des matières résiduelles, le développement économique local, communautaire, culturel ou social, la culture, les loisirs et les parcs d'arrondissement ainsi que la voirie locale.

Tableau 10 – Dépenses - Services de proximité
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Arrondissement de La Cité - Limoilou	47,4	47,0	0,4
Arrondissement des Rivières	25,4	24,9	0,5
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	40,6	39,5	1,1
Arrondissement de Charlesbourg	23,4	22,2	1,2
Arrondissement de Beauport	25,5	23,5	2,0
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	<u>27,8</u>	<u>27,5</u>	<u>0,3</u>
Total services de proximité	<u>190,1</u>	<u>184,5</u>	<u>5,6</u>

Les dépenses liées aux services de proximité atteignent 184,5 M\$, soit un écart favorable de 5,6 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires.

Dans l'ensemble des arrondissements, les conditions hivernales favorables ont généré des économies dans les activités de déneigement. En effet, les précipitations de neige sont demeurées faibles en janvier et en février, alors qu'elles ont été plus abondantes en mars et avril, permettant ainsi aux conditions climatiques printanières de faire fondre la neige avant même qu'elle ne soit ramassée¹.

1 Consulter la section 8.3 Neige pour plus d'informations.

À la collecte et au transport des déchets et des matières résiduelles, des économies sont en lien avec les quantités réelles inférieures à celles prévues¹.

Finalement, le Programme Vacances-été (PVE) présente dans les arrondissements un écart défavorable. Ce programme a fait l'objet d'un projet visant l'harmonisation de cette activité dans les différents arrondissements. Le budget nécessaire à la mise en œuvre de cette harmonisation a été centralisé au Service des loisirs qui a été mandaté pour piloter ce projet. La mise en place des mesures pour l'atteinte des objectifs du programme d'harmonisation a créé des dépenses excédentaires dans les arrondissements². Globalement, la réalisation des Programmes Vacances-été respecte l'enveloppe budgétaire allouée.

Les écarts budgétaires sont détaillés pour chacun des arrondissements dans la prochaine section.

Aux fins de présentation, la Direction de l'arrondissement est regroupée avec la Division des relations avec les citoyens et soutien administratif.

1 Consulter la section 8.5 Collecte des matières résiduelles pour plus d'informations.

2 Consulter la section 8.6 Loisirs et culture.

Arrondissement de La Cité-Limoilou

Tableau 11 – Dépenses - Arrondissement de La Cité-Limoilou
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Direction et Relations avec les citoyens	3,553	3,514	0,039
Culture, loisir et vie communautaire	10,045	10,448	-0,403
Gestion du territoire	7,981	7,533	0,448
Travaux publics	<u>25,827</u>	<u>25,488</u>	<u>0,339</u>
Total arrondissement de La Cité - Limoilou	<u>47,406</u>	<u>46,983</u>	<u>0,423</u>

Les dépenses de l'Arrondissement de La Cité-Limoilou atteignent 46,983 M\$, soit un écart favorable de 0,423 M\$ comparativement aux prévisions budgétaires.

- Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire :
 - un écart défavorable de 0,4 M\$ en lien avec le Programme Vacances-été¹;
- Division de la gestion du territoire :
 - la cueillette et transport des déchets, un écart favorable de 246 392 \$²;
 - la collecte sélective et transport, un écart favorable de 200 879 \$;
- Division des travaux publics :
 - les activités de déneigement ont permis une économie de 0,9 M\$ en lien avec le contexte hivernal favorable³;
 - les activités liées à la sécurité lors des grands événements présentent un écart défavorable de 308 106 \$ expliqué par l'installation de signalisation lors des événements et l'achat de barrières;
 - la rémunération, le remplacement d'employés et le chevauchement de périodes d'emploi lors de départs à la retraite ont occasionné des dépenses salariales additionnelles de 259 161 \$.

1 Consulter la section 8.6 Loisir et culture pour plus d'informations.

2 Consulter la section 8.5 Collection des matières résiduelles pour plus d'informations.

3 Consulter la section 8.3 Neige pour plus d'informations.

Arrondissement des Rivières

Tableau 12 – Dépenses - Arrondissement des Rivières
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Direction et Relations avec les citoyens	1,406	1,418	-0,012
Culture, loisir et vie communautaire	6,468	6,366	0,102
Gestion du territoire	4,848	4,771	0,077
Travaux publics	<u>12,652</u>	<u>12,321</u>	<u>0,331</u>
Total arrondissement des Rivières	<u>25,374</u>	<u>24,876</u>	<u>0,498</u>

Les dépenses de l'Arrondissement des Rivières atteignent 24,876 M\$, soit un écart favorable de 0,498 M\$ par rapport à ce qui avait été prévu au budget 2011.

- Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire :
 - le Programme Vacances-été présente un écart défavorable de 382 735 \$¹;
 - pour l'opération du centre de soccer Chauveau, un écart favorable de 170 187 \$;
- Division de la gestion du territoire :
 - à la cueillette et au transport des déchets, un écart défavorable de 45 855 \$²;
 - à la collecte et au transport des matières organiques, un écart favorable de 31 093 \$;
- Division des travaux publics :
 - des dépenses moindres liées à l'activité de branchement d'aqueduc, créant un écart favorable de 377 898 \$. La baisse de la demande de branchement de services s'explique par la diminution des mises en chantier sur son territoire;
 - aux activités de déneigement, un écart défavorable de 8 854 \$. Le déneigement de la chaussée à contrat présente un écart défavorable de 371 357 \$ expliqué par l'ajout de nouvelles rues. L'ensemble des autres activités de déneigement présente un écart favorable de 362 303 \$ grâce aux conditions climatiques favorables³.

1 Consulter la section 8.6 Loisir et culture pour plus d'informations.

2 Consulter la section 8.5 Collection des matières résiduelles pour plus d'informations.

3 Consulter la section 8.3 Neige pour plus d'informations.

Arrondissement de Sainte-Foy – Sillery – Cap-Rouge

Tableau 13 – Dépenses - Arrondissement de Sainte-Foy – Sillery – Cap-Rouge
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Direction et Relations avec les citoyens	1,963	1,924	0,039
Culture, loisir et vie communautaire	12,795	12,862	-0,067
Gestion du territoire	7,399	6,921	0,478
Travaux publics	<u>18,480</u>	<u>17,771</u>	<u>0,709</u>
Total arrondissement de Ste-Foy - Sillery - Cap-Rouge	<u>40,637</u>	<u>39,478</u>	<u>1,159</u>

Les dépenses de l'Arrondissement de Sainte-Foy – Sillery – Cap-Rouge atteignent 39,478 M\$, soit un écart favorable de 1,159 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires.

- Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire :
 - des dépenses excédentaires à la rémunération de 175 294 \$ en lien avec l'harmonisation des heures d'ouverture des patinoires ainsi que l'entretien des équipements des parcs et équipements urbains;
- Division de la gestion du territoire :
 - un écart favorable de 319 200 \$ dans la rémunération;
 - un écart favorable de 163 692 \$ dans les services techniques de collecte et de transport des matières résiduelles;¹
- Division des travaux publics :
 - une économie de 654 000 \$ pour les activités de déneigement ²;

1 Consulter la section 8.5 Collecte des matières résiduelles pour plus d'informations.

2 Consulter la section 8.3 Neige pour plus d'informations.

Arrondissement de Charlesbourg

Tableau 14 – Dépenses - Arrondissement de Charlesbourg
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Direction et Relations avec les citoyens	0,936	0,905	0,031
Culture, loisir et vie communautaire	7,029	6,991	0,038
Gestion du territoire	3,969	3,705	0,264
Travaux publics	11,446	10,587	0,859
Total arrondissement de Charlesbourg	23,380	22,188	1,192

Les dépenses de l'Arrondissement de Charlesbourg atteignent 22,188 M\$, soit un écart favorable de 1,192 M\$ comparativement aux prévisions budgétaires.

- Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire :
 - au Programme Vacances-été un écart défavorable de 122 678 \$¹;
 - l'opération de la piscine St-Jean Eudes présente un écart favorable de 77 000 \$ suite au délai de la mise en service de ce nouvel équipement par rapport à ce qui était prévu au budget.
- Division de la gestion du territoire :
 - la collecte des matières organiques réalisée à un coût moindre présente une économie de 191 100 \$²;
- Division des travaux publics :
 - les activités de déneigement ont généré des économies de 501 400 \$³;
 - le pavage d'entretien a permis un écart favorable de 427 477 \$;

1 Consulter la section 8.6 Loisirs et cultures pour plus d'informations.

2 Consulter la section 8.5 Collecte des matières résiduelles pour plus d'informations.

3 Consulter la section 8.3 Neige pour plus d'informations.

Arrondissement de Beauport

Tableau 15 – Dépenses - Arrondissement de Beauport
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Direction et Relations avec les citoyens	1,482	1,302	0,180
Culture, loisir et vie communautaire	7,147	6,609	0,538
Gestion du territoire	4,130	3,879	0,251
Travaux publics	<u>12,696</u>	<u>11,698</u>	<u>0,998</u>
Total arrondissement de Beauport	<u>25,455</u>	<u>23,488</u>	<u>1,967</u>

Les dépenses de l'Arrondissement de Beauport atteignent 23,488 M\$, soit un écart favorable de 1,967 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires.

- Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire :
 - l'opération des équipements extérieurs a permis un écart favorable de 233 990 \$ grâce à une diminution des réparations et des acquisitions de matériel et à des postes demeurés vacants;
 - l'opération des centres, la non-disponibilité de certains locaux ainsi qu'une baisse de fréquentation des locaux et de la piscine de la Commission scolaire des Premières-Seigneuries ont généré une économie de 123 036 \$;
- Division de la gestion du territoire :
 - la collecte sélective (collecte et transport) montre un écart favorable de 183 162 \$¹;
- Division des travaux publics :
 - une diminution des coûts d'entretien des réseaux d'aqueduc et d'égouts laisse un écart favorable de 836 711 \$. Une augmentation du nombre de nouveaux branchements d'aqueduc et d'égouts a, par ailleurs, nécessité des dépenses additionnelles de 208 683 \$;
 - une économie de 272 898 \$ aux activités de déneigement²;

1 Consulter la section 8.5 Collecte des matières résiduelles pour plus d'information.

2 Consulter la section 8.3 Neige pour plus d'informations.

Arrondissement de La Haute-Saint-Charles

Tableau 16 – Dépenses - Arrondissement de La Haute-Saint-Charles
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Direction et Relations avec les citoyens	1,589	1,456	0,133
Culture, loisir et vie communautaire	8,238	8,414	-0,176
Gestion du territoire	5,181	5,012	0,169
Travaux publics	<u>12,768</u>	<u>12,571</u>	<u>0,197</u>
Total arrondissement de La Haute-Saint-Charles	<u>27,776</u>	<u>27,453</u>	<u>0,323</u>

Les dépenses de l'Arrondissement de La Haute-Saint-Charles atteignent 27,453 M\$, soit un écart favorable de 0,323 M\$ avec les prévisions budgétaires.

- Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire :
 - un écart défavorable de 408 487 \$ pour la rémunération. Le transfert d'une partie des activités réalisées en régie vers les services techniques n'a pu être réalisé comme il avait été prévu au budget;
 - les activités de déneigement présentent une économie de 40 790 \$¹;
- Division de la gestion du territoire :
 - un écart favorable de 120 372 \$ dans la rémunération;
 - la collecte des matières résiduelles présente un écart favorable de 25 776 \$²;
- Division des travaux publics :
 - écart défavorable de 322 020 \$ à l'activité du branchement d'aqueduc et d'égouts expliqué par l'augmentation de la demande de branchements pour de nouveaux développements;
 - économies de 337 302 \$ pour l'entretien des réseaux d'aqueduc et d'égouts, expliquées principalement par la baisse du nombre de bris des conduites de ces réseaux.

1 Consulter la section 8.3 Neige pour plus d'informations.

2 Consulter la section 8.5 Collecte des matières résiduelles pour plus d'informations.

3.3. Services de soutien

Cette section rassemble les spécialistes capables d'apporter le soutien nécessaire aux différentes unités administratives de l'organisation dans la réalisation de leurs mandats.

Tableau 17 – Dépenses - Services de soutien
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Soutien à la gestion du service à la clientèle	0,8	0,9	-0,1
Affaires juridiques	7,4	11,9	-4,5
Communications	5,0	5,4	-0,4
Technologies de l'information et télécommunications	22,3	22,6	-0,3
Évaluation	6,5	5,9	0,6
Greffe et archives	5,1	4,6	0,5
Approvisionnements	5,4	5,3	0,1
Greffe de la cour municipale	4,3	4,0	0,3
Gestion des immeubles	67,2	66,5	0,7
Gestion des équipements motorisés	<u>27,2</u>	<u>28,4</u>	<u>-1,2</u>
Total services de soutien	<u>151,2</u>	<u>155,5</u>	<u>-4,3</u>

Les dépenses liées aux services de soutien atteignent 155,5 M\$, soit un écart défavorable de -4,3 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Cet écart s'explique principalement par les résultats des services suivants :

- Service des affaires juridiques
 - la provision pour indemnités est ajustée annuellement pour tenir compte des causes en litige. En 2011, un ajustement de 4,7 M\$ à cette provision a été inscrit aux dépenses de ce service, en lien avec des recours en dommages de biens;
- Service des communications :
 - des campagnes de promotion pour divers événements et des plans de communication pour des dossiers majeurs en lien avec les services aux citoyens (notamment la campagne de sécurité routière et la campagne de déneigement) qui ont contribué à faire rayonner la ville. La majorité des sommes étaient budgétées par les services porteurs des dossiers, ce qui explique un écart défavorable de 650 000 \$;
 - une contribution exceptionnelle de 75 000 \$ pour le positionnement hivernal de la Ville de Québec par l'entremise du film Pee-Wee;
 - des dépenses moindres de 450 566 \$ pour la réalisation de campagnes de sensibilisation dans le cadre du Plan de gestion des matières résiduelles. Le Service des communications a davantage utilisé le Web et les outils électroniques (Guide du tri en ligne), ce qui a entraîné des économies;

- Service des technologies de l'information et des télécommunications :
 - la poursuite du déploiement d'une nouvelle structure administrative pour appuyer leur stratégie d'affaires explique des dépenses excédentaires de 90 000 \$;
- Service de l'évaluation :
 - un projet spécial d'inspection a été reporté à la suite de la non-disponibilité des infrastructures technologiques;
- Service du greffe et des archives :
 - les dépenses du comité exécutif de même que les dépenses des partis politiques et des conseillers municipaux ont été inférieures de 367 683 \$ aux montants budgétés;
- Service de la gestion des immeubles :
 - une dépense moindre de 1,2 M\$ pour les salaires. Le recrutement pour certains métiers spécialisés est difficile et occasionne des délais importants. Dans le cadre du programme quinquennal de main-d'œuvre, 11 postes réguliers ont fait l'objet de compressions;
 - la location de locaux ainsi que des travaux d'aménagement de locaux non prévus au budget ont amené un dépassement de 765 819 \$;
 - les dépenses d'électricité présentent un écart défavorable de -0,4 M\$ lié aux conditions climatiques qui influencent les coûts de chauffage des bâtiments;
 - les dépenses du gaz naturel présente un écart favorable de 0,5 M\$ liée à la diminution du coût de la molécule de gaz;
- Service de la gestion des équipements motorisés :
 - la hausse du prix à la pompe de l'essence et du biodiesel a occasionné un écart défavorable de 1,7 M\$. La réparation des véhicules à l'interne a permis des économies de 0,2 M\$. Pour ce qui est de la rémunération, un écart favorable de 0,2 M\$ est attribuable, en partie, aux heures supplémentaires dont le budget n'a pas été utilisé dans sa totalité.

3.4. Développement culturel, touristique, sportif et social

Cette section comprend l'ensemble des activités économiques relatives :

- à la planification du développement du loisir et du sport et de la vie communautaire et au déploiement pour l'ensemble de la population de Québec;
- à la gestion des activités culturelles et patrimoniales;
- à la coordination de l'action municipale en développement social;
- au développement de la promotion de l'industrie touristique et cinématographique assuré par le Bureau du développement touristique et des grands événements et par l'Office du tourisme;
- au développement d'activités de loisir, de divertissement, de sport et d'affaires, notamment par l'intégration des activités d'ExpoCité à la structure administrative de la Ville en 2011.

Tableau 18 – Dépenses - Développement culturel, touristique, sportif et social pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 (en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Culture	17,7	17,9	-0,2
ExpoCité	19,0	17,7	1,3
Loisirs, sports et vie communautaire	4,5	2,9	1,6
Bureau du développement touristique et des grands événements	18,3	18,9	-0,6
Office du tourisme de Québec	<u>16,1</u>	<u>16,2</u>	<u>-0,1</u>
Total développement culturel, touristique, sportif et social	<u>75,6</u>	<u>73,6</u>	<u>2,0</u>

Les dépenses liées au développement culturel, touristique, sportif et social atteignent 73,6 M\$, soit un écart favorable de 2,0 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires.

- ExpoCité :
 - un écart favorable de 1,3 M\$ est traité en parallèle avec les revenus d'ExpoCité à la section suivante;
- Service des loisirs, sports et vie communautaire :
 - le Programme Vacances-été (PVE) a fait l'objet d'un projet visant l'harmonisation de cette activité dans les différents arrondissements. Le Service des loisirs a été mandaté pour la mise en place de cette amélioration. Pour ce faire, le Service des loisirs verse aux arrondissements le budget requis pour l'atteinte des objectifs du programme d'harmonisation. Un budget de 1 070 000 \$ a été alloué à l'harmonisation des PVE. La dépense a été réalisée dans les arrondissements, créant ainsi un écart favorable au Service des loisirs¹;
 - le Plan d'intervention en matière d'aré纳斯 et de pratique sportive a permis de faire diminuer les coûts de location d'heures de glace, ce qui justifie l'écart favorable de 640 000 \$;

1 Consulter la section 8.6 Loisirs et culture pour plus d'informations.

- Bureau du développement touristique et des grands événements :
 - un écart défavorable de 0,6 M\$ est expliqué par l'ajout d'événements à la programmation régulière et à la bonification apportée à l'organisation de la Fête nationale des Québécois en 2011. Les résultats du Fonds des grands événements sont présentés à la section 3.4.2.

3.4.1. ExpoCité

ExpoCité est le seul service de la Ville de Québec qui gère, sur une base commerciale, un ensemble d'infrastructures et d'activités. Sa mission vise à offrir à la population des activités de divertissement et d'affaires et de mettre à la disposition des organisateurs d'événements des services et des espaces.

Tableau 19 – Revenus et dépenses - ExpoCité
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
REVENUS			
Expo Québec	7,0	6,0	1,0
Colisée Pepsi	6,1	5,2	0,9
Centre de foires	3,5	3,4	0,1
Pavillon de la jeunesse	1,3	0,9	0,4
Autres pavillons	1,2	1,1	0,1
Autres revenus	<u>0,5</u>	<u>0,6</u>	<u>-0,1</u>
Total des revenus avant recouvrables	19,6	17,2	2,4
Recouvrables	<u>0,0</u>	<u>1,4</u>	<u>-1,4</u>
Total des revenus d'ExpoCité	19,6	18,6	1,0
DÉPENSES			
Expo Québec	6,2	6,4	-0,2
Colisée Pepsi	4,3	3,6	0,7
Centre de foires	1,2	1,5	-0,3
Pavillon de la jeunesse	1,0	0,9	0,1
Autres pavillons	1,0	0,8	0,2
Autres frais	<u>5,3</u>	<u>4,5</u>	<u>0,8</u>
Total des dépenses avant recouvrables	19,0	17,7	1,3
Recouvrables	<u>0,0</u>	<u>1,3</u>	<u>-1,3</u>
Total des dépenses d'ExpoCité	19,0	19,0	0,0
SURPLUS (DÉFICIT)	<u>0,6</u>	<u>-0,4</u>	<u>1,0</u>

Les activités d'ExpoCité ont été intégrées à la structure administrative de la Ville de Québec en début d'année 2011.

Pour l'exercice financier 2011, les revenus générés par ExpoCité totalisent 17,2 M\$ avant les éléments recouvrables, soit un écart défavorable de -2,4 M\$ par rapport à son budget de revenus. Les dépenses des activités d'ExpoCité avant les éléments recouvrables présentent un écart favorable de 1,3 M\$ par rapport à un budget de dépenses de 19,0 M\$.

Les revenus d'ExpoCité proviennent de différentes sources. Les revenus de location et de billetterie représentent 55,4% de l'ensemble des revenus.

L'analyse qui suit présente, dans un premier temps, les résultats d'Expo Québec, soit le plus grand événement de l'année organisé sur le site d'ExpoCité. Par la suite, les résultats des différents bâtiments du site d'ExpoCité sont présentés.

- Expo Québec est un événement festif de 12 jours qui combine une foire agricole, une fête foraine et une foule d'activités. Les résultats laissent un excédent des dépenses sur les revenus de 0,4 M\$. Ce résultat s'explique, entre autres, par :
 - l'ajout de nouvelles activités pour souligner la 100^e édition d'Expo Québec;
 - la tempête Irène qui a forcé la fermeture du site une journée plus tôt;
- le Colisée Pepsi a accueilli 112 événements. Les résultats révèlent un surplus de 1,6 M\$;
- les résultats du Centre de foires laissent un excédent des revenus sur les dépenses de 1,9 M\$;
- les autres pavillons peuvent accueillir des événements de plus petite envergure. Les résultats de ceux-ci présentent un excédent de revenus sur les dépenses de 0,3 M\$.

3.4.2. Fonds des grands événements

Le Fonds des grands événements a été créé en 2009 à la suite du succès remporté par les Fêtes du 400^e anniversaire de la Ville. Il est administré par le Bureau du développement touristique et des grands événements.

Ce fonds vise à stimuler l'industrie touristique de Québec par la tenue d'événements. La création de ce fonds a permis la tenue d'activités comme la production du Cirque du Soleil et la diffusion du Moulin à images. L'offre a été bonifiée en 2011 par l'ajout d'événements sportifs tels que le Circuit mondial de volleyball de plage, la finale du Grand Prix du patinage artistique et le Festival international de hockey.

Pour l'année 2011, la Ville a contribué au financement à la hauteur de 54%.

Tableau 20 – Fonds des grands événements
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
ÉVÉNEMENTS			
Moulin à images	4,3	4,2	0,1
Cirque du soleil	6,7	6,7	0,0
Grand prix cycliste Québec - Montréal	2,0	2,1	-0,1
Red Bull Crashed Ice	0,0	0,4	-0,4
Animation de l'espace 400 ^e	1,0	1,0	0,0
Programme d'animation des arrondissements	0,2	0,2	0,0
Circuit mondial de volleyball de plage	0,0	0,3	-0,3
Finale du Grand prix de patinage artistique	0,0	0,2	-0,2
Festival international de hockey	<u>0,0</u>	<u>0,1</u>	<u>-0,1</u>
Total coûts des événements	14,2	15,2	-1,0
SOURCES DE FINANCEMENT			
Ville de Québec	7,0	7,6	-0,6
Gouvernement du Québec	5,0	5,0	0,0
Autres revenus	1,8	1,4	0,4
Entente Bureau de la Capitale Nationale-événements sportifs			
Ville de Québec	0,0	0,6	-0,6
Bureau de la Capitale-Nationale	<u>0,4</u>	<u>0,6</u>	<u>-0,2</u>
Total sources de financement	14,2	15,2	-1,0
SURPLUS (DÉFICIT)	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>

Les résultats du Fonds des grands événements présentent des revenus et dépenses équilibrés de 15,2 M\$, soit un excédent de 1,0 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires.

3.5. Développement durable

Ce secteur d'activité intègre l'ensemble des activités économiques relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme. Il regroupe également les dépenses relatives à l'élaboration de divers programmes en vue de favoriser la situation économique du territoire. Plus particulièrement, les dépenses de ce secteur sont liées à l'aménagement, l'urbanisme et le développement industriel et commercial.

De même, ce secteur inclut les activités regroupant les dépenses relatives à l'eau et aux égouts, aux matières résiduelles, aux cours d'eau, aux réseaux routiers et à la protection de l'environnement.

Tableau 21 – Dépenses - Développement durable
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Aménagement du territoire	6,2	6,0	0,2
Développement économique	14,5	14,7	-0,2
Environnement	13,1	13,3	-0,2
Travaux publics	56,2	56,8	-0,6
Ingénierie	<u>10,3</u>	<u>10,5</u>	<u>-0,2</u>
Total développement durable	<u>100,3</u>	<u>101,3</u>	<u>-1,0</u>

Les dépenses liées au développement durable atteignent 101,3 M\$, soit des dépenses excédentaires de -1,0 M\$.

- Service de l'environnement :
 - la tempête tropicale Irène a causé de nombreux bris d'arbres qui ont suscité des travaux supplémentaires d'arboriculture;
- Service des travaux publics :
 - l'élimination des déchets présente un écart défavorable de 1,6 M\$ expliqué par la décision de terminer les travaux d'améliorations à l'incinérateur, lesquels devaient initialement s'échelonner jusqu'en 2012;
 - les quantités de matières organiques traitées ont été supérieures à la quantité budgétée, causant un écart défavorable de 231 038 \$;
 - un écart défavorable de 278 336 \$ lié aux quantités des résidus domestiques dangereux qui ont été supérieures à la quantité budgétée;
 - la valorisation des matières recyclées sur les marchés a permis des économies de 550 000 \$ au contrat du centre de tri.

3.6. Sécurité publique

Cette fonction comprend l'ensemble des activités reliées à la protection des personnes et de la propriété. De plus, elle regroupe toutes les autres dépenses relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile.

Tableau 22 – Dépenses - Sécurité publique
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Protection contre l'incendie	36,2	36,0	0,2
Police	73,2	79,1	-5,9
Bureau de la sécurité civile	<u>0,5</u>	<u>0,5</u>	<u>0,0</u>
Total sécurité publique	<u>109,9</u>	<u>115,6</u>	<u>-5,7</u>

Les dépenses liées à la sécurité publique atteignent 115,6 M\$, soit un écart défavorable de -5,7 M\$ comparativement aux prévisions budgétaires.

■ Service de police :

- un dépassement de 5,7 M\$ dans les salaires des policiers, dont 4,5 M\$ en salaires supplémentaires nécessaires pour assurer la sécurité lors d'événements spéciaux, la surveillance du territoire et pour soutenir les services d'enquête et de soutien logistique.

La convention collective de la fraternité des policiers et des policières, échue depuis le 31 décembre 2006, a été renouvelée dans un nouveau contrat de travail. La dépense en lien avec le règlement de cette convention de travail est traitée à la section 5.3 « Autres frais ».

4. DÉPENSES DE FINANCEMENT ET DETTE À LONG TERME

4.1. Paiement comptant des immobilisations

Le « paiement comptant des immobilisations » est un mode de financement employé pour payer au comptant certaines catégories d'immobilisations à même le budget annuel de fonctionnement. Par exemple, il est utilisé pour la mise en place de programmes comme celui de surfacage de voies publiques ou pour l'acquisition d'arbres, d'aménagements et de mobiliers urbains, d'outillage et d'équipement, d'œuvres d'art, de renouvellement des véhicules de patrouille, d'honoraires professionnels, d'ordinateurs, de logiciels, etc.

Avec la mise en place du cadre financier de la Ville et l'adoption de politiques financières, entre autres la Politique de gestion de la dette, viennent certaines stratégies dans la sélection des modes de financement des immobilisations. Dans cette optique, la Ville s'est donnée comme cible de porter progressivement à 175,0 M\$ le poste « paiement comptant d'immobilisations », soit une majoration annuelle de 15 M\$. Cette stratégie permet de diminuer la pression sur la dette et d'accélérer la réalisation des projets d'investissements.

En 2011, le budget alloué au paiement comptant d'immobilisations était de 23,5 M\$ alors que les dépenses d'affectations à ce poste budgétaire représentent 23,2 M\$. L'écart favorable de 0,3 M\$ s'explique, en partie, par un projet au Service des loisirs, sports et vie communautaire, dont la réalisation est conditionnelle à l'obtention d'une subvention, qui a été reporté à une date ultérieure.

Au total pour l'année 2011, 31 projets ont bénéficié de ce mode de financement conformément aux objectifs de priorisation des projets identifiés dans le Plan triennal d'immobilisations (PTI) 2011-2012-2013.

4.2. Service de la dette

En juin 2011, l'agence de notation de crédit Moody's attribuait une première cote Aa2 à la dette de la Ville de Québec, soit la même que celle attribuée au gouvernement du Québec. Cette notation de haute qualité permet de bénéficier de taux d'intérêt avantageux.

Au cours de l'année 2011, la Ville a aussi saisi l'opportunité de financer certaines acquisitions auprès de Financement-Québec par le biais du Programme de prêts pour les infrastructures municipales liées à l'habitation résidentielle de la SCHL¹. C'est un montant de 100 M\$ qui a été financé par cette société, ce qui représente un peu plus du tiers du total des emprunts réalisés dans l'exercice financier. Ce prêt de la SCHL sera remboursé au moyen de versements annuels et égaux pendant 15 ans. Les économies en frais d'intérêts de ce programme seront reflétées sur le service de la dette dès l'année 2012.

En outre, la principale source de financement de la Ville demeure l'émission d'obligations. Pour cette année, la Ville de Québec a réalisé quatre émissions d'obligations, incluant celle de la SCHL, pour un montant total de 280 M\$ à un coût d'emprunt moyen net de 3,39 %.

¹ Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

4.2.1. Service de la dette brute

Le service de la dette brute comprend l'ensemble des sommes que la Ville est tenue de verser pour rembourser le capital emprunté et payer les intérêts au cours de l'exercice financier. Il inclut, s'il y a lieu, la part de la dépense qui sera remboursée par les gouvernements dans le cadre de programmes de subventions d'immobilisations.

Tableau 23 – Dépenses - Service de la dette brute
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Remboursement de capital	184,6	185,3	-0,7
Frais de financement	74,6	74,8	-0,2
Affectations	<u>14,8</u>	<u>15,0</u>	<u>-0,2</u>
Total service de la dette brute	<u>274,0</u>	<u>275,1</u>	<u>-1,1</u>

Les dépenses liées au service de la dette brute atteignent 275,1 M\$, soit un écart défavorable de -1,1 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires.

- écart défavorable de -0,7 M\$ pour le remboursement de capital. Les modalités de remboursement de capital pour le dernier emprunt effectué à la fin de l'année 2010 ont été différentes des hypothèses émises pour cet emprunt dans la préparation du budget 2011;
- -0,2 M\$ pour les frais de financement, composés de deux éléments :
 - grâce à la nouvelle cote de crédit et aux taux avantageux du Programme de la SCHL, les taux des différents emprunts 2011 ont été moindres par rapport aux hypothèses budgétaires, permettant ainsi de générer des économies de l'ordre de 1,1 M\$;
 - le devancement de quelques mois d'un emprunt a créé un écart défavorable de -1,3 M\$ dans la comptabilisation de la dépense d'intérêts;

4.2.2. Service de la dette nette

Le service de la dette nette comprend l'ensemble des sommes que la Ville de Québec est tenue de verser pour rembourser le capital emprunté et payer les intérêts au cours de l'exercice financier, déduction faite des revenus s'y rapportant. Les revenus associés à la dette correspondent à la partie remboursée par les gouvernements dans le cadre de programmes de subventions pour les immobilisations ainsi que des revenus d'intérêts.

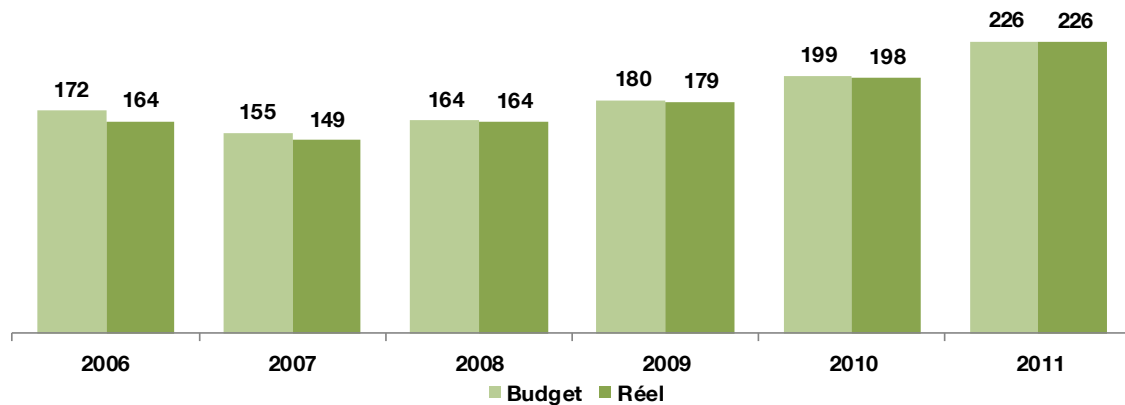
Tableau 24 – Évolution du service de la dette nette
(en millions de dollars)

	2007		2008		2009		2010		2011	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Service de la dette brute	221,5	221,7	235,4	235,3	249,7	246,6	257,9	255,5	274,0	275,1
Revenus	<u>-66,5</u>	<u>-72,4</u>	<u>-71,0</u>	<u>-71,6</u>	<u>-69,3</u>	<u>-67,4</u>	<u>-58,5</u>	<u>-58,0</u>	<u>-48,3</u>	<u>-49,6</u>
Service de la dette nette	<u>155,0</u>	<u>149,3</u>	<u>164,4</u>	<u>163,7</u>	<u>180,4</u>	<u>179,2</u>	<u>199,4</u>	<u>197,5</u>	<u>225,7</u>	<u>225,5</u>

Le service de la dette nette atteint 225,5 M\$ en 2011, soit un écart favorable de 0,2 M\$ avec les prévisions budgétaires. En effet, les écarts suivants sont enregistrés :

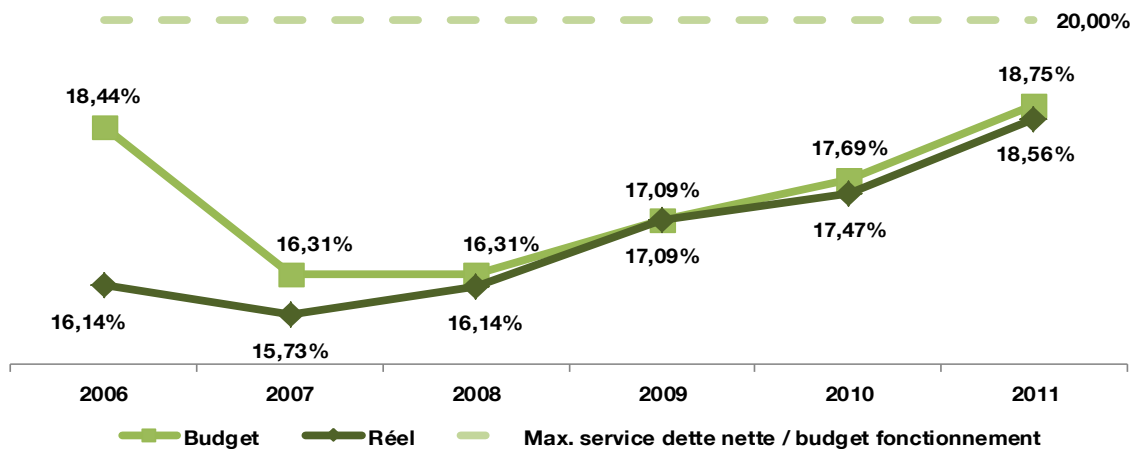
- écart défavorable de -1,1 M\$ pour le service de la dette brute, expliqué à la section précédente;
- écart favorable de 1,3 M\$ pour les revenus liés à la dette. Les revenus d'intérêts ont été plus élevés que prévu.

Graphique 3 – Évolution du service de la dette nette
(en millions de dollars)



L'évolution de la dépense du service de la dette nette montre une hausse de 7,7 % par rapport à l'année précédente.

Graphique 4 – Évolution du ratio du service de la dette nette par rapport aux dépenses de fonctionnement



La Politique de gestion de la dette, révisée en 2011, vient établir des cibles afin de limiter les emprunts à des niveaux acceptables. Une de celles-ci est à l'effet que l'organisation souhaite que le ratio du service de la dette nette par rapport au budget de fonctionnement ne dépasse pas 20 %.

Pour l'exercice financier 2011, ce ratio se chiffre à 18,56 % alors que les prévisions budgétaires l'avaient prévu à 18,75 %.

L'évolution à la hausse du ratio du service de la dette s'explique par l'augmentation du nombre de travaux réalisés en regard des programmes triennaux d'immobilisations (PTI) adoptés dans les années précédentes.

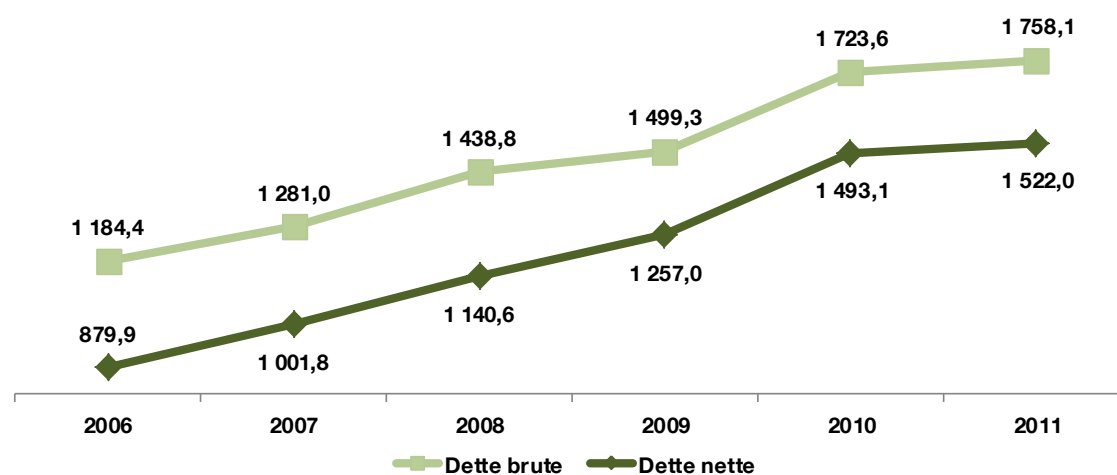
4.3. Dette à long terme

En complément d'information par rapport à la dépense du service de la dette, la dette à long terme est ici présentée. Cet élément est un poste de passif au bilan et constitue l'ensemble des emprunts contractés.

La majorité des immobilisations de la Ville est financée par l'emprunt à long terme. En conséquence, le portrait de la dette à long terme est directement influencé par la réalisation des différents projets inscrits aux PTI passés et présents.

La dette à long terme non consolidée comprend les sommes dues à un ou plusieurs créanciers et elle exclut celle du Réseau de transport de la Capitale (RTC). Tout comme la dépense du service de la dette, la dette à long terme peut être présentée sous forme brute ou nette.

Graphique 5 – Évolution de la dette à long terme non consolidée
(en millions de dollars)

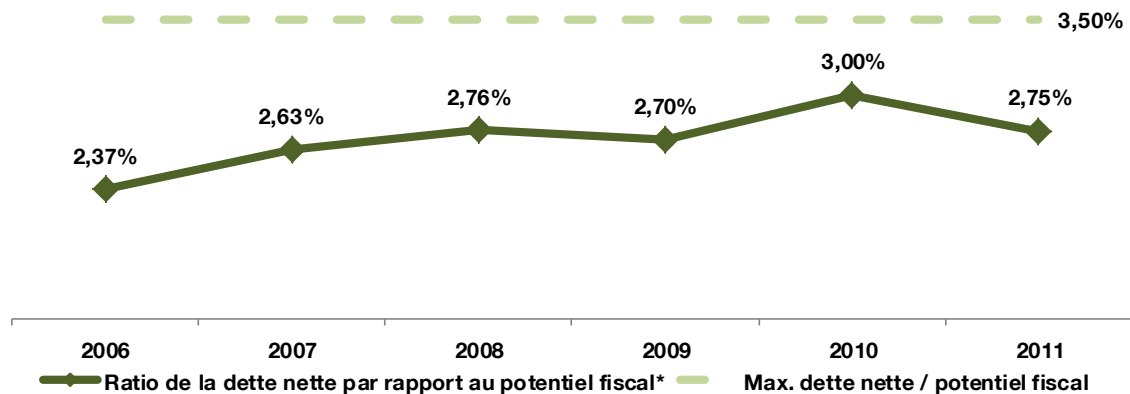


La dette nette à long terme comprend l'ensemble des emprunts contractés par la Ville, déduction faite de la portion remboursable par des tiers et autres organismes. Pour l'exercice financier 2011, celle-ci se chiffre à 1 522,0 M\$, en augmentation de 1,9 % par rapport à 2010.

Plusieurs indicateurs sont utilisés pour faire le suivi de la dette à long terme. Une des pratiques adoptées, dans le cadre de la Politique de gestion de la dette, est à l'effet que le ratio de la dette nette par rapport au potentiel fiscal ne devrait pas excéder 3,5 %. Le potentiel fiscal¹ est la capacité, pour une ville, de générer des revenus sur la valeur des immeubles faisant partie de son territoire.

1 Une définition des éléments qui composent le potentiel fiscal est fournie à la section 11 Lexique.

Graphique 6 – Évolution du ratio de la dette à long terme nette non consolidée sur le potentiel fiscal



* des ajustements ont été apportés aux années précédentes pour présenter le potentiel fiscal de la Ville de Québec, excluant les villes défusionnées

Le suivi de ce ratio par rapport à la cible fixée permet d'encadrer le niveau d'endettement. En 2011, ce ratio atteint 2,75 %.

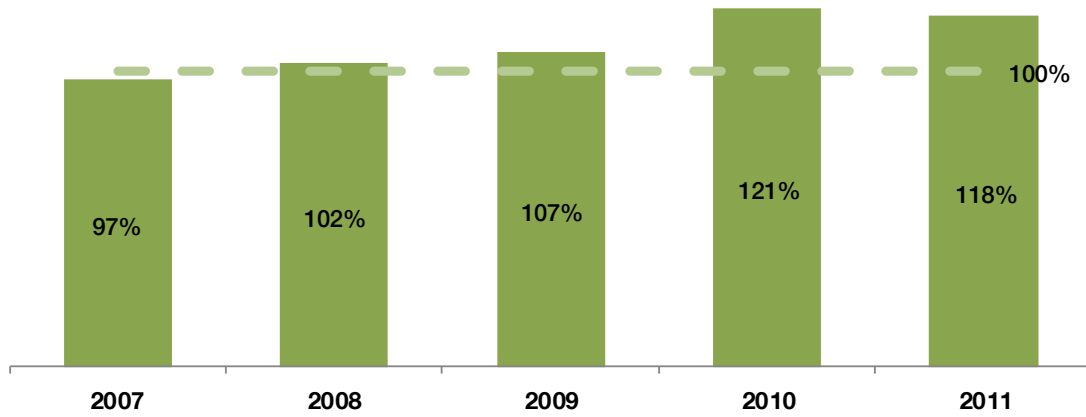
Afin de se doter de meilleurs outils de planification et de contrôle du remboursement de la dette, une nouvelle balise a été introduite en 2011 dans la Politique de gestion de la dette. Cette dernière a pour but de limiter le niveau de la dette nette consolidée à un maximum équivalent à 100 % des recettes totales consolidées.

La dette à long terme nette consolidée comprend la dette nette de la Ville ainsi que celle des organismes de son périmètre comptable¹ et s'évalue à 1 620,4 M\$ au 31 décembre 2011.

Le graphique suivant fait état du ratio de la dette à long terme nette consolidée sur les recettes totales consolidées.

1 Une définition de périmètre comptable est présentée à la section 11. Lexique.

Graphique 7 – Mesure du niveau de l'endettement consolidé



Les données démontrent que la Ville doit mettre en place une planification pour diminuer la dette afin d'atteindre un ratio souhaitable de 100 % de la dette consolidée par rapport aux recettes totales consolidées. Le niveau d'endettement consolidé pour l'année 2011 se situe à 118 %. La part du RTC et des autres organismes qui sont inclus à la dette à long terme consolidée correspond à 6,5 % de l'endettement consolidé.

5. AUTRES DÉPENSES

Les autres dépenses comprennent les coûts qui ne se rattachent à aucune fonction particulière et qu'il est impossible ou peu pratique de classer dans les dépenses des unités administratives. Ils incluent les cotisations de l'employeur, les contributions à divers organismes, la gestion du contingent ainsi que divers autres frais liés à la rémunération.

Tableau 25 – Dépenses - Autres dépenses
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Autres dépenses			
Cotisations de l'employeur (réf. Section 5.1)	132,0	130,1	1,9
Contributions aux organismes (réf. Section 5.2)	101,4	100,5	0,9
Autres frais (réf. Section 5.3)	<u>14,3</u>	<u>25,8</u>	<u>-11,5</u>
Total des autres dépenses	<u>247,7</u>	<u>256,4</u>	<u>-8,7</u>

Les dépenses liées aux autres dépenses atteignent 256,4 M\$, soit un écart défavorable de -8,7 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires.

5.1. Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur incluent les charges liées aux régimes de retraite, les avantages sociaux et la part de l'employeur des charges sociales. Les cotisations de l'employeur sont une composante de la rémunération globale¹.

Tableau 26 – Cotisations de l'employeur
Pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Régimes de retraite (réf. Section 5.1.1)	83,0	83,6	-0,6
Autres cotisations de l'employeur (réf. Section 5.1.2)	<u>49,0</u>	<u>46,5</u>	<u>2,5</u>
Total cotisations de l'employeur	<u>132,0</u>	<u>130,1</u>	<u>1,9</u>

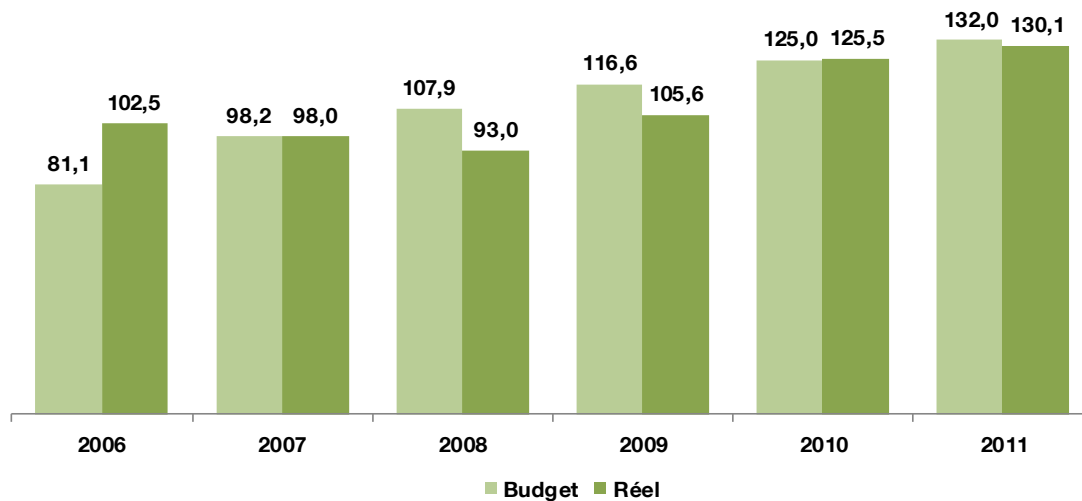
Les cotisations de l'employeur atteignent 130,1 M\$ en 2011, soit un écart favorable de 1,9 M\$ comparativement aux prévisions budgétaires.

- un écart défavorable de -0,6 M\$ pour les régimes de retraite;
- un écart favorable de 2,5 M\$ pour les autres cotisations de l'employeur.

Les écarts enregistrés aux régimes de retraite sont présentés à la section suivante alors que l'analyse des autres cotisations de l'employeur suit à la section 5.1.2. Autres cotisations de l'employeur.

1 Consulter la section 8.2 Rémunération globale pour plus d'informations.

Tableau 27 – Évolution des cotisations de l'employeur
(en millions de dollars)



L'évolution des cotisations de l'employeur montre une hausse de 3,7 % par rapport à l'année 2010. Les cotisations de l'employeur représentent 26,9 % de la rémunération globale¹.

5.1.1. Régimes de retraite

Les régimes de retraite de la Ville de Québec sont à prestations déterminées. On entend par régime de retraite à prestations déterminées un régime dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les employés, soit le mode de calcul du montant de ces prestations. Ce calcul est basé sur des facteurs comme l'âge, le salaire et le nombre d'années de service du participant.

Un tel régime repose sur le principe de la capitalisation. Les cotisations déposées dans une caisse de retraite et les revenus de placement qui en découlent servent à financer le paiement des prestations prévues.

Dans ce type de régime, le risque relatif au rendement de la caisse de retraite est assumé par l'employeur. Généralement, tout déficit dans la caisse doit être comblé par l'employeur.

La charge des services courants représente la valeur des prestations acquises par les participants durant l'exercice, en fonction des hypothèses actuarielles.

La charge d'équilibre permet d'enregistrer les obligations des régimes de retraite en fonction de la mise à jour des évaluations actuarielles et des rendements des caisses de retraite.

Le détail des charges des régimes de retraite est présenté au tableau suivant.

¹ Consulter la section 8.2 Rémunération globale pour plus d'informations.

Tableau 28 – Composition des charges des régimes de retraite
 Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
 (en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Charge des services courants	<u>37,0</u>	<u>34,3</u>	<u>2,7</u>
Charge d'équilibre:			
Amortissement:			
~ déficit initial de l'ancienne Ville de Québec	2,6	3,1	-0,5
~ gains et pertes pour les années 2007-2011 ¹	<u>22,3</u>	<u>20,3</u>	<u>2,0</u>
Sous-total amortissement	24,9	23,4	1,5
Dépense d'intérêt	24,0	24,0	0,0
Déficit Ex-Québec - remboursement annuel	<u>5,0</u>	<u>5,0</u>	<u>0,0</u>
Total amortissement, intérêts et passif (dépense comptable)	<u>53,9</u>	<u>52,4</u>	<u>1,5</u>
Couloir - Montant à pourvoir dans le futur ²	<u>-7,9</u>	<u>-3,1</u>	<u>-4,8</u>
Total Charge d'équilibre	<u>46,0</u>	<u>49,3</u>	<u>-3,3</u>
Total régimes de retraite (montant servant à établir la taxation de l'année)	<u>83,0</u>	<u>83,6</u>	<u>-0,6</u>

(1) À compter de 2007, choix de la méthode du lissage sur 5 ans et amortissement sur 14 ans selon la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA).

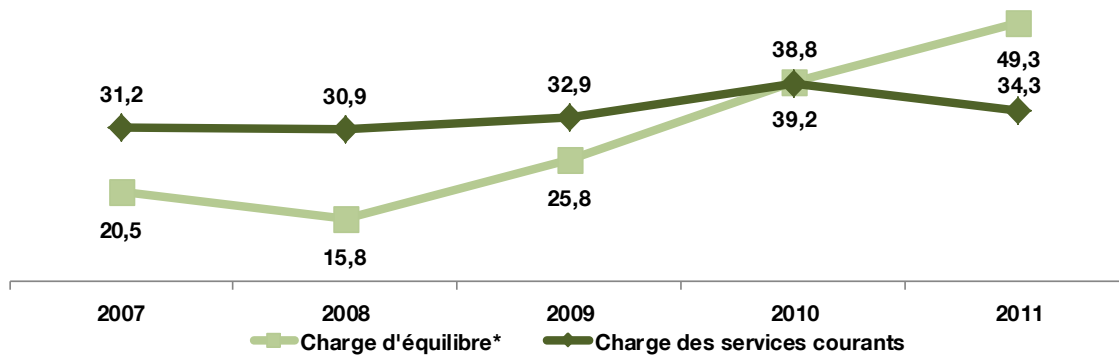
(2) Méthode de couloir permise par le MAMROT.

Les charges des différents régimes de retraite totalisent 83,6 M\$, soit un excédent de dépenses de -0,6 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires.

- la charge des services courants présente un écart favorable de 2,7 M\$, lié à l'ajustement dicté par la dernière révision de l'évaluation actuarielle des régimes de retraite;
- la charge d'équilibre montre un écart défavorable de -3,3 M\$
 - le calcul des gains et pertes présente un écart favorable de 2 M\$;
 - un écart de -4,8 M\$ au montant à pourvoir dans le futur (couloir).

L'application de la méthode du couloir permet de reporter une partie de la charge liée au déficit des régimes de retraite sur un nombre d'années déterminées. L'étalement de la charge permet d'alléger la taxation aux citoyens. Pour l'année 2011, dans un souci de saine gestion, la Ville a choisi qu'une somme inférieure à celle prévue soit différée dans le couloir.

Graphique 8 – Évolution des charges des régimes de retraite
(en millions de dollars)



* La charge d'équilibre correspond à la charge comptable, déduction faite du montant transféré au montant à pourvoir dans le futur (couloir).

L'évolution des charges des régimes de retraite montre qu'à partir de l'année 2010, la proportion de la charge d'équilibre a surpassé celle pour la charge des services courants.

5.1.2. Autres cotisations de l'employeur

Le poste « Autres cotisations » de l'employeur regroupe, d'une part, les charges sociales courantes (Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), Régime québécois d'assurance parentale et Régie des rentes du Québec) et les avantages sociaux (assurances collectives). Les dépenses liées aux autres cotisations de l'employeur atteignent 46,5 M\$. Les écarts sont expliqués ainsi

- pour les charges sociales :
 - un écart favorable de 3,7 M\$ résultant principalement de l'ajustement favorable de la provision pour CSST en fonction des résultats rétrospectifs fournis par la CSST;
- pour les avantages sociaux :
 - un écart défavorable de -1,2 M\$ en lien avec les versements à l'assurance santé et vie.

5.2. Contributions aux organismes

Tableau 29 – Contributions aux organismes
Pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Transport en commun	93,8	93,8	0,0
Communauté métropolitaine de Québec	2,2	2,2	0,0
Office municipal d'habitation de Québec	3,3	2,8	0,5
Autres organismes	<u>2,1</u>	<u>1,7</u>	<u>0,4</u>
Total contributions aux organismes	<u>101,4</u>	<u>100,5</u>	<u>0,9</u>

Les dépenses liées aux contributions à des organismes atteignent -100,5 M\$, soit un écart favorable de 0,9 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Cet écart est expliqué par un ajustement de la contribution de la Ville à l'Office municipal d'habitation (OMH). Le calcul de la contribution annuelle de la Ville à l'OMH est ajusté en fonction des résultats de l'exercice financier de l'organisme.

La contribution au RTC constitue le principal appui que la Ville verse à un autre organisme. Celle-ci se traduit par une quote-part versée annuellement au RTC. En 2011, la contribution de la Ville au RTC a atteint 93,8 M\$, en augmentation de 8,3 % par rapport à 2010.

5.3. Autres frais

Tableau 30 – Dépenses - Autres frais
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Gestion du contingent	1,5	0,0	1,5
Créances douteuses	1,0	0,6	0,4
Divers autres frais	<u>11,8</u>	<u>25,2</u>	<u>-13,4</u>
Total autres frais	<u>14,3</u>	<u>25,8</u>	<u>-11,5</u>

Les dépenses liées aux autres frais atteignent 25,8 M\$, soit un écart défavorable de -11,5 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires.

- gestion du contingent, un écart favorable de 1,5 M\$ est constaté puisque ces dépenses sont réalisées dans les unités administratives;
- l'ajustement de la provision pour créances douteuses, un écart favorable de 0,4 \$M étant donné l'importance moindre des nouveaux dossiers inscrits à la provision par rapport aux années précédentes;

- divers autres frais, un écart défavorable de -13,4 M\$ est constaté. Les divers autres frais incluent les autres frais liés à la rémunération, les autres frais généraux ainsi que des affectations de dépenses.
 - Autres frais liés à la rémunération, écart défavorable de -5,9 M\$:
 - à la suite du règlement de la convention collective des policiers, l'ajustement de la rémunération de ce groupe d'employés a généré un écart défavorable de -1,3 M\$ pour l'année courante et de -1,6 M\$ par rapport à la provision des années antérieures.
 - au Programme d'attrition, le budget prévoyait la récupération de 2 M\$ par le biais de ce programme. C'est une somme de 1,1 M\$ qui a été récupérée, à l'intérieur des dépenses des unités administratives. Le moment à partir duquel les postes sont libérés influe directement les économies réalisées au Programme d'attrition. Au total ce sont 30 postes qui ont été récupérés;
 - Autres frais généraux, écart défavorable de -4,1 M\$:
 - la compression d'une somme de 5,0 M\$ prévue au budget afin de refléter les engagements de dépenses non réalisées en fin d'année. Cette somme est en partie récupérée dans les unités administratives;
 - provision pour fermeture des sites d'enfouissement, dont l'ajustement inscrit à la dépense a été supérieur de 0,4 M\$ par rapport à la prévision. Le calcul de cet ajustement de provision est établi en fonction des quantités de matières enfouies dans les sites;
 - au plan de la mobilité durable, écart favorable de 0,5 M\$ alors que la dépense s'est réalisée à la Direction générale pour un montant de 0,15 M\$;
 - Affectation de 3,0 M\$ pour refléter le solde des dettes des actifs cédés lors de ventes mobilières et immobilières. Cette dépense supplémentaire n'a pas d'incidence sur le surplus puisque des revenus équivalents sont enregistrés pour ces cessions.

6. ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES

Les éléments extrabudgétaires présentent les résultats des projets recouvrables et des projets autofinancés (par exemple, les branchements de services). Ils n'ont pas ou peu d'incidences budgétaires étant donné qu'un revenu, équivalant aux dépenses, est comptabilisé. Ces revenus et dépenses ne sont pas considérés lors de l'établissement du budget. Les revenus provenant des éléments extrabudgétaires atteignent 18,2 M\$, alors que les dépenses afférentes à ces projets sont de 17,9 M\$, pour un excédent des revenus sur les dépenses de 0,3 M\$.

7. ANALYSE DU SURPLUS ET ÉVOLUTION DES RÉSERVES

7.1. Excédent non affecté

Les résultats de l'année 2011 présentent un surplus de 2,0 M\$. Ce surplus s'ajoute à l'excédent de fonctionnement non affecté de 2010 pour un total cumulé de 10,4 M\$.

Tableau 31 – Excédent de fonctionnement non affecté
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
(en millions de dollars)

Excédent non affecté au 01-01-2011	22,6
Excédent de l'exercice 2011	2,0
Affectation à divers projets d'investissement	-0,9
Affectation à l'exercice	-3,3
Affectation au budget 2012	<u>-10,0</u>
Excédent non affecté au 31-12-2011	<u>10,4</u>

Au cours de l'exercice 2011, le conseil municipal a recommandé l'utilisation des fonds provenant de l'excédent de fonctionnement non affecté pour :

- le financement de différents projets d'investissement pour 0,9 M\$;
- l'affectation aux fins du budget 2012 pour 10,0 M\$;
- le soutien aux activités courantes de 3,3 M\$ par le biais d'une affectation au contingent.

7.2. Historique des résultats

Le tableau suivant présente l'historique des résultats des années 2003 à 2011. L'observation des résultats montre une variabilité dans le surplus ou déficit de l'exercice, ce dernier représente entre -1,2% à 3,1% du total des revenus.

Tableau 32 – Historique des résultats financiers
(en millions de dollars)

Exercices terminés le 31 décembre	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
REVENUS									
Taxes et paiements tenant lieu de taxes	644,3	681,1	714,4	727,5	766,7	775,4	813,1	864,4	899,1
Autres revenus	<u>175,1</u>	<u>183,2</u>	<u>206,2</u>	<u>277,0</u>	<u>209,6</u>	<u>252,3</u>	<u>268,6</u>	<u>286,4</u>	<u>317,7</u>
Total revenus	819,4	864,3	920,6	1 004,5	976,3	1 027,7	1 081,7	1 150,8	1 216,8
DÉPENSES									
Rémunération	254,4	271,9	294,7	311,5	310,6	315,4	319,0	334,0	353,2
Cotisations de l'employeur	58,2	62,2	70,1	102,5	98,0	93,0	105,6	125,5	130,1
Service de la dette brute	221,7	227,2	240,8	252,5	221,7	235,3	246,6	255,5	275,1
Païement comptant d'immobilisations	-	-	-	-	2,0	2,6	5,5	17,9	23,2
Autres dépenses	<u>270,5</u>	<u>288,8</u>	<u>306,5</u>	<u>350,2</u>	<u>317,0</u>	<u>368,1</u>	<u>371,6</u>	<u>397,9</u>	<u>433,5</u>
Total dépenses	804,8	850,1	912,1	1 016,7	949,3	1 014,4	1 048,3	1 130,8	1 215,1
SURPLUS (DÉFICIT) AVANT ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>14,6</u>	<u>14,2</u>	<u>8,5</u>	<u>-12,2</u>	<u>27,0</u>	<u>13,3</u>	<u>33,4</u>	<u>20,0</u>	<u>1,7</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES									
Revenus	8,9	9,5	8,5	10,2	8,8	18,1	18,5	18,2	16,9
Dépenses	<u>8,1</u>	<u>7,9</u>	<u>7,8</u>	<u>10,4</u>	<u>9,0</u>	<u>16,2</u>	<u>18,6</u>	<u>17,9</u>	<u>16,6</u>
Écart des revenus sur les dépenses	0,8	1,6	0,7	-0,2	-0,2	1,9	-0,1	0,3	0,3
SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	<u>15,4</u>	<u>15,8</u>	<u>9,2</u>	<u>-12,4</u>	<u>26,8</u>	<u>15,2</u>	<u>33,3</u>	<u>20,3</u>	<u>2,0</u>
Proportion du surplus (déficit) av. éléments extrabudgétaires par rapport aux revenus	1,8%	1,6%	0,9%	-1,2%	2,8%	1,3%	3,1%	1,7%	0,1%
Budgets	802,3	837,0	896,0	932,8	950,6	1 007,7	1 055,8	1 127,5	1 203,5

7.3. Historique des surplus affectés

Au cours de l'année 2011, la Ville a fait une mise à jour de ses politiques financières, dont la Politique de gestion des réserves financières et des surplus affectés. Ces politiques sont des outils essentiels pour la bonne et saine gestion financière de l'organisation. En ce sens, la prudence implique que la Ville crée des réserves suffisantes pour faire face à des situations exceptionnelles ou imprévues.

Surplus affecté pour les opérations de déneigement

Des surplus sont affectés lorsque les coûts dépassent les budgets annuels de cette activité et qu'il est impossible de combler l'excédent de dépenses par toute autre source de financement.

Surplus affecté d'autoassurance

Ces sommes servent uniquement à acquitter des réclamations pour lesquelles la Ville est identifiée comme responsable.

Surplus affecté de prévoyance

Événements ou dépenses non récurrents sur lesquels l'administration a peu ou pas de contrôle. La dépense doit relever d'une obligation légale ou d'un cas de force majeure.

L'évolution des principales réserves financières est présentée au tableau suivant.

Tableau 33 – Historique des surplus affectés
(en millions de dollars)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Cibles
Neige	0,6	3,6	3,6	2,7	2,7	15,6	15,6	20,0	20,0	20,0
Autoassurance	0,7	5,7	5,7	5,7	5,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Prévoyance	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>	<u>4,1</u>	<u>0,4</u>	<u>20,0</u>	<u>19,4</u>	<u>20,0</u>
	<u>1,3</u>	<u>9,3</u>	<u>9,3</u>	<u>8,4</u>	<u>8,4</u>	<u>28,4</u>	<u>24,7</u>	<u>48,7</u>	<u>48,1</u>	<u>48,7</u>

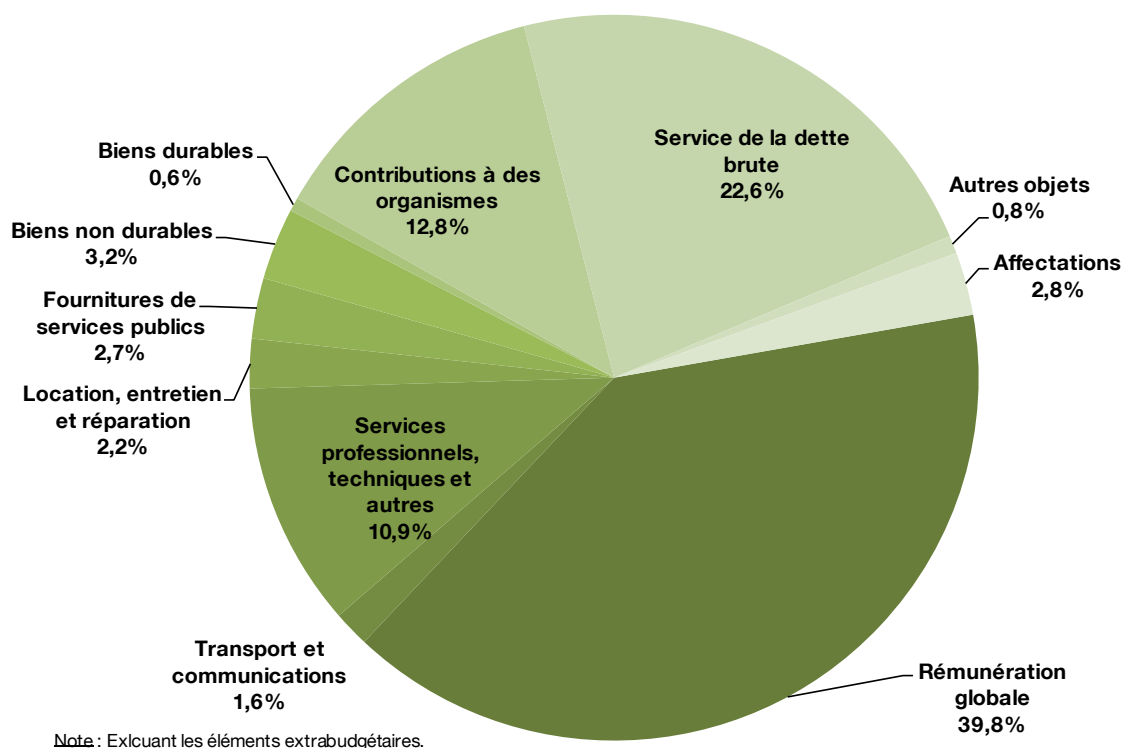
En 2011, le conseil municipal a recommandé l'utilisation de 0,6 M\$ à même la réserve de prévoyance pour pourvoir aux dépenses liées aux affaissements de terrain qui ont eu lieu à l'arrondissement de Charlesbourg, portant ainsi le total des réserves à 48.1 M\$.

8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

8.1. Dépenses par objet

L'objectif du système de classification des dépenses par objet est de fournir une information en fonction de la nature économique des biens et des services acquis et de toutes autres dépenses. Le total des dépenses demeure conséquemment le même que celui énoncé sous la rubrique des dépenses par secteurs d'activités, soit 1 215,1 M\$, excluant les éléments extrabudgétaires.

Graphique 9 – Dépenses par objet



La présentation des dépenses par objet montre que la rémunération globale et le service de la dette brute occupent la plus grande part des dépenses.

8.2. Rémunération globale et effectif

La rémunération gagnée par les employés et élus de la Ville est incluse dans les dépenses des unités administratives. Les cotisations de l'employeur sont décrites dans cette section, suivies de l'évolution de l'effectif.

8.2.1. Rémunération globale

La rémunération globale comprend la rémunération, les cotisations de l'employeur pour tous les employés et les élus de la Ville. La rémunération inclut les salaires gagnés ainsi que les ajustements aux provisions liés à la rémunération. Les cotisations de l'employeur incluent les avantages sociaux, les charges sociales de même que les charges liées aux régimes de retraite, selon les recommandations des actuaires.

Tableau 34 – Évolution de la rémunération globale
(en millions de dollars)

	2007		2008		2009		2010		2011	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Rémunération	310,9	310,6	315,1	315,4	314,8	319,0	328,4	334,0	340,0	353,2
Cotisations de l'employeur	<u>98,2</u>	<u>98,0</u>	<u>107,9</u>	<u>93,0</u>	<u>116,6</u>	<u>105,6</u>	<u>125,0</u>	<u>125,5</u>	<u>132,0</u>	<u>130,1</u>
Rémunération globale	<u>409,1</u>	<u>408,6</u>	<u>423,0</u>	<u>408,4</u>	<u>431,4</u>	<u>424,6</u>	<u>453,4</u>	<u>459,5</u>	<u>472,0</u>	<u>483,3</u>

En 2011, les dépenses liées à la rémunération globale totalisent 483,3 M\$, soit un écart défavorable de -11,3 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Cet écart s'explique par :

- un écart défavorable de -13,2 M\$ pour la rémunération;
- un écart favorable de 1,9 M\$ pour les cotisations de l'employeur.

Rémunération

La rémunération est budgétée, d'une part, dans les services administratifs pour les salaires des employés réguliers, occasionnels ainsi que le temps supplémentaire. D'autre part, une partie de la rémunération est budgétée à l'intérieur des autres dépenses pour les ajustements de provisions en lien avec la rémunération.

- rémunération régulière et occasionnelle :
 - s'élève à 309,3 M\$ et représente 87,6 % du total de la rémunération 2011. Ce montant est l'équivalent, en dollars, pour les heures travaillées qui ont servi au calcul de l'effectif. La rémunération en 2010 se chiffrait à 298,3 M\$. Pour l'exercice 2011, cette rémunération gagnée présente un écart défavorable de -1,0 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Cet écart est expliqué, entre autres, par une dépense de 1,5 M\$ en salaires occasionnels alors qu'elle avait été budgétée en services techniques;
- salaire supplémentaire :
 - pour l'année 2011, la rémunération des heures supplémentaires s'élève à 18,1 M\$ et présente un écart défavorable de -6,4 M\$ par rapport au budget.

Cet excédent de dépenses est justifié, entre autres, par le dépassement de 4,5 M\$ au Service de police afin d'assurer la sécurité lors de la tenue d'événements, pour la surveillance de l'ensemble du territoire de la ville, de même que pour soutenir les services d'enquête et de soutien logistique¹.

- autres rémunérations :
 - regroupe les ajustements des provisions en lien avec la rémunération tels que la provision pour les augmentations salariales pour les conventions collectives non renouvelées, la provision pour vacances, la provision pour l'équité salariale. Les autres rémunérations présentent un écart défavorable de -5,3 M\$. Le renouvellement de la convention collective des policiers a généré un excédent de dépenses de 1,6 M\$ pour les années antérieures et de 2,0 M\$ pour l'année en cours. Aussi, le Programme d'attrition présente un écart défavorable de -0,9 M\$. Une somme de 1,1 M\$ a été récupérée à l'intérieur des dépenses des unités administratives pour un total de 30 postes récupérés.

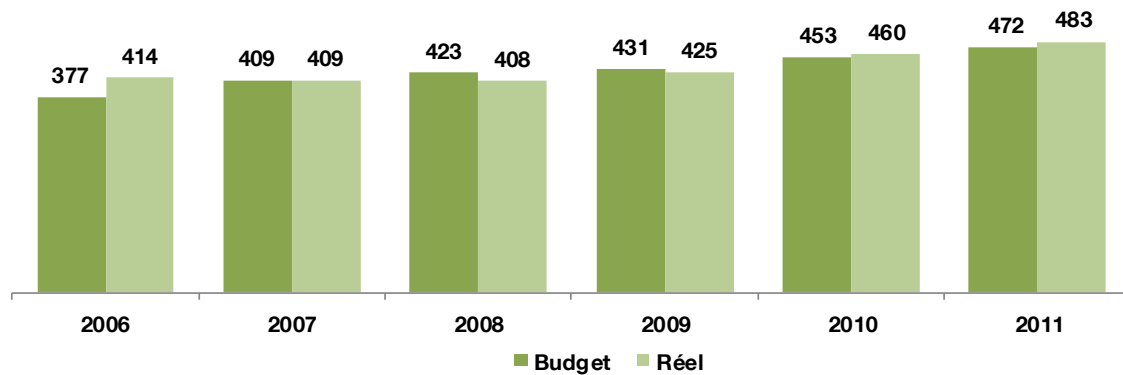
Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur incluent les charges des régimes de retraite, les avantages sociaux et la part employeur des charges sociales.

- un écart défavorable de -0,6 M\$ pour les régimes de retraite;
- un écart favorable de 2,5 M\$ pour les autres cotisations de l'employeur.

Les écarts enregistrés aux régimes de retraite sont présentés à la section 5.1.1 - Régime de retraite, alors que l'analyse des autres cotisations de l'employeur suit à la section 5.1.2 - Autres cotisations de l'employeur.

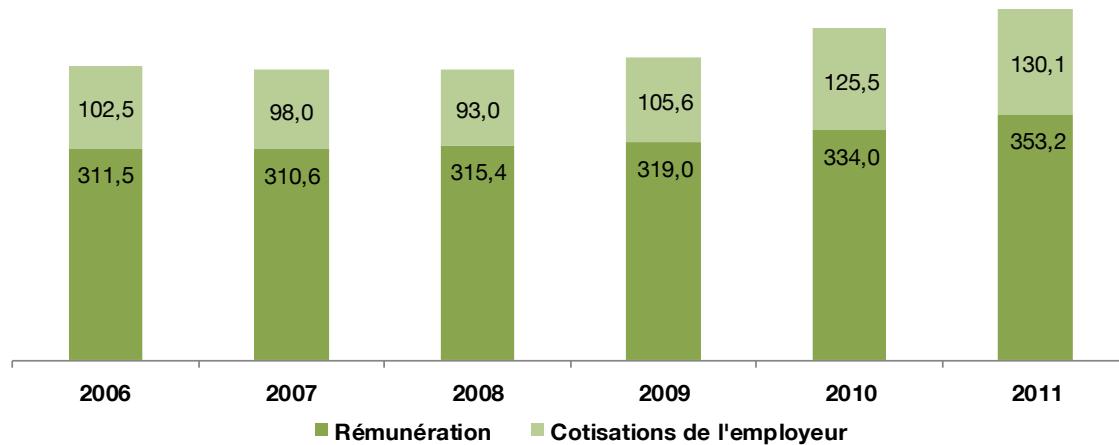
Graphique 10 – Évolution de la rémunération globale
(en millions de dollars)



Par rapport à l'année 2010, la rémunération globale a augmenté de 5,2 %, soit 1,1 % de plus que la hausse prévue au budget. La hausse de la rémunération globale de 2011 par rapport à la dépense de l'exercice financier 2010 est expliquée, en partie, par l'intégration d'ExpoCité au sein de l'organisation de la Ville, dont le total de la rémunération représente 6,2 M\$.

¹ Consulter la section 3.6 Sécurité publique pour plus d'informations.

Graphique 11 – Évolution des cotisations de l'employeur et de la rémunération
(en millions de dollars)



La rémunération pour l'exercice financier 2011 occupe 73 % de la rémunération globale alors que les cotisations d'employeur représentent 27 %. La tendance 2006-2011 montre que les cotisations de l'employeur ont augmenté de 26,9 % alors que la rémunération a augmenté de 13,4 % pour les six dernières années, incluant l'intégration d'ExpoCité et de l'Office du tourisme.

Les dépenses liées à la rémunération 2011 représentent une augmentation de 5,7 % par rapport à l'année précédente. Les dépenses liées aux cotisations de l'employeur représentent 3,7 % de plus que l'année précédente¹.

8.2.2. Effectif

L'effectif comprend l'ensemble des personnes au service de l'organisation et se divise en six familles d'emplois : cadres et contremaîtres, professionnels, cols blancs, cols bleus, policiers et pompiers.

Au cours de l'année 2011, la méthode de calcul servant à établir les prévisions d'effectif occasionnel a été ajustée afin de pouvoir comparer l'effectif prévu avec l'effectif réel. L'effectif est maintenant exprimé en personnes/année (p.a.). Ce calcul s'effectue sur la base des heures travaillées (régulier et occasionnel) divisée par le nombre d'heures normalement contenues dans une année de travail en fonction de chacun des groupes d'emplois. Le calcul de l'effectif exclut le temps supplémentaire de même que les primes.

Auparavant, les prévisions d'effectif occasionnel s'effectuaient sur la base de la rémunération totale divisée par un salaire moyen. L'analyse des heures travaillées, pour la mise en place de cette nouvelle méthode de calcul pour l'effectif occasionnel, a permis de réviser l'effectif budgété par rapport aux heures travaillées.

1 Consulter la section 5.1 Cotisations de l'employeur pour plus d'information.

Les ajustements suivants ont été apportés à la prévision budgétaire 2011 :

- retrait de 14.7 p.a. aux activités du palais Montcalm pour le travail effectué en services externes;
- ajout de 15 p.a. à l'Office du tourisme pour le personnel occasionnel budgété en services techniques;
- ajout de 34 p.a. aux activités d'ExpoCité pour le personnel occasionnel budgété en services techniques;
- ajout de 27 p.a. dû au changement dans la méthode de calcul de l'effectif occasionnel, ce qui représente 3 % de plus, que l'effectif occasionnel initialement prévu.

La prévision de l'effectif total révisé atteint 5 294 personnes/année.

Tableau 35 – L'effectif

pour l'exercice terminé au 31 décembre 2011
(en personnes/année)

	Budget révisé	Réel	Écart
Régulier	4 400	4 094	-306
Occasionnel	<u>894</u>	<u>1 252</u>	<u>358</u>
Effectif total	<u>5 294</u>	<u>5 346</u>	<u>52</u>

En 2011, l'effectif se chiffre à 5 346 personnes/année, soit 52 p.a. de plus que la prévision budgétaire révisée.

Les services suivants ont connu des écarts par rapport aux prévisions budgétaires :

- Service de police :
 - l'ajout de 37 p.a. expliqué par l'embauche de personnel occasionnel pour le transfert de connaissances lors de départs à la retraite et pour assurer la continuité du service 911. Cet écart au niveau de l'effectif sera résorbé au cours de l'année 2012;
- Arrondissement de La Haute-Saint-Charles :
 - la prévision d'effectifs lors de la préparation du budget 2011 avait fait l'objet d'un transfert vers les services techniques afin de réduire le travail fait en régie, notamment pour l'entretien et la surveillance des centres communautaires. Ce changement n'a pas été possible en 2011 et explique un ajout de 23 p.a.;
- Service de l'environnement :
 - l'embauche d'employés occasionnels pour les travaux d'horticulture et de foresterie urbaine explique un ajout de 10 p.a. Ces activités ont été imparties au budget 2012 ;

La Ville a mis en place les mesures pour atteindre les objectifs du Plan quinquennal de la main d'œuvre dans le cadre du budget 2012.

■ Service de la gestion des immeubles :

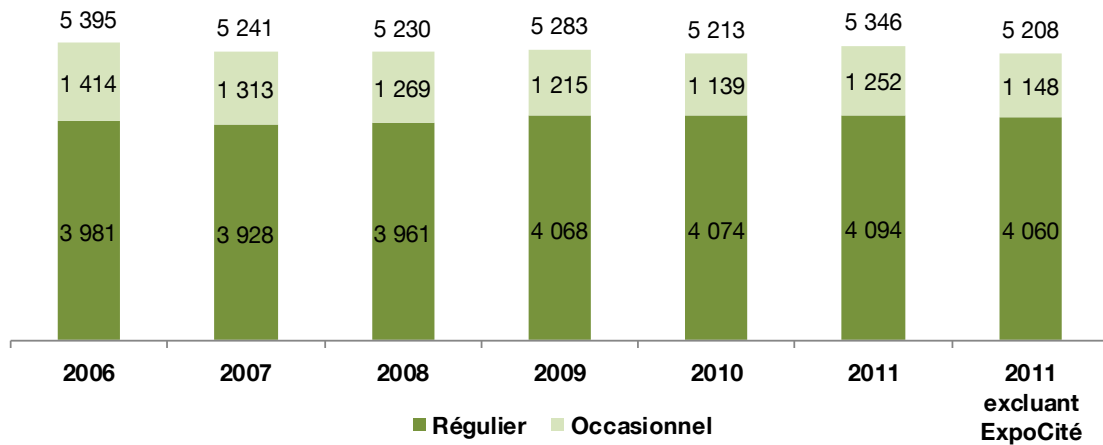
- la diminution des heures travaillées suite à des congés parentaux, des départs à la retraite et des postes demeurés vacants étant donné la difficulté de recruter du personnel spécialisé explique la réduction de 18 p.a. Dans le cadre du plan quinquennal de la main d'œuvre, 11 postes ont fait l'objet de compressions au cours de l'année dans ce service.

Tableau 37 – Évolution de l'effectif (en personnes/années)

Réel	2007	2008	2009	2010	2011	2011-sans ExpoCité
Régulier	3 928	3 961	4 068	4 074	4 094	4 060
Occasionnel	1 313	1 269	1 215	1 139	1 252	1 148
Effectif total	5 241	5 230	5 283	5 213	5 346	5 208
Variation en %	-1,8%	-0,2%	1,0%	-1,3%	2,6%	-0,1%

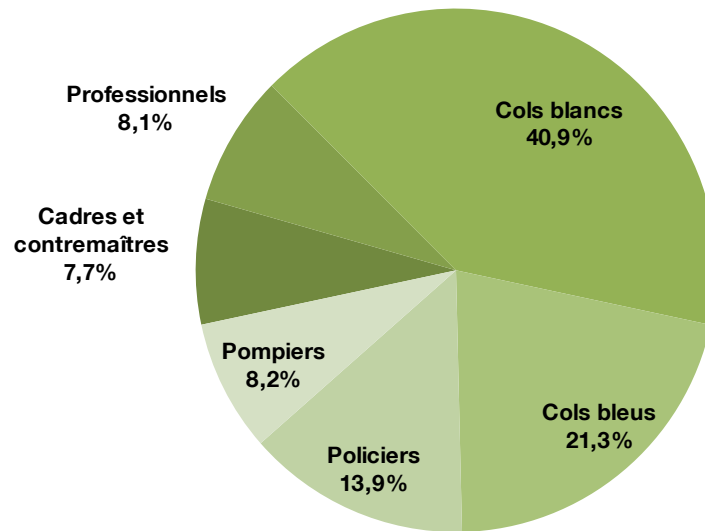
La variation de l'effectif 2011 est de 2,6 %. Aux fins de comparaison avec 2010, il faut exclure ExpoCité. La variation démontre ainsi une diminution de 0,1 %.

Graphique 12 – Évolution de l'effectif (en personnes/année)



L'effectif de l'année 2011, excluant ExpoCité, montre une baisse de 5 p.a. par rapport à l'année 2010.

Tableau 37 – Composition de l'effectif



L'effectif se compose majoritairement de cols blancs, de cols bleus et de policiers. Cette répartition est comparable à celle de 2010.

8.3. Neige

Les dépenses liées à la neige comprennent le déneigement de la chaussée à contrat, le déneigement de la chaussée effectué en régie, le déneigement hors rue, l'opération des dépôts à neige ainsi que le transport de la neige. Les budgets des activités liées à la neige sont partagés entre la Division des travaux publics des arrondissements et le Service des travaux publics.

En 2011, 2 351 km de rue constituaient le réseau à déneiger sur le territoire de la ville, comparativement à 2 340 km en 2010. La politique de déneigement, adoptée en 2009, précise les paramètres régissant les opérations de déneigement.

Tableau 36 – Évolution des dépenses liées à la neige
(en millions de dollars)

	2007		2008		2009		2010		2011	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Déneigement chaussée - Contrats	20,1	21,2	19,6	28,2	21,4	20,7	22,6	19,6	23,4	24,1
Déneigement chaussée - Régie	9,8	8,7	9,9	11,8	9,8	9,4	10,1	7,5	10,3	8,6
Déneigement hors rue	1,3	1,4	1,7	1,9	2,0	1,7	2,0	1,5	1,8	1,5
Opération des dépôts à neige	2,3	2,3	2,2	6,2	2,2	2,8	2,3	1,9	2,8	2,2
Transport de neige	<u>2,9</u>	<u>4,9</u>	<u>2,9</u>	<u>8,1</u>	<u>3,3</u>	<u>4,2</u>	<u>3,3</u>	<u>1,4</u>	<u>3,4</u>	<u>2,9</u>
Total des dépenses	<u>36,4</u>	<u>38,5</u>	<u>36,3</u>	<u>56,2</u>	<u>38,7</u>	<u>38,8</u>	<u>40,3</u>	<u>31,9</u>	<u>41,7</u>	<u>39,3</u>

Les dépenses liées à la neige atteignent 39,3 M\$ en 2011, soit un écart favorable de 2,4 M\$ comparativement aux prévisions budgétaires. Des écarts favorables sont enregistrés pour :

- 1,7 M\$ à l'activité déneigement de la chaussée effectué en régie;
- 0,6 M\$ à l'opération des dépôts à neige;
- 0,5 M\$ au transport de la neige;
- 0,3 M\$ à l'activité déneigement hors rue.

Les économies réalisées sont expliquées par les conditions climatiques favorables de l'hiver 2011. En effet, les précipitations de neige sont demeurées faibles en janvier et en février, alors qu'elles ont été plus abondantes en mars et avril, permettant ainsi aux conditions climatiques printanières de faire fondre la neige avant même qu'elle ne soit ramassée.

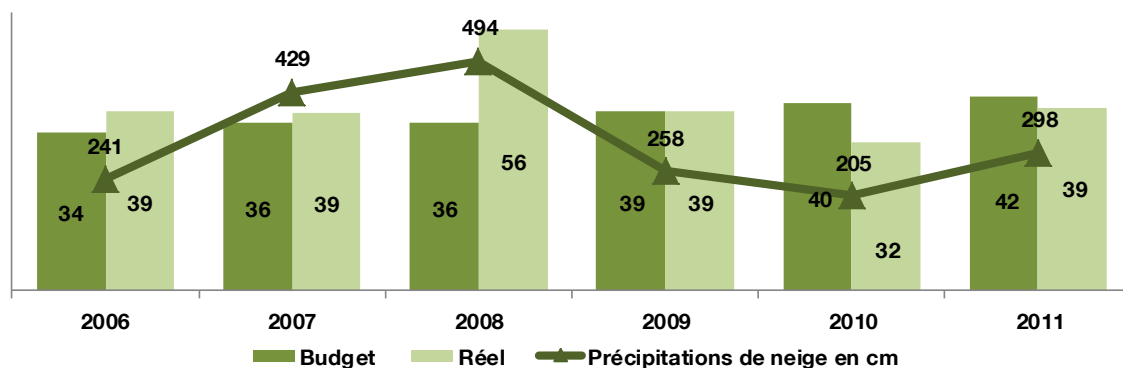
Par ailleurs, un écart défavorable de -0,7 M\$ est constaté à l'activité de déneigement de la chaussée effectué à contrat.

Les contrats de déneigement sont établis avec un seuil de précipitations de neige de 320 cm et couvrent la période de novembre à avril. Ainsi, l'année financière de 2011 inclut une partie du contrat de l'hiver 2010-2011 et une partie du contrat 2011-2012. Un ajustement au contrat 2010-2011, nécessaire pour couvrir l'écart entre les 331,9 cm de précipitations de neige reçues et le 320 cm prévu, explique l'écart défavorable à cette activité.

Les précipitations de neige compilées sur la même base temporelle que les états financiers, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre, se chiffrent à 297,8 cm, soit légèrement en dessous de la moyenne des dix dernières années établie à 303 cm. La Ville base son budget sur une moyenne de précipitations et maintient une réserve financière de 20 M\$¹ pour pallier les dépenses excédentaires.

Comme le démontre le graphique suivant, l'année 2010 a été la moins coûteuse des six dernières années.

Graphique 13 - Évolution des dépenses liées à la neige
(en millions de dollars)

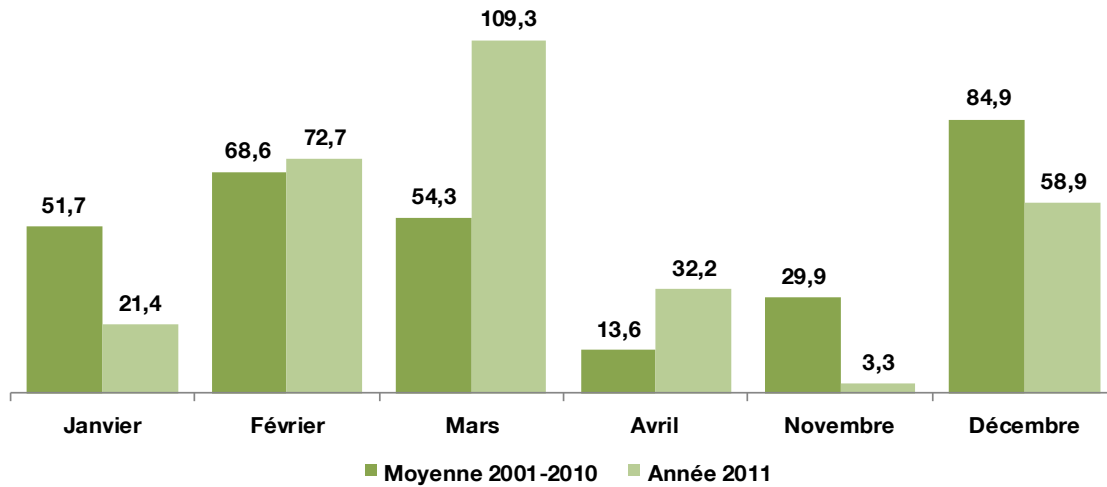


La quantité de précipitations de neige reçue est un facteur important qui influence le coût des activités de déneigement. D'autres facteurs influencent ces dépenses, entre autres, le moment où le déneigement est effectué (coûts plus élevés la fin de semaine que les jours de semaine)

¹ Consulter la section 8.3 Historique des réserves pour plus d'informations.

ainsi que le type de précipitations reçu (neige, verglas ou pluie).

Graphique 14 - Évolution mensuelle des précipitations de neige
(en centimètres)



Le graphique ci-dessus nous montre les conditions favorables de l'hiver 2011 comparativement à la moyenne des dix dernières années, soit de 2001 à 2010. Les précipitations de mars et avril 2011 représentent 47,5 % de l'ensemble des précipitations reçues alors que la moyenne des dix dernières années représentait plutôt 22,4 % pour la même période.

8.4. Énergie

Les dépenses d'énergie comprennent l'électricité, le gaz, le mazout et le carburant. L'électricité, le gaz et le mazout sont gérés au Service de la gestion des immeubles tandis que la gestion du carburant est centralisée au Service de la gestion des équipements motorisés.

Tableau 37 – Évolution des dépenses d'énergie

(en millions de dollars)

	2007		2008		2009		2010		2011	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Électricité	17,1	17,6	17,7	17,9	19,2	19,7	19,9	19,9	19,5	21,2
Gaz	3,0	2,6	3,3	2,6	3,5	2,8	3,6	2,3	3,0	2,7
Mazout	0,4	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Carburant	6,7	7,2	6,9	10,0	6,2	6,5	5,9	6,2	6,5	8,5
Total des dépenses	27,2	27,9	28,2	31,0	29,3	29,4	29,8	28,7	29,3	32,7

Les dépenses d'énergie se chiffrent à 32,7 M\$ en 2011, soit un écart défavorable de -3,4 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Les écarts suivants sont enregistrés :

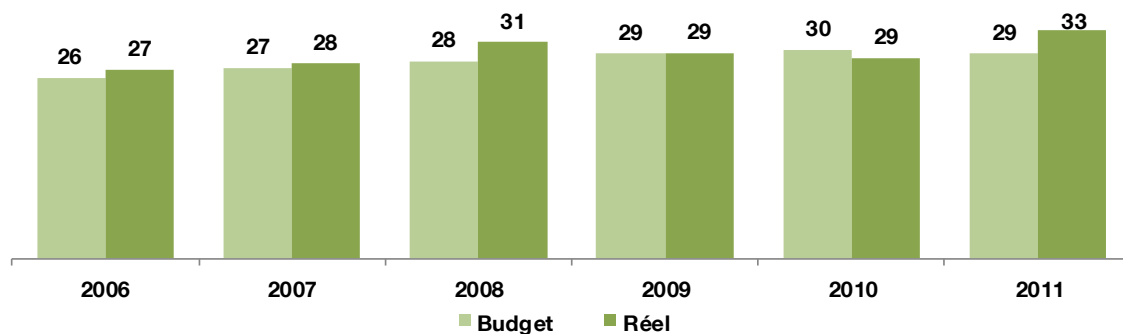
- écart défavorable de -2,0 M\$ pour le carburant;
- écart défavorable de -1,7 M\$ pour l'électricité;
- écart favorable de 0,3 M\$ pour le gaz;

Le dépassement de coûts lié aux dépenses de carburant est attribuable au prix unitaire qui s'est avéré supérieur aux hypothèses soutenant les prévisions budgétaires. Comme illustré au graphique 16, le prix unitaire moyen 2011 s'approche du niveau record de 2008. La quantité de litres de carburant consommée est comparable aux hypothèses budgétaires.

Les dépenses d'électricité d'ExpoCité prévue à un autre poste budgétaire créent un écart défavorable de -1,3 M\$ au budget de l'énergie.

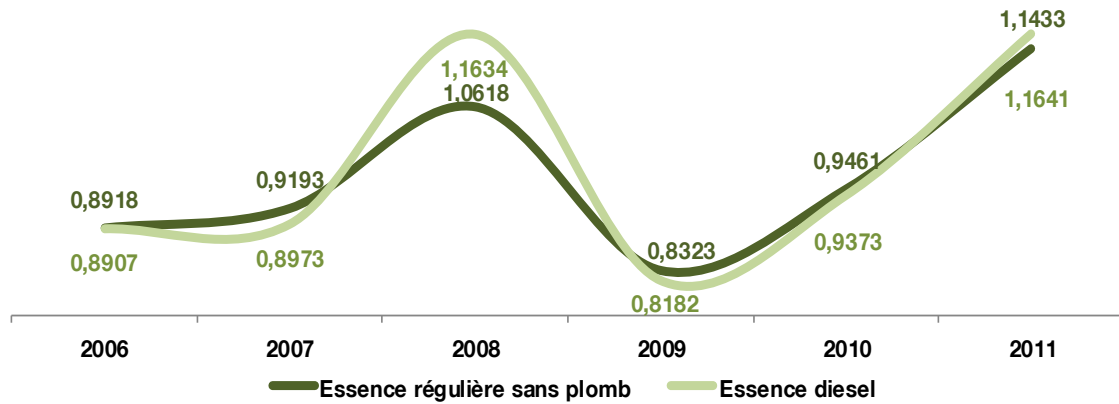
L'écart favorable pour le gaz est attribuable à la diminution du prix de la molécule de gaz naturel.

Graphique 15 – Évolution des dépenses d'énergie
(en millions de dollars)



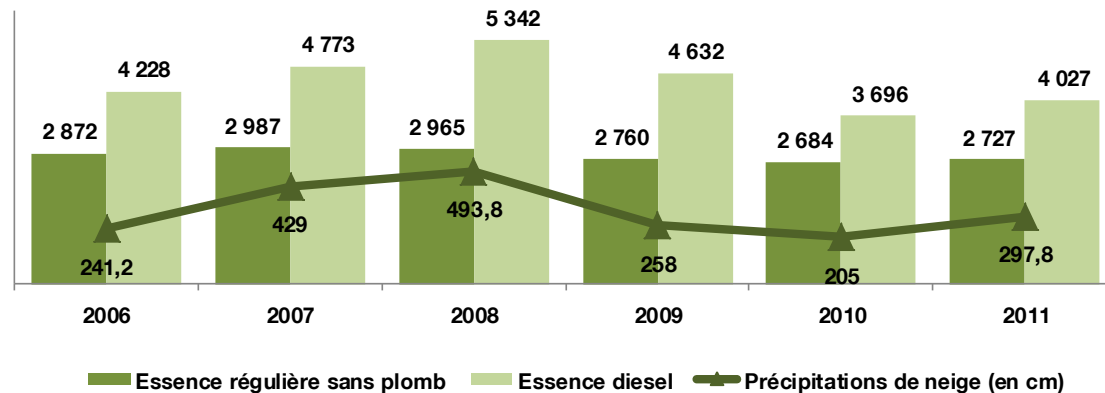
L'évolution des dépenses d'énergie montre une augmentation de 3,9 M\$ pour l'année 2011, soit une hausse de 13,6 % par rapport à 2010. La principale cause de cette augmentation est liée à la hausse du prix unitaire pour le diesel et le carburant, tel qu'illustré au graphique suivant.

Graphique 16 – Évolution du prix unitaire annuel moyen du carburant payé par la Ville
(en dollars)



Le carburant utilisé par la Ville comprend de l'essence régulière sans plomb et de l'essence diesel. Cette année, le prix unitaire moyen payé par la Ville pour l'essence régulière sans plomb a été de 1,1433 \$. Il s'agit d'une augmentation de 20,8 % par rapport à 2010. Il en va de même pour l'essence diesel qui a atteint 1,1641 \$, soit une variation à la hausse de 24,2 % en regard de 2010.

Graphique 17 – Évolution des quantités annuelles de carburant utilisées par la Ville
(en millier de litres)



Les quantités annuelles de carburant utilisées par la Ville sont en hausse de 1,6 % pour l'essence régulière sans plomb et de 8,9 % pour l'essence diesel. Les activités de déneigement de l'année 2011 ont nécessité la consommation de 1 583 139 litres de diesel, soit 254 203 litres de plus que l'année 2010. Cette hausse est liée aux 92,8 cm supplémentaires de neige reçus à l'année 2011. L'activité de déneigement représente à elle seule 39 % de la consommation totale de diesel pour l'année 2011.

8.5. Collecte des matières résiduelles

Les dépenses liées aux matières résiduelles comprennent la collecte des matières secondaires (recyclage), la collecte et le transport des déchets. L'activité de collecte des matières organiques est présentée séparément.

Tableau 38 – Évolution des dépenses liées à la collecte des matières résiduelles
(en millions de dollars)

	2007		2008		2009		2010		2011	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Collecte des matières secondaires	5,4	5,7	6,0	6,1	6,5	5,9	6,9	5,9	6,2	5,6
Collecte et transport des déchets	8,1	7,6	7,8	7,7	8,1	8,2	11,8	11,2	12,7	12,5
Collecte des matières organiques	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	1,7	1,5
Total des dépenses	13,5	13,3	13,8	13,8	14,6	14,1	18,7	17,1	20,6	19,6

Ces dépenses atteignent 19,6 M\$ en 2011, soit un écart favorable de 1,0 M\$ comparativement aux prévisions budgétaires. Les écarts favorables suivants sont enregistrés :

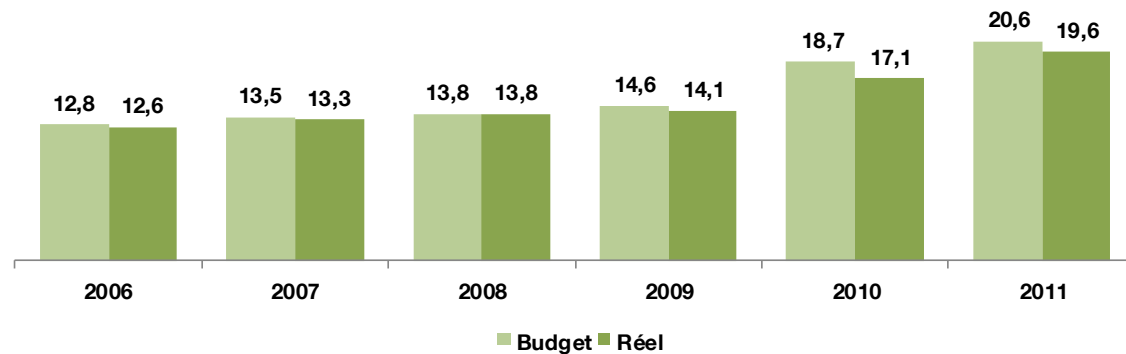
- 0,6 M\$ pour la collecte des matières secondaires (recyclage);
- 0,2 M\$ pour la collecte et le transport des déchets;
- 0,2 M\$ pour la collecte des matières organiques.

Dans le cas de la collecte des matières secondaires et de la collecte des déchets, les économies enregistrées proviennent des quantités de matières résiduelles collectées qui ont été moindres

que celles prévues au budget.

Pour ce qui est des activités de collecte des matières organiques, le projet-pilote de collecte des résidus alimentaires se poursuit dans cinq secteurs de la ville. En mai 2011, la Ville a annoncé la construction d'équipements de traitement des matières organiques dans le cadre du projet de valorisation des matières organiques.

Graphique 18 – Évolution des dépenses liées aux matières résiduelles
(en millions de dollars)



Par rapport à 2010, les dépenses liées aux matières résiduelles sont en hausse de 14,6 %. La hausse des dépenses 2011 découle principalement de l'impartition de la collecte et du transport des déchets depuis le 1^{er} avril 2010. Le bilan de ce changement demeure toutefois positif si l'on tient compte des économies liées à l'attrition des effectifs, aux coûts d'entretien et de remplacement des véhicules dont la Ville s'est départie ainsi qu'à la diminution de la consommation de carburant. Les coûts présentés dans cette section ne comprennent pas ces économies.

8.6. Loisirs et culture

Les dépenses pour les loisirs et la culture comprennent les bibliothèques, les arénas, les patinoires extérieures, les piscines et les programmes aquatiques.

Tableau 39 – Évolution des dépenses liées aux loisirs et à la culture
(en millions de dollars)

	2007		2008		2009		2010		2011	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Bibliothèques	12,7	13,8	13,0	14,5	13,8	13,9	14,5	14,4	15,2	15,2
Arénas	2,9	2,9	3,1	3,1	3,1	3,2	3,4	3,3	8,6	8,7
Patinoires extérieures	1,1	1,1	1,1	1,1	1,3	1,3	1,6	1,5	1,7	1,6
Piscines*	2,0	1,9	2,0	2,2	2,0	2,0	1,9	2,2	2,1	2,2
Programmes aquatiques*	1,7	2,0	2,2	2,7	2,9	2,9	3,4	3,2	3,6	3,6
Programmes Vacances-été	<u>n/d</u>	<u>n/d</u>	<u>n/d</u>	<u>n/d</u>	<u>n/d</u>	<u>n/d</u>	<u>4,9</u>	<u>5,2</u>	<u>6,6</u>	<u>6,5</u>
Total des dépenses	<u>20,4</u>	<u>21,7</u>	<u>21,4</u>	<u>23,6</u>	<u>23,1</u>	<u>23,3</u>	<u>29,7</u>	<u>29,8</u>	<u>37,8</u>	<u>37,8</u>

* Les dépenses des programmes aquatiques et des piscines ont fait l'objet d'une ré-allocation pour les années antérieures.

Ces dépenses atteignent 37,8 M\$ en 2011, ce qui est en accord avec les dépenses prévues au

budget. Les dépenses de 2011 sont en hausse 26,8 % par rapport aux réalisations de l'année dernière, deux éléments expliquent principalement cette hausse.

Le budget pour l'opération des arénas en 2011 a été augmenté de 5,2 M\$ par rapport au budget 2010 pour tenir compte de l'ajout des équipements d'ExpoCité, soit la patinoire du Pavillon de la jeunesse et celle du Colisée Pepsi. L'année 2011 est la première année financière où les activités d'ExpoCité sont intégrées à celles de la Ville.

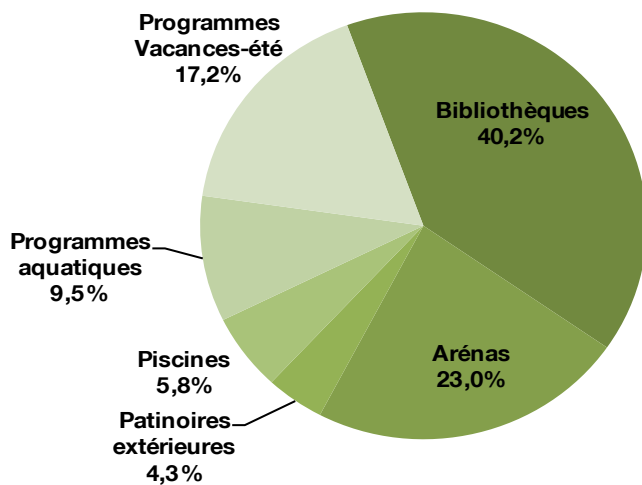
La Ville s'est donnée comme objectif d'harmoniser les services du Programme Vacances-été. Le Service des loisirs, sports et vie communautaire a la charge d'harmoniser les heures d'ouverture, la surveillance animée, le programme des sorties, le programme pour les enfants ayant un besoin d'accompagnement et finalement la tarification. Les arrondissements sont dotés chaque année d'une enveloppe budgétaire pour les opérations de leur Programme Vacances-été respectif. Leur budget peut, par la suite, être bonifié, en cours d'année, par le Service des loisirs pour s'arrimer au nombre d'enfants inscrits ou pour appuyer l'arrondissement dans l'effort requis pour atteindre les standards des services déterminés par la Ville.

Ainsi, en 2011, les sommes suivantes ont été distribuées aux arrondissements dans le cadre du processus d'harmonisation :

- une compensation de 91 326 \$ pour la hausse du salaire minimum de 0,15 \$;
- une contribution de 871 227 \$ pour harmoniser le budget alloué par enfant;
- une allocation budgétaire supplémentaire de 239 000 \$ pour la surveillance animée pour des enfants ayant un besoin d'accompagnement spécialisé;
- un ajout de 140 000 \$ pour permettre l'aménagement de nouveaux sites.

Le Programme Vacances-été génère également des revenus provenant des inscriptions. Ceux-ci représentent environ 27 % des coûts du programme.

Graphique 19 – Composition des dépenses liées aux loisirs et à la culture pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011



Par ailleurs, la majeure partie des dépenses consacrées aux loisirs et à la culture sont dédiées aux bibliothèques. Le poids relatif des dépenses pour l'opération des arénas a fait un bond de 11,9 % pour l'année 2011 en comparaison avec l'année précédente étant donné l'ajout des frais liés aux deux glaces d'ExpoCité à cette activité.

8.7. Évolution des investissements

Planification des investissements

Les projets d'investissement sont regroupés dans le programme triennal d'immobilisations (PTI) de la Ville. En effet, ce dernier regroupe les projets que la Ville prévoit effectuer sur son territoire au cours des trois prochaines années pour la réfection et le développement de ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social et améliorer la qualité de vie des citoyens par un meilleur aménagement urbain. Le PTI 2011-2012-2013 global adopté propose des investissements de 1 140,8 M\$ dont 435,5 M\$ en 2011 alors que le PTI pour 2010 se chiffrait à 563,2 M\$. Ces montants excluent les projets du RTC¹.

De l'enveloppe prévue pour 2011, 53 % est alloué pour la pérennité des infrastructures de la Ville, ce qui représente un montant de 230,9 M\$.

Les investissements sont une dépense effectuée en vue d'acquérir, de construire, de développer, de mettre en valeur ou d'améliorer une immobilisation, ce qui lui procurera des avantages au cours d'un certain nombre d'années.

Les investissements de la Ville sont classés sous sept catégories : infrastructures, bâtiments, véhicules, ameublement et équipement de bureau, machinerie, outillage et équipement divers, terrains et autres investissements.

1 Réseau de transport de la Capitale (RTC).

Réalisation des investissements

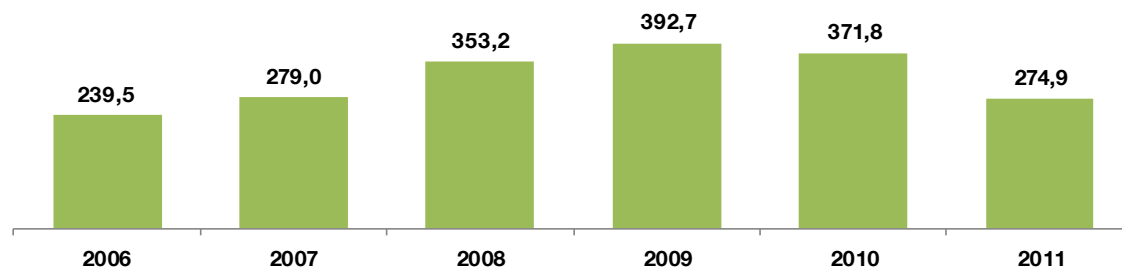
La réalisation des investissements ne peut pas être comparée aux différents PTI adoptés puisqu'il y a un décalage dans le temps entre l'adoption des PTI et la réalisation des projets qui y sont inscrits. En effet, la réalisation d'un projet peut s'étendre sur plusieurs années.

Tableau 40 – Évolution des investissements
(en millions de dollars)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Infrastructures	98,7	144,5	190,5	225,5	271,9	271,9	182,5
Bâtiments	20,2	28,0	23,0	34,8	35,5	55,0	46,1
Véhicules	10,8	15,2	14,0	12,4	9,5	15,0	12,4
Ameublement et équipement bureau	6,9	6,0	7,8	10,3	14,3	19,8	24,9
Machinerie, outillage et équipement divers	1,1	4,2	5,5	8,8	4,2	8,1	7,8
Terrains	0,2	0,0	0,5	0,1	0,2	1,8	1,2
Autres	<u>0,3</u>	<u>0,4</u>	<u>0,9</u>	<u>0,0</u>	<u>0,3</u>	<u>0,2</u>	<u>0,0</u>
Sous-total des investissements	138,2	198,3	242,2	291,9	335,9	371,8	274,9
Assises de rues et infrastructures	<u>62,4</u>	<u>41,2</u>	<u>36,8</u>	<u>61,3</u>	<u>56,8</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>
Total des investissements	<u>200,6</u>	<u>239,5</u>	<u>279,0</u>	<u>353,2</u>	<u>392,7</u>	<u>371,8</u>	<u>274,9</u>

En 2011, les sommes investies sur le territoire de la Ville atteignent 274,9 M\$, soit une diminution de -26,1 % par rapport à 2010.

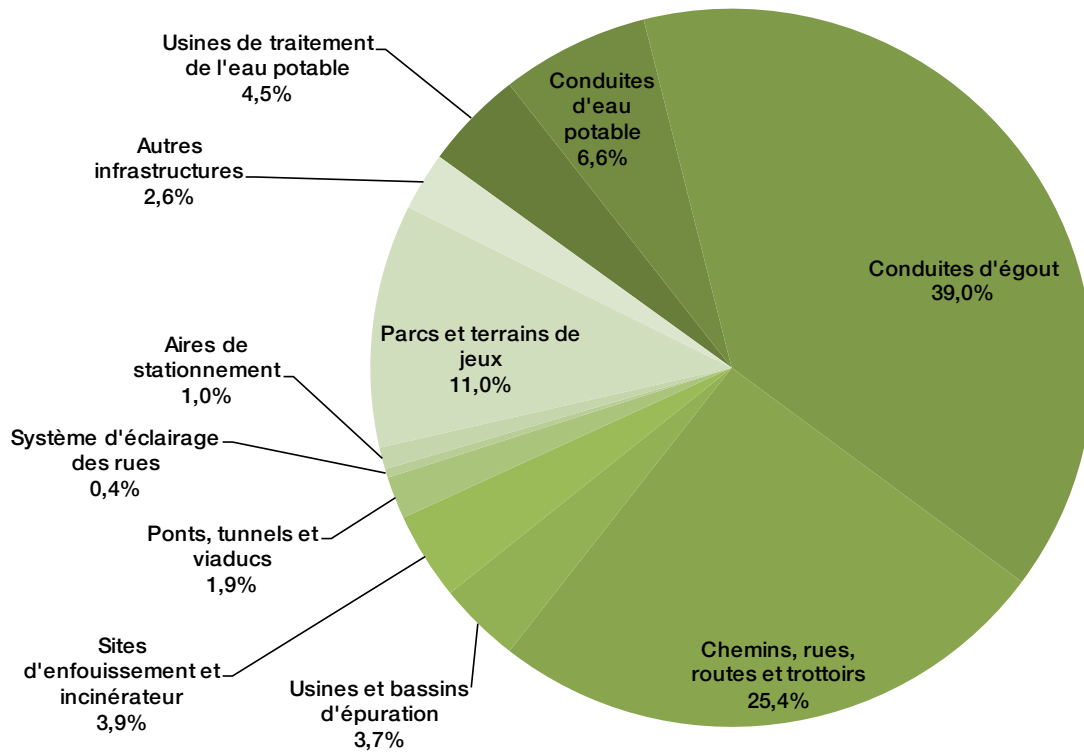
Graphique 20 – Évolution des investissements
(en millions de dollars)



Le niveau des investissements 2011 s'explique, entre autres, par la valeur moindre du PTI 2011-2012-2013. Il s'agit d'un retour à un niveau d'investissements normal, tel que la ville avait connu avant 2008. En effet, la mise en place au début de 2009 du plan d'action économique du Canada pour renforcer les fondements de l'économie suite à la crise financière a influé le volume des investissements de la ville de Québec. Ainsi, en 2009 et 2010, la Ville a réalisé une importante quantité de travaux afin de bénéficier de programmes de financement du gouvernement fédéral tels que le Fonds de stimulation de l'infrastructure et le Programme de renouvellement des conduites d'eau potable et d'eaux usées (PRECO) auquel le gouvernement du Québec participait.

Par ailleurs, la majeure partie des investissements est consacrée aux infrastructures, ce qui était également le cas par les années passées. Pour l'année 2011, les investissements en infrastructures représentent 66,4 % dont la composition est présentée dans le graphique suivant.

Graphique 21 –
Composition des investissements en infrastructures
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011



La répartition des investissements dans la catégorie « Infrastructures » montre que ce sont les investissements pour les conduites d'égout de même que ceux pour les chemins, rues, routes et trottoirs qui occupent la plus grande part cette année.

9. DÉTAIL DES RÉSULTATS

9.1. Global

Sommaire des résultats de l'exercice terminé de 31 décembre 2011 (agglomération et proximité)

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
REVENUS				
Taxes	800 332 461	797 356 988	-2 975 473	99,63%
Paiements tenant lieu de taxes	103 616 623	101 754 268	-1 862 355	98,20%
Quotes-parts	28 289 765	28 962 951	673 186	102,38%
Transferts	116 371 495	119 631 772	3 260 277	102,80%
Services rendus	76 568 270	77 196 064	627 794	100,82%
Imposition de droits	32 891 850	34 679 469	1 787 619	105,43%
Amendes et pénalités	16 000 000	16 171 676	171 676	101,07%
Intérêts	7 485 000	8 771 852	1 286 852	117,19%
Autres revenus	6 915 809	14 121 271	7 205 462	204,19%
Affectations	<u>15 028 727</u>	<u>18 123 504</u>	<u>3 094 777</u>	<u>120,59%</u>
Total - revenus avant les éléments extrabudgétaires	1 203 500 000	1 216 769 815	13 269 815	101,10%
DÉPENSES				
Services administratifs	31 166 151	29 881 484	1 284 667	95,88%
Services de proximité	190 033 896	184 465 604	5 568 292	97,07%
Services de soutien	151 332 939	155 516 964	-4 184 025	102,76%
Développement culturel, touristique, sportif et social	75 435 703	73 678 307	1 757 396	97,67%
Développement durable	100 409 572	101 244 037	-834 465	100,83%
Sécurité publique	110 013 224	115 589 586	-5 576 362	105,07%
Frais de financement	297 542 000	298 361 321	-819 321	100,28%
Autres dépenses	<u>247 566 515</u>	<u>256 365 912</u>	<u>-8 799 397</u>	<u>103,55%</u>
Total - dépenses avant les éléments extrabudgétaires	1 203 500 000	1 215 103 215	-11 603 215	100,96%
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>0</u>	<u>1 666 600</u>	<u>1 666 600</u>	
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		7 066 590	7 066 590	
Recouvrables - revenus		11 145 423	11 145 423	
Projets autofinancés - dépenses		7 789 873	-7 789 873	
Recouvrables - dépenses		<u>10 122 316</u>	<u>-10 122 316</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		299 824	299 824	
SURPLUS DE L'EXERCICE		<u>1 966 424</u>		

**Sommaire des résultats
de l'exercice terminé de 31 décembre 2011
Détail des revenus
(agglomération et proximité)**

REVENUS	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
TAXES				
Taxes sur la valeur foncière	657 081 149	654 804 366	-2 276 783	99,65%
Taxes sur une autre base (Centre urgences 911, eau, égouts, traitement des eaux usées, matières résiduelles, service de la dette)	<u>143 251 312</u>	<u>142 552 622</u>	<u>-698 690</u>	<u>99,51%</u>
Total - taxes	800 332 461	797 356 988	-2 975 473	99,63%
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouvernement du Québec et immeubles des réseaux	85 371 409	84 186 925	-1 184 484	98,61%
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15 686 927	15 036 075	-650 852	95,85%
Organismes municipaux et OBNL	<u>2 558 287</u>	<u>2 531 268</u>	<u>-27 019</u>	<u>98,94%</u>
Total - paiements tenant lieu de taxes	103 616 623	101 754 268	-1 862 355	98,20%
QUOTES-PARTS				
L'Ancienne-Lorette	11 704 722	11 983 344	278 622	102,38%
Saint-Augustin-de-Desmaures	<u>16 585 043</u>	<u>16 979 607</u>	<u>394 564</u>	<u>102,38%</u>
Total - quotes-parts	28 289 765	28 962 951	673 186	102,38%
TRANSFERTS				
Transferts de droits (Pacte fiscal - remboursement TVQ, compensation droits sur les divertissements)	35 872 100	36 518 874	646 774	101,80%
Transferts relatifs à des ententes et autres (Matières résiduelles, développement économique et touristique, subvention à la Capitale, service de la dette)	<u>80 499 395</u>	<u>83 112 898</u>	<u>2 613 503</u>	<u>103,25%</u>
Total - transferts	116 371 495	119 631 772	3 260 277	102,80%
SERVICES RENDUS				
Organismes municipaux	4 964 846	4 681 920	-282 926	94,30%
Office du tourisme de Québec	12 302 300	13 043 240	740 940	106,02%
Stationnements	7 500 139	7 372 957	-127 182	98,30%
Vente de vapeur	10 100 000	9 591 474	-508 526	94,97%
ExpoCité	19 633 000	17 210 447	-2 422 553	87,66%
Loisirs et culture	7 675 341	8 685 953	1 010 612	113,17%
Salaires recouverts de tiers	2 597 999	2 352 570	-245 429	90,55%
Loyers et rentes emphytéotiques	2 305 624	2 136 988	-168 636	92,69%
Autres	<u>9 489 021</u>	<u>12 120 515</u>	<u>2 631 494</u>	<u>127,73%</u>
Total - services rendus	76 568 270	77 196 064	627 794	100,82%

REVENUS (agglomération et proximité)	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
IMPOSITION DE DROITS (Carrières et sablières, mutations et permis)	32 891 850	34 679 469	1 787 619	105,43%
AMENDES ET PÉNALITÉS	16 000 000	16 171 676	171 676	101,07%
INTÉRÊTS (Débiteurs et placements)	7 485 000	8 771 852	1 286 852	117,19%
AUTRES REVENUS				
- Produit de cession d'immobilisations	6 500 000	10 398 170	3 898 170	159,97%
- Revenus autres	<u>415 809</u>	<u>3 723 101</u>	<u>3 307 292</u>	<u>895,39%</u>
Total - autres revenus	6 915 809	14 121 271	7 205 462	204,19%
AFFECTATIONS				
Affectation du surplus au financement des régimes de retraite	3 333 000	3 333 000	0	100,00%
Autres affectations	<u>11 695 727</u>	<u>14 790 504</u>	<u>3 094 777</u>	<u>126,46%</u>
Total - affectations	15 028 727	18 123 504	3 094 777	120,59%
TOTAL DES REVENUS AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>1 203 500 000</u>	<u>1 216 769 815</u>	<u>13 269 815</u>	<u>101,10%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		7 066 590	7 066 590	
Recouvrables services rendus - revenus		<u>11 145 423</u>	<u>11 145 423</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		18 212 013	18 212 013	
TOTAL DES REVENUS	<u>1 203 500 000</u>	<u>1 234 981 828</u>	<u>31 481 828</u>	<u>102,62%</u>

**Sommaire des résultats
de l'exercice terminé de 31 décembre 2011
Détail des dépenses
(agglomération et proximité)**

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
SERVICES ADMINISTRATIFS				
Conseil municipal	3 579 896	3 503 381	76 515	97,86%
Direction générale	2 097 840	3 281 790	-1 183 950	156,44%
Planification et développement organisationnel	2 930 498	1 704 383	1 226 115	58,16%
Ressources humaines	12 785 330	12 281 767	503 563	96,06%
Finances	6 174 549	5 894 312	280 237	95,46%
Commissariat aux relations internationales	1 398 499	1 224 730	173 769	87,57%
Vérificateur général	1 562 000	1 380 103	181 897	88,35%
Bureau de l'ombudsman	209 632	196 711	12 921	93,84%
Commissariat aux incendies	<u>427 907</u>	<u>414 307</u>	<u>13 600</u>	<u>96,82%</u>
Total - services administratifs	31 166 151	29 881 484	1 284 667	95,88%
SERVICES DE PROXIMITÉ				
Arrondissement de La Cité - Limoilou	47 415 981	46 983 681	432 300	99,09%
Arrondissement des Rivières	25 372 302	24 875 929	496 373	98,04%
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	40 634 321	39 477 651	1 156 670	97,15%
Arrondissement de Charlesbourg	23 378 485	22 187 679	1 190 806	94,91%
Arrondissement de Beauport	25 452 896	23 487 946	1 964 950	92,28%
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	<u>27 779 911</u>	<u>27 452 718</u>	<u>327 193</u>	<u>98,82%</u>
Total - services de proximité	190 033 896	184 465 604	5 568 292	97,07%
SERVICES DE SOUTIEN				
Soutien à la gestion du service à la clientèle	855 380	884 707	-29 327	103,43%
Affaires juridiques	7 438 684	11 913 066	-4 474 382	160,15%
Communications	5 018 916	5 359 712	-340 796	106,79%
Technologies de l'information et des télécommunications	22 384 176	22 625 156	-240 980	101,08%
Évaluation	6 471 184	5 930 502	540 682	91,64%
Greffe et archives	5 140 218	4 581 966	558 252	89,14%
Approvisionnements	5 376 814	5 309 322	67 492	98,74%
Greffe de la cour municipale	4 280 772	3 963 237	317 535	92,58%
Gestion des immeubles	67 170 131	66 480 759	689 372	98,97%
Gestion des équipements motorisés	<u>27 196 664</u>	<u>28 468 537</u>	<u>-1 271 873</u>	<u>104,68%</u>
Total - services de soutien	151 332 939	155 516 964	-4 184 025	102,76%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES (agglomération et proximité)	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
DÉVELOPPEMENT CULTUREL, TOURISTIQUE, SPORTIF ET SOCIAL				
Culture	17 618 533	17 914 874	-296 341	101,68%
ExpoCité	18 953 308	17 756 663	1 196 645	93,69%
Loisirs, sports et vie communautaire	4 525 569	2 882 597	1 642 972	63,70%
Bureau du développement touristique et des grands événements	18 255 142	18 949 829	-694 687	103,81%
Office du tourisme de Québec	<u>16 083 151</u>	<u>16 174 344</u>	<u>-91 193</u>	<u>100,57%</u>
Total - développement culturel, touristique, sportif et social	75 435 703	73 678 307	1 757 396	97,67%
DÉVELOPPEMENT DURABLE				
Aménagement du territoire	6 174 747	5 935 996	238 751	96,13%
Développement économique	14 539 614	14 714 760	-175 146	101,20%
Environnement	13 199 510	13 324 042	-124 532	100,94%
Travaux publics	56 153 538	56 797 451	-643 913	101,15%
Ingénierie	<u>10 342 163</u>	<u>10 471 788</u>	<u>-129 625</u>	<u>101,25%</u>
Total - développement durable	100 409 572	101 244 037	-834 465	100,83%
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Protection contre l'incendie	36 234 706	35 958 905	275 801	99,24%
Police	73 276 357	79 148 292	-5 871 935	108,01%
Bureau de la sécurité civile	<u>502 161</u>	<u>482 389</u>	<u>19 772</u>	<u>96,06%</u>
Total - sécurité publique	110 013 224	115 589 586	-5 576 362	105,07%
FRAIS DE FINANCEMENT				
Remboursement de capital	184 622 021	185 318 046	-696 025	100,38%
Frais de financement	74 580 264	74 798 744	-218 480	100,29%
Paie ment comptant des immobilisations	23 500 000	23 235 935	264 065	98,88%
Affectations	<u>14 839 715</u>	<u>15 008 596</u>	<u>-168 881</u>	<u>101,14%</u>
Total - frais de financement	297 542 000	298 361 321	-819 321	100,28%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES (agglomération et proximité)	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
AUTRES DÉPENSES				
Cotisations de l'employeur	132 063 600	130 101 761	1 961 839	98,51%
Contributions autres organismes	101 350 350	100 537 863	812 487	99,20%
Autres frais	<u>14 152 565</u>	<u>25 726 288</u>	<u>-11 573 723</u>	<u>181,78%</u>
Total - autres dépenses	247 566 515	256 365 912	-8 799 397	103,55%
TOTAL DES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>1 203 500 000</u>	<u>1 215 103 215</u>	<u>-11 603 215</u>	<u>100,96%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - dépenses		7 789 873	-7 789 873	
Recouvrables - dépenses		<u>10 122 316</u>	<u>-10 122 316</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		17 912 189	-17 912 189	
TOTAL DES DÉPENSES	<u>1 203 500 000</u>	<u>1 233 015 404</u>	<u>-29 515 404</u>	<u>102,45%</u>

9.2. Agglomération

Sommaire des résultats de l'exercice terminé de 31 décembre 2011 (agglomération)

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
REVENUS				
Taxes	2 221 000	2 503 490	282 490	112,72%
Païements tenant lieu de taxes	0	0	0	N/A
Quotes-parts	514 422 344	510 493 640	-3 928 704	99,24%
Transferts	39 950 279	38 785 334	-1 164 945	97,08%
Services rendus	50 815 446	49 607 575	-1 207 871	97,62%
Imposition de droits	55 500	51 716	-3 784	93,18%
Amendes et pénalités	6 340 000	6 968 989	628 989	109,92%
Intérêts	1 908 000	2 560 712	652 712	134,21%
Autres revenus	91 246	4 332 129	4 240 883	4747,75%
Affectations	<u>467 878</u>	<u>467 878</u>	<u>0</u>	<u>100,00%</u>
Total - revenus avant les éléments extrabudgétaires	616 271 693	615 771 463	-500 230	99,92%
DÉPENSES				
Services administratifs	14 449 866	13 717 321	732 545	94,93%
Services de proximité	16 410 377	16 230 626	179 751	98,90%
Services de soutien	73 267 381	75 143 338	-1 875 957	102,56%
Développement culturel, touristique, sportif et social	40 361 591	40 467 391	-105 800	100,26%
Développement durable	76 178 730	76 867 305	-688 575	100,90%
Sécurité publique	110 013 224	115 589 586	-5 576 362	105,07%
Frais de financement	108 060 416	109 673 357	-1 612 941	101,49%
Autres dépenses	<u>177 530 108</u>	<u>186 732 361</u>	<u>-9 202 253</u>	<u>105,18%</u>
Total - dépenses avant les éléments extrabudgétaires	616 271 693	634 421 285	-18 149 592	102,95%
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>0</u>	<u>-18 649 822</u>	<u>-18 649 822</u>	
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		1 878 085	1 878 085	
Recouvrables - revenus		8 278 991	8 278 991	
Projets autofinancés - dépenses		2 296 425	-2 296 425	
Recouvrables - dépenses		<u>7 498 046</u>	<u>-7 498 046</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		362 605	362 605	
SURPLUS DE L'EXERCICE		<u>-18 287 217</u>		

**Sommaire des résultats
de l'exercice terminé de 31 décembre 2011
Détail des revenus
(agglomération)**

REVENUS	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
TAXES				
Taxes sur la valeur foncière		2 910	2 910	N/A
Taxes sur une autre base (Centre urgences 911, eau, égouts, traitement des eaux usées, matières résiduelles)	<u>2 221 000</u>	<u>2 500 580</u>	<u>279 580</u>	<u>112,59%</u>
Total - taxes	2 221 000	2 503 490	282 490	112,72%
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouvernement du Québec et immeubles des réseaux			0	N/A
Gouvernement du Canada et ses entreprises			0	N/A
Organismes municipaux et OBNL			0	N/A
Total - paiements tenant lieu de taxes	0	0	0	N/A
QUOTES-PARTS				
Québec	486 132 579	481 530 689	-4 601 890	99,05%
L'Ancienne-Lorette	11 704 722	11 983 344	278 622	102,38%
Saint-Augustin-de-Desmaures	<u>16 585 043</u>	<u>16 979 607</u>	<u>394 564</u>	<u>102,38%</u>
Total - quotes-parts	514 422 344	510 493 640	-3 928 704	99,24%
TRANSFERTS				
Transferts de droits (Pacte fiscal - remboursement TVQ)	640 100	671 086	30 986	104,84%
Transferts relatifs à des ententes et autres (Matières résiduelles, développement économique et touristique, service de la dette)	<u>39 310 179</u>	<u>38 114 248</u>	<u>-1 195 931</u>	<u>96,96%</u>
Total - transferts	39 950 279	38 785 334	-1 164 945	97,08%
SERVICES RENDUS				
Organismes municipaux	2 175 786	1 764 080	-411 706	81,08%
Office du tourisme de Québec	12 302 300	13 043 240	740 940	106,02%
Stationnements	0	0	0	N/A
Vente de vapeur	10 100 000	9 591 474	-508 526	94,97%
ExpoCité	19 633 000	17 210 447	-2 422 553	87,66%
Loisirs et culture	1 468 000	1 569 981	101 981	106,95%
Salaires recouvrés de tiers	1 330 175	1 203 006	-127 169	90,44%
Loyers et rentes emphytéotiques	358 918	383 946	25 028	106,97%
Autres	<u>3 447 267</u>	<u>4 841 401</u>	<u>1 394 134</u>	<u>140,44%</u>
Total - services rendus	50 815 446	49 607 575	-1 207 871	97,62%

REVENUS (agglomération)	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
IMPOSITION DE DROITS	55 500	51 716	-3 784	93,18%
AMENDES ET PÉNALITÉS	6 340 000	6 968 989	628 989	109,92%
INTÉRÊTS (Débiteurs et placements)	1 908 000	2 560 712	652 712	134,21%
AUTRES REVENUS				
- Produit de cession d'immobilisations	0	1 952 900	1 952 900	N/A
- Revenus autres	91 246	2 379 229	2 287 983	2607,49%
Total - autres revenus	91 246	4 332 129	4 240 883	4747,75%
AFFECTATIONS				
Affectation du surplus au financement des régimes de retraite			0	N/A
Autres affectations	467 878	467 878	0	100,00%
Total - affectations	467 878	467 878	0	100,00%
TOTAL DES REVENUS AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	616 271 693	615 771 463	-500 230	99,92%
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		1 878 085	1 878 085	
Recouvrables services rendus - revenus		8 278 991	8 278 991	
Total - éléments extrabudgétaires		10 157 076	10 157 076	
TOTAL DES REVENUS	616 271 693	625 928 539	9 656 846	101,57%

**Sommaire des résultats
de l'exercice terminé de 31 décembre 2011
Détail des dépenses
(agglomération)**

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
SERVICES ADMINISTRATIFS				
Conseil municipal	0	0	0	N/A
Direction générale	1 196 094	1 599 924	-403 830	133,76%
Planification et développement organisationnel	1 500 415	872 644	627 771	58,16%
Ressources humaines	6 546 089	6 288 265	257 824	96,06%
Finances	3 161 369	3 017 888	143 481	95,46%
Commissariat aux relations internationales	710 916	716 964	-6 048	100,85%
Vérificateur général	799 744	706 613	93 131	88,35%
Bureau de l'ombudsman	107 332	100 716	6 616	93,84%
Commissariat aux incendies	<u>427 907</u>	<u>414 307</u>	<u>13 600</u>	<u>96,82%</u>
Total - services administratifs	14 449 866	13 717 321	732 545	94,93%
SERVICES DE PROXIMITÉ				
Arrondissement de La Cité - Limoilou	4 385 095	4 772 618	-387 523	108,84%
Arrondissement des Rivières	2 245 322	2 116 298	129 024	94,25%
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	3 683 849	3 598 449	85 400	97,68%
Arrondissement de Charlesbourg	1 759 411	1 643 503	115 908	93,41%
Arrondissement de Beauport	2 119 160	1 947 013	172 147	91,88%
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	<u>2 217 540</u>	<u>2 152 745</u>	<u>64 795</u>	<u>97,08%</u>
Total - services de proximité	16 410 377	16 230 626	179 751	98,90%
SERVICES DE SOUTIEN				
Soutien à la gestion du service à la clientèle	437 955	452 970	-15 015	103,43%
Affaires juridiques	3 808 606	6 099 490	-2 290 884	160,15%
Communications	2 770 427	2 752 246	18 181	99,34%
Technologies de l'information et des télécommunications	12 203 331	12 337 715	-134 384	101,10%
Évaluation	6 471 184	5 930 502	540 682	91,64%
Greffe et archives	1 461 353	1 372 070	89 283	93,89%
Approvisionnements	2 752 929	2 718 373	34 556	98,74%
Greffe de la cour municipale	4 280 772	3 963 237	317 535	92,58%
Gestion des immeubles	30 162 776	29 591 270	571 506	98,11%
Gestion des équipements motorisés	<u>8 918 048</u>	<u>9 925 465</u>	<u>-1 007 417</u>	<u>111,30%</u>
Total - services de soutien	73 267 381	75 143 338	-1 875 957	102,56%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES (agglomération)	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
DÉVELOPPEMENT CULTUREL, TOURISTIQUE, SPORTIF ET SOCIAL				
Culture	3 403 646	4 118 303	-714 657	121,00%
ExpoCité	18 953 308	17 756 663	1 196 645	93,69%
Loisirs, sports et vie communautaire	850 706	930 611	-79 905	109,39%
Bureau du développement touristique et des grands événements	1 070 780	1 487 470	-416 690	138,91%
Office du tourisme de Québec	<u>16 083 151</u>	<u>16 174 344</u>	<u>-91 193</u>	<u>100,57%</u>
Total - développement culturel, touristique, sportif et social	40 361 591	40 467 391	-105 800	100,26%
DÉVELOPPEMENT DURABLE				
Aménagement du territoire	195 234	194 400	834	99,57%
Développement économique	13 311 538	13 488 368	-176 830	101,33%
Environnement	6 185 333	5 830 544	354 789	94,26%
Travaux publics	53 063 369	53 887 831	-824 462	101,55%
Ingénierie	<u>3 423 256</u>	<u>3 466 162</u>	<u>-42 906</u>	<u>101,25%</u>
Total - développement durable	76 178 730	76 867 305	-688 575	100,90%
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Protection contre l'incendie	36 234 706	35 958 905	275 801	99,24%
Police	73 276 357	79 148 292	-5 871 935	108,01%
Bureau de la sécurité civile	<u>502 161</u>	<u>482 389</u>	<u>19 772</u>	<u>96,06%</u>
Total - sécurité publique	110 013 224	115 589 586	-5 576 362	105,07%
FRAIS DE FINANCEMENT				
Remboursement de capital	59 367 622	59 336 351	31 271	99,95%
Frais de financement	29 444 207	28 732 758	711 449	97,58%
Paiement comptant des immobilisations	10 571 900	10 436 087	135 813	98,72%
Affectations	<u>8 676 687</u>	<u>11 168 161</u>	<u>-2 491 474</u>	<u>128,71%</u>
Total - frais de financement	108 060 416	109 673 357	-1 612 941	101,49%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES (agglomération)	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
AUTRES DÉPENSES				
Contributions de l'employeur	71 659 550	71 701 538	-41 988	100,06%
Contributions autres organismes	97 048 000	96 599 978	448 022	99,54%
Autres frais	<u>8 822 558</u>	<u>18 430 845</u>	<u>-9 608 287</u>	<u>208,91%</u>
Total - autres dépenses	177 530 108	186 732 361	-9 202 253	105,18%
TOTAL DES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>616 271 693</u>	<u>634 421 285</u>	<u>-18 149 592</u>	<u>102,95%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - dépenses		2 296 425	-2 296 425	
Recouvrables - dépenses		<u>7 498 046</u>	<u>-7 498 046</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		9 794 471	-9 794 471	
TOTAL DES DÉPENSES	<u>616 271 693</u>	<u>644 215 756</u>	<u>-27 944 063</u>	<u>104,53%</u>

9.3. Proximité

Sommaire des résultats de l'exercice terminé de 31 décembre 2011 (proximité)

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
REVENUS				
Taxes	798 111 461	794 853 498	-3 257 963	99,59%
Palements tenant lieu de taxes	103 616 623	101 754 268	-1 862 355	98,20%
Quotes-parts	-486 132 579	-481 530 689	4 601 890	99,05%
Transferts	76 421 216	80 846 438	4 425 222	105,79%
Services rendus	25 752 824	27 588 489	1 835 665	107,13%
Imposition de droits	32 836 350	34 627 753	1 791 403	105,46%
Amendes et pénalités	9 660 000	9 202 687	-457 313	95,27%
Intérêts	5 577 000	6 211 140	634 140	111,37%
Autres revenus	6 824 563	9 789 142	2 964 579	143,44%
Affectations	<u>14 560 849</u>	<u>17 655 626</u>	<u>3 094 777</u>	<u>121,25%</u>
Total - revenus avant les éléments extrabudgétaires	587 228 307	600 998 352	13 770 045	102,34%
DÉPENSES				
Services administratifs	16 716 285	16 164 163	552 122	96,70%
Services de proximité	173 623 519	168 234 978	5 388 541	96,90%
Services de soutien	78 065 558	80 373 626	-2 308 068	102,96%
Développement culturel, touristique, sportif et social	35 074 112	33 210 916	1 863 196	94,69%
Développement durable	24 230 842	24 376 732	-145 890	100,60%
Sécurité publique	0	0	0	N/A
Frais de financement	189 481 584	188 687 964	793 620	99,58%
Autres dépenses	<u>70 036 407</u>	<u>69 633 551</u>	<u>402 856</u>	<u>99,42%</u>
Total - dépenses avant les éléments extrabudgétaires	587 228 307	580 681 930	6 546 377	98,89%
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>0</u>	<u>20 316 422</u>	<u>20 316 422</u>	
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		5 188 505	5 188 505	
Recouvrables services rendus - revenus		2 866 432	2 866 432	
Projets autofinancés - dépenses		5 493 448	-5 493 448	
Recouvrables - dépenses		<u>2 624 270</u>	<u>-2 624 270</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		-62 781	-62 781	
SURPLUS DE L'EXERCICE		<u>20 253 641</u>		

**Sommaire des résultats
de l'exercice terminé de 31 décembre 2011
Détail des revenus
(proximité)**

REVENUS	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
TAXES				
Taxes sur la valeur foncière	657 081 149	654 801 456	-2 279 693	99,65%
Taxes sur une autre base (Eau, égouts, traitement des eaux usées, matières résiduelles, service de la dette)	<u>141 030 312</u>	<u>140 052 042</u>	<u>-978 270</u>	<u>99,31%</u>
Total - taxes	798 111 461	794 853 498	-3 257 963	99,59%
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouvernement du Québec et immeubles des réseaux	85 371 409	84 186 925	-1 184 484	98,61%
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15 686 927	15 036 075	-650 852	95,85%
Organismes municipaux et OBNL	<u>2 558 287</u>	<u>2 531 268</u>	<u>-27 019</u>	<u>98,94%</u>
Total - paiements tenant lieu de taxes	103 616 623	101 754 268	-1 862 355	98,20%
QUOTES-PARTS				
Québec	-486 132 579	-481 530 689	4 601 890	99,05%
L'Ancienne-Lorette			0	
Saint-Augustin-de-Desmaures			0	
Total - quotes-parts	-486 132 579	-481 530 689	4 601 890	99,05%
TRANSFERTS				
Transferts de droits (Pacte fiscal - remboursement TVQ, compensation droits sur les divertissements)	35 232 000	35 847 788	615 788	101,75%
Transferts relatifs à des ententes et autres (Matières résiduelles, subvention à la Capitale, service de la dette)	<u>41 189 216</u>	<u>44 998 650</u>	<u>3 809 434</u>	<u>109,25%</u>
Total - transferts	76 421 216	80 846 438	4 425 222	105,79%
SERVICES RENDUS				
Organismes municipaux	2 789 060	2 917 840	128 780	104,62%
Office du tourisme de Québec	0	0	0	N/A
Stationnements	7 500 139	7 372 957	-127 182	98,30%
Vente de vapeur	0	0	0	N/A
ExpoCité	0	0	0	N/A
Loisirs et culture	6 207 341	7 115 972	908 631	114,64%
Salaires recouvrés de tiers	1 267 824	1 149 564	-118 260	90,67%
Loyers et rentes emphytéotiques	1 946 706	1 753 042	-193 664	90,05%
Autres	<u>6 041 754</u>	<u>7 279 114</u>	<u>1 237 360</u>	<u>120,48%</u>
Total - services rendus	25 752 824	27 588 489	1 835 665	107,13%

REVENUS (proximité)	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
IMPOSITION DE DROITS	32 836 350	34 627 753	1 791 403	105,46%
(Carrières et sablières, mutations et permis)				
AMENDES ET PÉNALITÉS	9 660 000	9 202 687	-457 313	95,27%
INTÉRÊTS (Débiteurs et placements)	5 577 000	6 211 140	634 140	111,37%
AUTRES REVENUS				
- Produit de cession d'immobilisations	6 500 000	8 445 270	1 945 270	129,93%
- Revenus autres	<u>324 563</u>	<u>1 343 872</u>	<u>1 019 309</u>	<u>414,06%</u>
Total - autres revenus	6 824 563	9 789 142	2 964 579	143,44%
AFFECTATIONS				
Affectation du surplus au financement des régimes de retraite	3 333 000	3 333 000	0	100,00%
Autres affectations	<u>11 227 849</u>	<u>14 322 626</u>	<u>3 094 777</u>	<u>127,56%</u>
Total - affectations	14 560 849	17 655 626	3 094 777	121,25%
TOTAL DES REVENUS AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>587 228 307</u>	<u>600 998 352</u>	<u>13 770 045</u>	<u>102,34%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		5 188 505	5 188 505	
Recouvrables services rendus - revenus		<u>2 866 432</u>	<u>2 866 432</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		8 054 937	8 054 937	
TOTAL DES REVENUS	<u>587 228 307</u>	<u>609 053 289</u>	<u>21 824 982</u>	<u>103,72%</u>

**Sommaire des résultats
de l'exercice terminé de 31 décembre 2011
Détail des dépenses
(proximité)**

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
SERVICES ADMINISTRATIFS				
Conseil municipal	3 579 896	3 503 381	76 515	97,86%
Direction générale	901 746	1 681 866	-780 120	186,51%
Planification et développement organisationnel	1 430 083	831 739	598 344	58,16%
Ressources humaines	6 239 241	5 993 502	245 739	96,06%
Finances	3 013 180	2 876 424	136 756	95,46%
Commissariat aux relations internationales	687 583	507 766	179 817	73,85%
Vérificateur général	762 256	673 490	88 766	88,35%
Bureau de l'ombudsman	102 300	95 995	6 305	93,84%
Commissariat aux incendies	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>N/A</u>
Total - services administratifs	16 716 285	16 164 163	552 122	96,70%
SERVICES DE PROXIMITÉ				
Arrondissement de La Cité - Limoilou	43 030 886	42 211 063	819 823	98,09%
Arrondissement des Rivières	23 126 980	22 759 631	367 349	98,41%
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	36 950 472	35 879 202	1 071 270	97,10%
Arrondissement de Charlesbourg	21 619 074	20 544 176	1 074 898	95,03%
Arrondissement de Beauport	23 333 736	21 540 933	1 792 803	92,32%
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	<u>25 562 371</u>	<u>25 299 973</u>	<u>262 398</u>	<u>98,97%</u>
Total - services de proximité	173 623 519	168 234 978	5 388 541	96,90%
SERVICES DE SOUTIEN				
Soutien à la gestion du service à la clientèle	417 425	431 737	-14 312	103,43%
Affaires juridiques	3 630 078	5 813 576	-2 183 498	160,15%
Communications	2 248 489	2 607 466	-358 977	115,97%
Technologies de l'information et des télécommunications	10 180 845	10 287 441	-106 596	101,05%
Évaluation	0	0	0	N/A
Greffe et archives	3 678 865	3 209 896	468 969	87,25%
Approvisionnements	2 623 885	2 590 949	32 936	98,74%
Greffe de la cour municipale	0	0	0	N/A
Gestion des immeubles	37 007 355	36 889 489	117 866	99,68%
Gestion des équipements motorisés	<u>18 278 616</u>	<u>18 543 072</u>	<u>-264 456</u>	<u>101,45%</u>
Total - services de soutien	78 065 558	80 373 626	-2 308 068	102,96%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES (proximité)	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
DÉVELOPPEMENT CULTUREL, TOURISTIQUE, SPORTIF ET SOCIAL				
Culture	14 214 887	13 796 571	418 316	97,06%
ExpoCité	0	0	0	N/A
Loisirs, sports et vie communautaire	3 674 863	1 951 986	1 722 877	53,12%
Bureau du développement touristique et des grands événements	17 184 362	17 462 359	-277 997	101,62%
Office du tourisme de Québec	0	0	0	N/A
Total - développement culturel, touristique, sportif et social	35 074 112	33 210 916	1 863 196	94,69%
DÉVELOPPEMENT DURABLE				
Aménagement du territoire	5 979 513	5 741 596	237 917	96,02%
Développement économique	1 228 076	1 226 392	1 684	99,86%
Environnement	7 014 177	7 493 498	-479 321	106,83%
Travaux publics	3 090 169	2 909 620	180 549	94,16%
Ingénierie	<u>6 918 907</u>	<u>7 005 626</u>	<u>-86 719</u>	<u>101,25%</u>
Total - développement durable	24 230 842	24 376 732	-145 890	100,60%
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Protection contre l'incendie	0	0	0	N/A
Police	0	0	0	N/A
Bureau de la sécurité civile	0	0	0	N/A
Total - sécurité publique	0	0	0	N/A
FRAIS DE FINANCEMENT				
Remboursement de capital	125 254 399	125 981 695	-727 296	100,58%
Frais de financement	45 136 057	46 065 986	-929 929	102,06%
Paiement comptant des immobilisations	12 928 100	12 799 848	128 252	99,01%
Affectations	<u>6 163 028</u>	<u>3 840 435</u>	<u>2 322 593</u>	<u>62,31%</u>
Total - frais de financement	189 481 584	188 687 964	793 620	99,58%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES (proximité)	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
AUTRES DÉPENSES				
Cotisations de l'employeur	60 404 050	58 400 223	2 003 827	96,68%
Contributions autres organismes	4 302 350	3 937 885	364 465	91,53%
Autres frais	<u>5 330 007</u>	<u>7 295 443</u>	<u>-1 965 436</u>	<u>136,87%</u>
Total - autres dépenses	70 036 407	69 633 551	402 856	99,42%
TOTAL DES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>587 228 307</u>	<u>580 681 930</u>	<u>6 546 377</u>	<u>98,89%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - dépenses		5 493 448	-5 493 448	
Recouvrables - dépenses		<u>2 624 270</u>	<u>-2 624 270</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		8 117 718	-8 117 718	
TOTAL DES DÉPENSES	<u>587 228 307</u>	<u>588 799 648</u>	<u>-1 571 341</u>	<u>100,27%</u>

9.4. Analyse de la rémunération au 31 décembre 2011

Par secteurs d'activités

Service	Salaires réguliers			Salaires occasionnels			Salaires supplémentaires		
	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart
Services administratifs	19 613 235 \$	19 189 139 \$	424 096 \$	1 620 385 \$	2 395 622 \$	(775 237) \$	143 900 \$	119 679 \$	24 221 \$
Conseil municipal	2 711 321 \$	2 766 117 \$	(54 796) \$	651 946 \$	634 485 \$	17 461 \$	- \$	- \$	- \$
Direction générale	1 421 519 \$	1 484 563 \$	(63 044) \$	113 200 \$	353 845 \$	(240 645) \$	4 850 \$	8 068 \$	(3 218) \$
Planification et développement organisationnel	785 670 \$	704 124 \$	81 546 \$	58 380 \$	325 527 \$	(267 147) \$	- \$	433 \$	(433) \$
Commissariat aux relations internationales	756 490 \$	755 229 \$	1 261 \$	31 221 \$	32 127 \$	(906) \$	10 015 \$	9 251 \$	764 \$
Vérificateur général	333 530 \$	424 297 \$	(90 767) \$	- \$	15 073 \$	(15 073) \$	4 000 \$	144 \$	3 856 \$
Bureau de l'ombudsman	155 095 \$	157 618 \$	(2 523) \$	2 732 \$	- \$	2 732 \$	- \$	61 \$	(61) \$
Ressources humaines	7 799 268 \$	7 583 399 \$	215 869 \$	631 201 \$	749 752 \$	(118 551) \$	88 110 \$	43 819 \$	44 291 \$
Finances	5 451 996 \$	5 183 332 \$	268 664 \$	34 119 \$	142 858 \$	(108 739) \$	10 185 \$	17 959 \$	(7 774) \$
Commissariat aux incendies	198 346 \$	130 460 \$	67 886 \$	97 586 \$	141 956 \$	(44 370) \$	26 740 \$	39 945 \$	(13 205) \$
Services de proximité	61 479 961 \$	56 389 157 \$	5 090 804 \$	19 233 841 \$	24 769 684 \$	(5 535 843) \$	3 142 288 \$	3 814 285 \$	(671 997) \$
Arrondissement de La Cité - Limoilou	13 258 234 \$	11 977 037 \$	1 281 197 \$	3 626 161 \$	4 790 101 \$	(1 163 940) \$	556 550 \$	888 834 \$	(332 284) \$
Arrondissement des Rivières	8 526 436 \$	7 821 587 \$	704 849 \$	1 583 901 \$	2 180 486 \$	(596 585) \$	252 024 \$	326 957 \$	(74 933) \$
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	13 840 291 \$	12 566 056 \$	1 274 235 \$	5 675 745 \$	6 891 935 \$	(1 216 190) \$	733 714 \$	1 208 439 \$	(474 725) \$
Arrondissement de Charlesbourg	7 465 118 \$	6 908 072 \$	557 046 \$	1 868 163 \$	2 708 442 \$	(840 279) \$	465 139 \$	420 731 \$	44 408 \$
Arrondissement de Beauport	8 005 759 \$	7 554 853 \$	450 906 \$	2 428 064 \$	2 933 023 \$	(504 959) \$	547 091 \$	455 616 \$	91 475 \$
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	10 384 123 \$	9 561 553 \$	822 570 \$	4 051 807 \$	5 265 697 \$	(1 213 890) \$	587 770 \$	513 707 \$	74 063 \$
Services de soutien	63 596 177 \$	59 904 961 \$	3 691 217 \$	2 398 534 \$	4 777 382 \$	(2 378 848) \$	1 008 663 \$	1 102 534 \$	(93 871) \$
Soutien à la gestion du service à la clientèle	264 642 \$	406 503 \$	(141 861) \$	380 522 \$	211 073 \$	169 449 \$	4 600 \$	9 142 \$	(4 542) \$
Affaires juridiques	4 852 953 \$	4 548 775 \$	304 178 \$	108 813 \$	149 398 \$	(40 585) \$	1 600 \$	6 956 \$	(5 356) \$
Communications	2 364 746 \$	1 960 470 \$	404 276 \$	59 439 \$	459 249 \$	(399 810) \$	4 000 \$	20 366 \$	(16 366) \$
Technologies de l'information et des télécommunications	12 181 949 \$	12 035 103 \$	146 846 \$	- \$	394 330 \$	(394 330) \$	142 686 \$	183 977 \$	(41 291) \$
Évaluation	4 395 285 \$	4 204 946 \$	190 339 \$	730 441 \$	959 272 \$	(228 831) \$	12 700 \$	14 803 \$	(2 103) \$
Greffe et archives	1 993 932 \$	2 032 347 \$	(38 415) \$	241 293 \$	487 211 \$	(245 918) \$	8 415 \$	11 551 \$	(3 136) \$
Approvisionnements	3 979 496 \$	3 869 367 \$	110 129 \$	244 372 \$	281 592 \$	(37 220) \$	46 663 \$	62 093 \$	(15 430) \$
Greffe de la cour municipale	2 923 340 \$	2 738 812 \$	184 529 \$	156 570 \$	299 893 \$	(143 323) \$	29 426 \$	25 177 \$	4 249 \$
Gestion des immeubles	20 843 758 \$	18 769 913 \$	2 073 845 \$	477 084 \$	1 215 502 \$	(738 418) \$	357 212 \$	464 034 \$	(106 822) \$
Gestion des équipements motorisés	9 796 076 \$	9 338 726 \$	457 350 \$	- \$	319 863 \$	(319 863) \$	401 361 \$	304 435 \$	96 926 \$

Par secteurs d'activités

Service	Salaires réguliers			Salaires occasionnels			Salaires supplémentaires		
	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart
Développement culturel, touristique, sportif et social	8 428 890 \$	7 086 951 \$	1 341 939 \$	3 840 041 \$	6 007 913 \$	(2 167 872) \$	188 912 \$	464 286 \$	(275 374) \$
Culture	1 235 214 \$	1 245 641 \$	(10 427) \$	504 530 \$	7 483 \$	497 047 \$	- \$	154 \$	(154) \$
Loisirs, sports et vie communautaire	905 591 \$	827 010 \$	78 581 \$	179 350 \$	169 968 \$	9 382 \$	4 650 \$	7 440 \$	(2 790) \$
Bureau développement touristique et des grands événements	437 203 \$	425 391 \$	11 812 \$	207 232 \$	297 383 \$	(90 151) \$	- \$	17 280 \$	(17 280) \$
Office du tourisme de Québec	2 838 981 \$	2 438 687 \$	400 294 \$	417 804 \$	1 846 663 \$	(1 428 859) \$	74 262 \$	72 667 \$	1 595 \$
ExpoCité	3 011 901 \$	2 150 222 \$	861 679 \$	2 531 125 \$	3 686 416 \$	(1 155 291) \$	110 000 \$	366 745 \$	(256 745) \$
Développement durable	33 154 516 \$	32 156 946 \$	997 570 \$	3 149 045 \$	4 271 377 \$	(1 122 332) \$	488 348 \$	878 491 \$	(390 143) \$
Aménagement du territoire	4 943 261 \$	4 722 962 \$	220 299 \$	297 510 \$	383 871 \$	(86 361) \$	23 021 \$	24 973 \$	(1 952) \$
Développement économique	3 033 868 \$	2 991 441 \$	42 427 \$	57 895 \$	53 754 \$	4 141 \$	15 000 \$	152 \$	14 848 \$
Environnement	4 296 627 \$	4 385 778 \$	(89 151) \$	1 289 537 \$	1 566 198 \$	(276 661) \$	22 657 \$	36 469 \$	(13 812) \$
Travaux publics	11 528 470 \$	10 757 861 \$	770 609 \$	1 361 291 \$	1 937 495 \$	(576 204) \$	358 890 \$	752 779 \$	(393 889) \$
Ingénierie	9 352 290 \$	9 298 904 \$	53 386 \$	142 812 \$	330 059 \$	(187 247) \$	68 780 \$	64 118 \$	4 662 \$
Sécurité publique	90 548 487 \$	84 946 782 \$	5 601 685 \$	1 210 026 \$	7 445 614 \$	(6 235 588) \$	6 711 486 \$	11 679 570 \$	(4 968 084) \$
Protection contre l'incendie	30 776 460 \$	30 093 151 \$	683 309 \$	54 440 \$	133 354 \$	(78 914) \$	2 522 318 \$	3 015 752 \$	(493 434) \$
Police	59 426 661 \$	54 517 810 \$	4 908 851 \$	1 155 586 \$	7 312 260 \$	(6 156 674) \$	4 189 168 \$	8 663 108 \$	(4 473 940) \$
Bureau de la sécurité civile	345 346 \$	335 822 \$	9 524 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	710 \$	(710) \$
Salaires versés aux unités administratives	276 821 246 \$	259 673 936 \$	17 147 310 \$	31 451 872 \$	49 667 593 \$	(18 215 721) \$	11 683 597 \$	18 058 844 \$	(6 375 247) \$
Frais généraux	15 489 364 \$	20 834 769 \$	(5 345 405) \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Frais généraux - divers (pensions, rentes, paiements d'invalidité,...)	1 762 364 \$	1 193 846 \$	568 518 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Autres frais rémunération (équité, progression salariale,...)	13 727 000 \$	19 640 923 \$	(5 913 923) \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Salaires et autres frais	292 310 610 \$	280 508 705 \$	11 801 905 \$	31 451 872 \$	49 667 593 \$	(18 215 721) \$	11 683 597 \$	18 058 844 \$	(6 375 247) \$
Primes	4 534 351 \$	5 004 398 \$	(470 047) \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total excluant les dépenses recouvrables et autofinancés	296 844 961 \$	285 513 102 \$	11 331 859 \$	31 451 872 \$	49 667 593 \$	(18 215 721) \$	11 683 597 \$	18 058 844 \$	(6 375 247) \$
Dépenses recouvrables et projets autofinancés	- \$	3 203 634 \$	(3 203 634) \$	- \$	1 801 034 \$	(1 801 034) \$	- \$	1 344 010 \$	(1 344 010) \$
Total	296 844 961 \$	288 716 737 \$	8 128 224 \$	31 451 872 \$	51 468 627 \$	(20 016 755) \$	11 683 597 \$	19 402 854 \$	(7 719 257) \$

Analyse sommaire sans les dépenses recouvrables et projets autofinancés	Budget original	Réel	Écart
Rémunération totale	339 980 430 \$	353 239 539 \$	(13 259 109) \$
Cotisations de l'employeur	132 063 600 \$	130 101 761 \$	1 961 839 \$
Rémunération globale	472 044 030 \$	483 341 300 \$	(11 297 270) \$

**Rémunération totale par secteurs d'activités
au 31 décembre 2011**

Service	Salaires réguliers		Salaires occasionnels		Salaires supplémentaires		Total rémunération	
	Budget original	Réel	Budget original	Réel	Budget original	Réel	Budget	Réel
Services administratifs	19 613 235 \$	19 189 139 \$	1 620 385 \$	2 395 622 \$	143 900 \$	119 679 \$	21 377 520 \$	21 704 440 \$
Conseil municipal	2 711 321 \$	2 766 117 \$	651 946 \$	634 485 \$	- \$	- \$	3 363 267 \$	3 400 601 \$
Direction générale	1 421 519 \$	1 484 563 \$	113 200 \$	353 845 \$	4 850 \$	8 068 \$	1 539 569 \$	1 846 476 \$
Planification et développement organisationnel	785 670 \$	704 124 \$	58 380 \$	325 527 \$	- \$	433 \$	844 050 \$	1 030 084 \$
Commissariat aux relations internationales	756 490 \$	755 229 \$	31 221 \$	32 127 \$	10 015 \$	9 251 \$	797 726 \$	796 606 \$
Vérificateur général	333 530 \$	424 297 \$	- \$	15 073 \$	4 000 \$	144 \$	337 530 \$	439 515 \$
Bureau de l'ombudsman	155 095 \$	157 618 \$	2 732 \$	- \$	- \$	61 \$	157 827 \$	157 678 \$
Ressources humaines	7 799 268 \$	7 583 399 \$	631 201 \$	749 752 \$	88 110 \$	43 819 \$	8 518 579 \$	8 376 970 \$
Finances	5 451 996 \$	5 183 332 \$	34 119 \$	142 858 \$	10 185 \$	17 959 \$	5 496 300 \$	5 344 150 \$
Commissariat aux incendies	198 346 \$	130 460 \$	97 586 \$	141 956 \$	26 740 \$	39 945 \$	322 672 \$	312 361 \$
Services de proximité	61 479 961 \$	56 389 157 \$	19 233 841 \$	24 769 684 \$	3 142 288 \$	3 814 285 \$	83 856 090 \$	84 973 126 \$
Arrondissement de La Cité - Limoilou	13 258 234 \$	11 977 037 \$	3 626 161 \$	4 790 101 \$	556 550 \$	888 834 \$	17 440 945 \$	17 655 972 \$
Arrondissement des Rivières	8 526 436 \$	7 821 587 \$	1 583 901 \$	2 180 486 \$	252 024 \$	326 957 \$	10 362 361 \$	10 329 031 \$
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	13 840 291 \$	12 566 056 \$	5 675 745 \$	6 891 935 \$	733 714 \$	1 208 439 \$	20 249 750 \$	20 666 430 \$
Arrondissement de Charlesbourg	7 465 118 \$	6 908 072 \$	1 868 163 \$	2 708 442 \$	465 139 \$	420 731 \$	9 798 420 \$	10 037 245 \$
Arrondissement de Beauport	8 005 759 \$	7 554 853 \$	2 428 064 \$	2 933 023 \$	547 091 \$	455 616 \$	10 980 914 \$	10 943 493 \$
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	10 384 123 \$	9 561 553 \$	4 051 807 \$	5 265 697 \$	587 770 \$	513 707 \$	15 023 700 \$	15 340 957 \$
Services de soutien	63 596 177 \$	59 904 961 \$	2 398 534 \$	4 777 382 \$	1 008 663 \$	1 102 534 \$	67 003 374 \$	65 784 877 \$
Soutien à la gestion du service à la clientèle	264 642 \$	406 503 \$	380 522 \$	211 073 \$	4 600 \$	9 142 \$	649 764 \$	626 717 \$
Affaires juridiques	4 852 953 \$	4 548 775 \$	108 813 \$	149 398 \$	1 600 \$	6 956 \$	4 963 366 \$	4 705 129 \$
Communications	2 364 746 \$	1 960 470 \$	59 439 \$	459 249 \$	4 000 \$	20 366 \$	2 428 185 \$	2 440 085 \$
Technologies de l'information et des télécommunications	12 181 949 \$	12 035 103 \$	- \$	394 330 \$	142 686 \$	183 977 \$	12 324 635 \$	12 613 410 \$
Évaluation	4 395 285 \$	4 204 946 \$	730 441 \$	959 272 \$	12 700 \$	14 803 \$	5 138 426 \$	5 179 021 \$
Greffe et archives	1 993 932 \$	2 032 347 \$	241 293 \$	487 211 \$	8 415 \$	11 551 \$	2 243 640 \$	2 531 109 \$
Approvisionnements	3 979 496 \$	3 869 367 \$	244 372 \$	281 592 \$	46 663 \$	62 093 \$	4 270 531 \$	4 213 053 \$
Greffe de la cour municipale	2 923 340 \$	2 738 812 \$	156 570 \$	299 893 \$	29 426 \$	25 177 \$	3 109 336 \$	3 063 881 \$
Gestion des immeubles	20 843 758 \$	18 769 913 \$	477 084 \$	1 215 502 \$	357 212 \$	464 034 \$	21 678 054 \$	20 449 449 \$
Gestion des équipements motorisés	9 796 076 \$	9 338 726 \$	- \$	319 863 \$	401 361 \$	304 435 \$	10 197 437 \$	9 963 024 \$

Rémunération totale par secteurs d'activités

Service	Salaires réguliers		Salaires occasionnels		Salaires supplémentaires		Total rémunération		
	Budget original	Réel	Budget original	Réel	Budget original	Réel	Budget	Réel	
Développement culturel, touristique, sportif et social	8 428 890 \$	7 086 951 \$	3 840 041 \$	6 007 913 \$	188 912 \$	464 286 \$	12 457 843 \$	13 559 150 \$	
Culture	1 235 214 \$	1 245 641 \$	504 530 \$	7 483 \$	- \$	154 \$	1 739 744 \$	1 253 277 \$	
Loisirs, sports et vie communautaire	905 591 \$	827 010 \$	179 350 \$	169 968 \$	4 650 \$	7 440 \$	1 089 591 \$	1 004 419 \$	
Bureau développement touristique et des grands événements	437 203 \$	425 391 \$	207 232 \$	297 383 \$	- \$	17 280 \$	644 435 \$	740 054 \$	
Office du tourisme de Québec	2 838 981 \$	2 438 687 \$	417 804 \$	1 846 663 \$	74 262 \$	72 667 \$	3 331 047 \$	4 358 017 \$	
ExpoCité	3 011 901 \$	2 150 222 \$	2 531 125 \$	3 686 416 \$	110 000 \$	366 745 \$	5 653 026 \$	6 203 383 \$	
Développement durable	33 154 516 \$	32 156 948 \$	3 149 045 \$	4 271 377 \$	488 348 \$	878 491 \$	36 791 909 \$	37 306 813 \$	
Aménagement du territoire	4 943 261 \$	4 722 962 \$	297 510 \$	383 871 \$	23 021 \$	24 973 \$	5 263 792 \$	5 131 806 \$	
Développement économique	3 033 868 \$	2 991 441 \$	57 895 \$	53 754 \$	15 000 \$	152 \$	3 106 763 \$	3 045 347 \$	
Environnement	4 296 627 \$	4 385 778 \$	1 289 537 \$	1 566 198 \$	22 657 \$	36 469 \$	5 608 821 \$	5 988 445 \$	
Travaux publics	11 528 470 \$	10 757 861 \$	1 361 291 \$	1 937 495 \$	358 890 \$	752 779 \$	13 248 651 \$	13 448 135 \$	
Ingénierie	9 352 290 \$	9 298 904 \$	142 812 \$	330 059 \$	68 780 \$	64 118 \$	9 563 882 \$	9 693 080 \$	
Sécurité publique	90 548 467 \$	84 946 782 \$	1 210 026 \$	7 445 614 \$	6 711 486 \$	11 679 570 \$	98 469 979 \$	104 071 967 \$	
Protection contre l'incendie	30 776 460 \$	30 093 151 \$	54 440 \$	133 354 \$	2 522 318 \$	3 015 752 \$	33 353 218 \$	33 242 257 \$	
Police	59 426 661 \$	54 517 810 \$	1 155 586 \$	7 312 260 \$	4 189 168 \$	8 663 108 \$	64 771 415 \$	70 493 178 \$	
Bureau de la sécurité civile	345 346 \$	335 822 \$	- \$	- \$	- \$	710 \$	345 346 \$	336 532 \$	
Salaires versés aux unités administratives	276 821 246 \$	259 673 936 \$	31 451 872 \$	49 667 593 \$	11 683 597 \$	18 058 844 \$	319 956 715 \$	327 400 373 \$	
Frais généraux	15 489 364 \$	20 834 769 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	15 489 364 \$	20 834 769 \$	
Frais généraux - divers (pensions, rentes, paiements d'invalidité,...)	1 762 364 \$	1 193 846 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 762 364 \$	1 193 846 \$	
Autres frais rémunération (équité, progression salariale,...)	13 727 000 \$	19 640 923 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	13 727 000 \$	19 640 923 \$	
Salaires et autres frais	292 310 610 \$	280 508 705 \$	31 451 872 \$	49 667 593 \$	11 683 597 \$	18 058 844 \$	335 446 079 \$	348 235 142 \$	
Primes	4 534 351 \$	5 004 398 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 534 351 \$	5 004 398 \$	
Total excluant les dépenses recouvrables et autofinancés	296 844 961 \$	285 513 102 \$	31 451 872 \$	49 667 593 \$	11 683 597 \$	18 058 844 \$	339 980 430 \$	353 239 539 \$	
Dépenses recouvrables et projets autofinancés	- \$	3 203 634 \$	- \$	1 801 034 \$	- \$	1 344 010 \$	- \$	6 348 679 \$	
Total	296 844 961 \$	288 716 737 \$	31 451 872 \$	51 468 627 \$	11 683 597 \$	19 402 854 \$	339 980 430 \$	359 588 218 \$	
Analyse sommaire sans les dépenses recouvrables et projets autofinancés	Budget original	Réel	Écart						
Rémunération totale	339 980 430 \$	353 239 539 \$	(13 259 109) \$						
Cotisations de l'employeur	132 063 600 \$	130 101 761 \$	1 961 839 \$						
Rémunération globale	472 044 030 \$	483 341 300 \$	(11 297 270) \$						

Analyse de la rémunération au 31 décembre 2011 par arrondissement

Arrondissement	Salaires réguliers			Salaires occasionnels			Salaires supplémentaires		
	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart
Arrondissement de La Cité	13 258 234 \$	11 977 037 \$	1 281 197 \$	3 626 161 \$	4 790 101 \$	(1 163 940) \$	556 550 \$	888 834 \$	(332 284) \$
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1 460 651 \$	1 322 266 \$	138 385 \$	625 870 \$	781 360 \$	(155 490) \$	22 049 \$	55 485 \$	(33 436) \$
Culture, loisirs et vie communautaire	2 242 428 \$	2 013 411 \$	229 017 \$	1 198 174 \$	1 250 117 \$	(51 943) \$	60 888 \$	109 818 \$	(48 930) \$
Gestion du territoire	2 463 029 \$	2 165 081 \$	297 948 \$	99 834 \$	399 293 \$	(299 459) \$	16 865 \$	56 387 \$	(39 522) \$
Travaux publics	7 092 126 \$	6 476 279 \$	615 847 \$	1 702 283 \$	2 359 332 \$	(657 049) \$	456 748 \$	667 144 \$	(210 396) \$
Arrondissement des Rivières	8 526 436 \$	7 821 587 \$	704 849 \$	1 583 901 \$	2 180 486 \$	(596 585) \$	252 024 \$	326 957 \$	(74 933) \$
Relations avec les citoyens et soutien administratif	995 789 \$	959 766 \$	36 023 \$	132 906 \$	267 421 \$	(134 515) \$	- \$	3 567 \$	(3 567) \$
Culture, loisirs et vie communautaire	2 115 724 \$	1 867 709 \$	248 015 \$	747 411 \$	937 180 \$	(189 769) \$	82 050 \$	60 356 \$	21 694 \$
Gestion du territoire	1 477 212 \$	1 427 592 \$	49 620 \$	403 508 \$	424 060 \$	(20 552) \$	19 396 \$	8 338 \$	11 058 \$
Travaux publics	3 937 711 \$	3 566 520 \$	371 191 \$	300 076 \$	551 825 \$	(251 749) \$	150 578 \$	254 696 \$	(104 118) \$
Arr. Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	13 840 291 \$	12 566 056 \$	1 274 235 \$	5 675 745 \$	6 891 935 \$	(1 216 190) \$	733 714 \$	1 208 439 \$	(474 725) \$
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1 308 719 \$	1 275 361 \$	33 358 \$	257 384 \$	218 395 \$	38 989 \$	7 106 \$	3 809 \$	3 297 \$
Culture, loisirs et vie communautaire	4 216 823 \$	4 021 477 \$	195 346 \$	4 207 295 \$	4 368 497 \$	(161 202) \$	118 705 \$	292 629 \$	(173 924) \$
Gestion du territoire	2 031 611 \$	1 845 789 \$	185 822 \$	662 656 \$	607 008 \$	55 648 \$	6 541 \$	25 182 \$	(18 641) \$
Travaux publics	6 283 138 \$	5 423 429 \$	859 709 \$	548 410 \$	1 698 034 \$	(1 149 624) \$	601 362 \$	886 819 \$	(285 457) \$
Arrondissement de Charlesbourg	7 465 118 \$	6 908 072 \$	557 046 \$	1 868 163 \$	2 708 442 \$	(840 279) \$	465 139 \$	420 731 \$	44 408 \$
Relations avec les citoyens et soutien administratif	720 383 \$	706 334 \$	14 049 \$	56 315 \$	60 655 \$	(4 340) \$	970 \$	465 \$	505 \$
Culture, loisirs et vie communautaire	2 226 499 \$	2 030 655 \$	195 844 \$	1 289 630 \$	1 501 315 \$	(211 685) \$	56 345 \$	78 610 \$	(22 265) \$
Gestion du territoire	1 160 699 \$	1 074 412 \$	86 287 \$	402 167 \$	426 685 \$	(24 518) \$	3 880 \$	1 161 \$	2 719 \$
Travaux publics	3 357 537 \$	3 096 671 \$	260 866 \$	120 051 \$	719 786 \$	(599 735) \$	403 944 \$	340 495 \$	63 449 \$
Arrondissement de Beauport	8 005 759 \$	7 554 853 \$	450 906 \$	2 428 064 \$	2 933 023 \$	(504 959) \$	547 091 \$	455 616 \$	91 475 \$
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1 010 011 \$	989 703 \$	20 308 \$	167 561 \$	141 081 \$	26 480 \$	1 000 \$	339 \$	661 \$
Culture, loisirs et vie communautaire	2 338 871 \$	2 237 382 \$	101 489 \$	1 467 327 \$	1 700 763 \$	(233 436) \$	150 524 \$	104 961 \$	45 563 \$
Gestion du territoire	1 073 304 \$	1 021 772 \$	51 532 \$	512 674 \$	519 335 \$	(6 661) \$	9 433 \$	1 034 \$	8 399 \$
Travaux publics	3 583 573 \$	3 305 996 \$	277 577 \$	280 502 \$	571 845 \$	(291 343) \$	386 134 \$	349 282 \$	36 852 \$

par arrondissement

Arrondissement	Salaires réguliers			Salaires occasionnels			Salaires supplémentaires		
	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	10 384 123 \$	9 561 553 \$	822 570 \$	4 051 807 \$	5 265 697 \$	(1 213 890) \$	587 770 \$	513 707 \$	74 063 \$
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1 181 776 \$	1 197 602 \$	(15 826) \$	65 120 \$	54 939 \$	10 181 \$	2 250 \$	1 022 \$	1 228 \$
Culture, loisirs et vie communautaire	2 743 503 \$	2 486 570 \$	256 933 \$	2 556 631 \$	3 249 077 \$	(692 446) \$	230 914 \$	176 291 \$	54 623 \$
Gestion du territoire	1 859 473 \$	1 739 683 \$	119 790 \$	620 534 \$	611 634 \$	8 900 \$	6 171 \$	836 \$	5 335 \$
Travaux publics	4 599 371 \$	4 137 698 \$	461 673 \$	809 522 \$	1 350 048 \$	(540 526) \$	348 435 \$	335 559 \$	12 876 \$
Total	61 479 961 \$	56 389 157 \$	5 090 804 \$	19 233 841 \$	24 769 684 \$	(5 535 843) \$	3 142 288 \$	3 814 285 \$	(671 997) \$

Analyse sommaire	Budget original	Réel	Écart
Total de la rémunération des arrondissements	83 856 090 \$	84 973 126 \$	(1 117 036) \$

9.5. Conciliation Ville/MAMROT

	BUDGET INITIAL NON CONSOLIDÉ	RÉEL ADMINISTRATION MUNICIPALE
REVENUS		
Revenus - rapport financier MAMROT (Page S7G, ligne 10)	1 202 405 569	1 198 014 513
AJOUTER (DÉDUIRE) :		
<u>Ajustements relatifs à des normes de présentation:</u>		
Transferts relatifs à des ententes de partage de frais et autres transferts		
Remboursement de capital à la charge de tiers	30 994 662	30 954 682
Services rendus aux organismes municipaux		
Remboursement de capital à la charge de tiers	1 936 530	1 936 530
Autres services rendus		
Remboursement de capital à la charge de tiers	212 900	212 900
Affectations		
Remboursement de capital par le fonds d'amortissement	0	-1 369 009
<u>Conciliation à des fins fiscales:</u>		
Immobilisations		
Produit de cession - Ville de Québec (Page S8G, ligne 5)	6 500 000	672 790
(Gain) perte sur cession - Ville de Québec (Page S8G, ligne 6)	0	-66 808
	6 500 000	605 982
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales		
Remboursement de produits de cession (Page S8G, ligne 12)		5 918
Financement		
Dépenses d'activités financières présentées au P.T.I. - Financées par subventions Page S8G, Ligne 16)	-39 164 421	-11 144 360
Affectations		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté (Page S8G, ligne 20)	9 700 000	3 095 283
Affectations de - Excédent de fonctionnement affecté (Page S8G, ligne 21)		15 344 385
Affectations de - Réserves financières et fonds réservés (Page S8G, ligne 22)	7 564 586	2 999 228
Affectation du fonds de parc (Page S8G, ligne 22)		-4 374 300
Montants à pourvoir dans le futur (intérêts dette à long terme avant 2001) (Page S8G, ligne 23)	0	1 310 455
	17 264 586	18 375 051
<u>Autres ajustements:</u>		
Affectation - Surplus ancienne Ville pour indemnités	0	-758 073
Affectation - Réserve Ex-Québec, intérêts et gains	0	-1 852 307
	0	-1 852 307
Total des revenus incluant les éléments extrabudgétaires - reddition Ville de Québec	1 220 149 826	1 234 981 828

<u>DÉPENSES</u>	BUDGET INITIAL NON CONSOLIDÉ	RÉEL ADMINISTRATION MUNICIPALE
Dépenses de fonctionnement - rapport financier MAMROT (Page S7G, ligne 29)	1 153 329 525	1 182 604 062
AJOUTER (DÉDUIRE) :		
<u>Ajustements relatifs à des normes de présentation:</u>		
Frais de financement		
Remboursement de capital à la charge d'autres tiers	33 144 092	27 200 495
Remboursement de capital par le fonds d'amortissement		-1 369 009
Affectations		
Versement <u>au</u> fonds d'amortissement à la charge du gouvernement		5 903 619
<u>Conciliation à des fins fiscales:</u>		
Immobilisations		
Amortissement Ville de Québec (Page S8G, ligne 4)	-103 679 005	-157 134 449
Réduction de valeur (Page S8G, ligne 7)		<u>-3 370 335</u>
	-103 679 005	-160 504 784
Propriétés destinées à la revente		
Coût des propriétés vendues (Page S8G, ligne 9)		-691 290
Financement		
Financement à long terme des activités de fonctionnement (Page S8G, ligne 16):		
Activités d'investissement (retour de projets fermés et projets non capitalisables)		3 259 906
Financement à long terme des activités financières - Sites enfouissement		-22 904
Dépenses d'activités financières présentées au P.T.I. - Financées par subventions	-39 164 421	
Dépenses d'activités financières présentées au P.T.I. - Financées par emprunt	<u>-28 006 444</u>	<u>-32 957 241</u>
	-67 170 865	-29 720 239
Remboursement de la dette à long terme (Page S8G, ligne 17)	158 746 847	159 486 561
Affectations		
Activités d'investissement (Page S8G, ligne 19)	25 669 004	26 078 846
Affectations <u>à</u> - Excédent de fonctionnement affecté (Page S8G, ligne 21)	4 111 207	3 261 324
Affectations <u>à</u> - Réserves financières et fonds réservés (Page S8G, ligne 22)	7 564 586	17 811 039
Montants à pourvoir dans le futur (Page S8G, ligne 23)	8 434 435	4 258 414
Montants à pourvoir dans le futur (intérêts dette à long terme avant 2001) (Page S8G, ligne 23)	<u>0</u>	<u>1 306 747</u>
	45 779 232	52 716 369
<u>Autres ajustements:</u>		
Affectation - Surplus ancienne Ville pour indemnités		-758 073
Affectation - Réserve Ex-Québec, intérêts et gains		<u>-1 852 307</u>
		-2 610 380
Total des dépenses incluant les éléments extrabudgétaires - reddition Ville de Québec	<u>1 220 149 826</u>	<u>1 233 015 404</u>
Surplus (déficit) de l'exercice incluant les éléments extrabudgétaires	0	<u>1 966 424</u>

10. LEXIQUE

Affectation

Action de virer une somme de l'excédent de fonctionnement non affecté, du surplus affecté ou des fonds réservés vers une activité de fonctionnement ou une réserve.

Agglomération

L'agglomération de Québec est le regroupement de la ville de Québec et des deux villes défusionnées en 2006, L'Ancienne-Lorette et Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle a été créée le 1^{er} janvier 2006. Elle sert à administrer les services municipaux qui ont été identifiés dans la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (2004) comme relevant du regroupement des trois municipalités plutôt que de chacune individuellement. En ce sens, elle est la successeure de l'ancienne Communauté urbaine de Québec. Les services concernés comprennent la police et les pompiers, l'aqueduc et le traitement des eaux usées, le transport en commun, les grandes voies de circulation, le développement économique et les équipements régionaux.

Amortissement

(Comptabilité) Charge comptabilisée en résultat pour rendre compte du fait que la durée de vie des immobilisations est limitée et pour répartir, d'une manière logique et systématique, le coût de ces biens sur les périodes au cours desquelles on s'attend à consommer leur potentiel de service. Il ne s'agit pas d'une dépense réelle.

(Finance) Remboursement graduel d'une dette suivant un plan d'amortissement prévoyant l'extinction du capital et le paiement des intérêts s'y rapportant.

Anticipation

Montants des projets prévus au plan triennal d'immobilisations pour les années futures et qui font l'objet de règlements d'emprunt dont les sources de fonds ont été puisées par anticipation dans l'année en cours ou future.

Arrondissement

Instance de représentation, de décision et de consultation plus proche des citoyens. Institué pour préserver les particularités locales, pour décider et gérer localement les services de proximité. Il s'agit de la porte d'entrée pour les services de proximité.

Budget

Le budget annuel de fonctionnement assure la gestion des affaires courantes : il permet de couvrir les frais liés aux services offerts à la population, tels que le déneigement, la sécurité publique, les loisirs ou l'alimentation en eau potable. La principale source de financement du budget provient des taxes municipales.

Budget du Réseau de transport de la Capitale (RTC)

Le budget de fonctionnement du Réseau de transport de la Capitale (RTC) est distinct de celui de la Ville de Québec, quoique cette dernière contribue à son financement de façon à combler l'écart entre les dépenses et les revenus de l'organisme.

Capital

Somme empruntée, par opposition aux intérêts qui s'y rapportent.

Contingent

Réserve créée en vue de pourvoir à des dépenses imprévues (éventualités).

Charge de services courants (régimes de retraite)

Charge, déterminée selon les hypothèses actuarielles, représentant la valeur des prestations acquises par les participants durant l'exercice. Il s'agit de la part de l'employeur.

Charge d'équilibre (régimes de retraite)

Charge, déterminée par l'actuaire du régime, pour respecter les obligations du régime de retraite en fonction des déficits actuariels.

Dettes brute

Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Québec.

Dettes nette

Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Québec, déduction faite de la portion remboursable par des tiers et autres organismes (exemples : subventions du gouvernement et municipalités défusionnées de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures).

Dettes nette consolidée

Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Québec et par les entreprises et organismes¹ faisant partie de son périmètre comptable, déduction faite de la portion remboursable par des tiers et autres organismes.

Dettes et surplus des anciennes villes

En conformité avec la loi, chacune des villes, qui ont été regroupées en 2002 pour former la ville de Québec, a conservé ses dettes et ses surplus. Les dettes qui ont été contractées avant la fusion demeurent à la charge exclusive des contribuables de ces anciens territoires et leur sont imposées annuellement sur leur facture de taxes. Ces anciennes dettes vont diminuer petit à petit, au fil des ans, et finir par disparaître.

Direction et Division des relations avec les citoyens

La Direction planifie, dirige, coordonne et contrôle les activités de l'arrondissement. Elle assure un rôle-conseil auprès des élus et effectue le lien entre les élus et l'administration. Le secrétariat du conseil d'arrondissement peut relever de la direction.

1 Le Réseau de transport de la Capitale (RTC), le Service de transport adapté de la Capitale (STAC), le Centre local de développement de Québec (CLD), la corporation « Services spécialisés aux commerçants détaillants », la Société municipale d'habitation et de développement Champlain (SOMHADEC) ainsi que la Société municipale d'habitation Champlain (SOMHAC).

La Division des relations avec les citoyens planifie et assure la prestation de services directs à la population. Ses activités couvrent notamment l'accueil des citoyens et les demandes d'information courantes ainsi que l'inscription à certaines activités municipales et la perception de redevances. Elle est également responsable de la réception et du traitement des demandes, des requêtes et des plaintes des citoyens et citoyennes et, au besoin, elle fait le lien avec les services municipaux concernés.

Division de la culture, loisir et vie communautaire

Cette division est responsable de la gestion et de l'entretien des parcs ainsi que des équipements culturels et récréatifs situés dans l'arrondissement. Elle s'occupe aussi de l'offre de services à la population en matière d'activités de loisir, de culture, d'entraide et d'action communautaire. Elle assure le soutien technique et financier ainsi que l'encadrement nécessaire à la réalisation de ces activités. Enfin, elle collabore avec les organismes de l'arrondissement pour leur apporter le soutien approprié et coordonner leurs actions.

Division de la gestion du territoire

Cette division exerce les compétences de l'arrondissement dans les domaines de l'urbanisme, de l'inspection des bâtiments, du contrôle et de la qualité de l'environnement, de l'enlèvement des matières résiduelles, de la brigade scolaire, du développement économique local, du contrôle de la signalisation, de la circulation et du stationnement. Elle collabore avec les autres unités administratives de la Ville à l'établissement des processus opérationnels et administratifs reliés à la prestation des services à la population en ces domaines. Elle participe à la gestion des demandes de permis et à leur délivrance. Elle exerce également une responsabilité en matière d'inspection des travaux de construction et de qualité de l'environnement relevant de l'arrondissement.

Division des travaux publics

Cette division voit à l'entretien des infrastructures municipales situées dans l'arrondissement. Elle est également responsable de la gestion et de la réalisation des travaux suivants : le déneigement, l'entretien et la réparation du réseau de distribution de l'eau potable et du réseau d'évacuation des eaux usées, l'entretien des parcs, des espaces verts (sauf les travaux spécialisés), des voies publiques locales ainsi que des artères.

Droits sur mutation

Revenus provenant des droits imposés à l'acquéreur à la suite d'une transaction immobilière.

Durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA)

L'amortissement des gains ou pertes, liés au régime de retraite, s'effectue en fonction de la DMERCA. Pour la Ville de Québec, ce calcul est établi à 14 ans.

Émission

Ensemble de titres d'une catégorie donnée émis par la Ville de Québec. Il s'agit d'un contrat d'emprunt.

Emphytéotique

Rente ou bail de longue durée, pouvant aller de 18 à 99 ans.

Entretien et réfection des infrastructures

Action de maintenir en bon état de fonctionnement du matériel, des installations, des locaux, etc. On entend par entretien courant l'ensemble des réparations de faible importance effectuées, à la demande des utilisateurs, sur du matériel ou des installations afin que ceux-ci puissent les utiliser jusqu'à la fin de la période prévue. L'entretien préventif est constitué de l'ensemble des méthodes et des techniques mises en œuvre pour éviter une avarie ou une panne.

Équité fiscale

L'équité fiscale est l'un des buts fondamentaux de la réforme municipale qui a mené à la formation de la nouvelle ville de Québec. Avant les fusions de 2002, le montant des taxes municipales n'était pas le même pour des propriétés de même valeur, dépendamment du secteur (ancienne ville) où chaque immeuble était situé. En vertu de la loi, les taux de taxation devront être uniformes dans toute la ville au plus tard en 2022. Pour ce faire, année après année, la Ville doit augmenter graduellement le fardeau fiscal dans certains secteurs et peut réduire celui des autres secteurs dans le but d'atteindre un fardeau fiscal moyen avant 2022.

Fardeau fiscal

Ensemble des taxes municipales auxquelles est assujéti un contribuable.

Financement (mode de)

Véhicule utilisé pour financer une dépense d'immobilisations (emprunt, subvention, payée comptant, etc.).

Financement (durée du)

Période pendant laquelle un remboursement de capital sera effectué pour éteindre la dette contractée.

Harmonisation fiscale

Convergence des régimes d'imposition et des niveaux de taxation des divers secteurs (anciennes municipalités) de la ville vers une fiscalité unique au moyen de divers mécanismes.

Immobilisations

Actifs corporels et incorporels identifiables qui satisfont à tous les critères suivants :

- ils sont destinés à être utilisés pour la prestation de services, pour des fins administratives ou pour la production de biens ou à servir à l'entretien, à la réparation, au développement ou à la mise en valeur ou à la construction d'autres immobilisations;
- ils ont été acquis, construits, développés ou mis en valeur en vue d'être utilisés de façon durable;
- ils ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités.

Immobilisations (amélioration)

Dépense faite en vue de prolonger la vie utile d'une immobilisation, d'accroître sa capacité de production ou de réduire les frais d'exploitation, mais excluant les dépenses courantes d'entretien et de réparation.

Immobilisations corporelles

Biens qui ont une existence physique.

Immobilisations (dépenses en)

Coûts d'acquisition ou d'amélioration de biens corporels ou incorporels.

Mutation immobilière

Transfert du droit de propriété d'un immeuble.

Paiement comptant des immobilisations (PCI)

Véhicule utilisé pour payer comptant des immobilisations à même le budget annuel de fonctionnement. Il est utilisé pour l'acquisition de petites immobilisations dont la période maximale de financement est égale ou inférieure à cinq ans. Il peut s'agir d'arbres, d'aménagement et de mobilier urbain, d'outillage et d'équipement, d'œuvres d'art, de renouvellement des véhicules de patrouille, de programmes de resurfacement, d'honoraires professionnels d'étude, d'ordinateurs, de logiciels, etc.

Pérennité des infrastructures (maintien de)

Action de maintenir en bon état de fonctionnement du matériel, des installations, des locaux, etc. On entend par entretien l'ensemble des réparations de faible importance effectué, à la demande des utilisateurs, sur du matériel ou des installations afin que ceux-ci puissent les utiliser jusqu'à la fin de la période prévue. L'entretien préventif est constitué de l'ensemble des méthodes et des techniques mis en œuvre pour éviter une avarie ou une panne.

Périmètre comptable

Entreprises et organismes composant l'ensemble des unités comptables réunies sous un même contrôle et donnant lieu à l'établissement d'états financiers consolidés. Les organismes qui composent le périmètre comptable de la Ville de Québec sont le Réseau de transport de la Capitale (RTC), le Service de transport adapté de la Capitale (STAC), le Centre local de développement de Québec (CLD), la corporation « Services spécialisés aux commerçants détaillants », la Société municipale d'habitation et de développement Champlain (SOMHADEC) ainsi que la Société municipale d'habitation Champlain (SOMHAC).

Personnes/année (p.a.)

Unité de mesure correspondant au nombre d'employés convertis en employés à temps plein. Pour calculer des personnes/année, on divise le nombre d'heures travaillées par le nombre d'heures normalement contenues dans une année de travail en fonction du groupe d'emplois.

Potentiel fiscal

Capacité, pour la Ville de Québec, de générer des revenus sur la valeur des immeubles faisant partie de son territoire. Sont incluses dans ce potentiel fiscal :

- la valeur des immeubles résidentiels (unifamilial, bifamilial, multifamilial);
- la valeur des immeubles non résidentiels (industries et commerces) qui est majorée d'un facteur pour tenir compte du fait que ces immeubles sont imposés à un taux de taxe supérieur à celui des autres immeubles;

- la valeur pondérée des immeubles à l'égard desquels sont versés des paiements tenant lieu de taxes (gouvernements);
- la valeur des terrains vacants.

Programme triennal d'immobilisations (PTI)

Il regroupe les projets d'investissements que la Ville prévoit effectuer sur son territoire au cours des trois prochaines années pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social et améliorer la qualité de vie par un meilleur aménagement urbain. Différentes sources de financement sont requises pour ces investissements dont, entre autres, des emprunts à long terme. Les emprunts ainsi contractés constituent la dette de la Ville. Une portion de celle-ci est remboursée annuellement. C'est ce qu'on appelle le service de la dette.

Proximité (compétences/services)

Un conseil municipal local, formé de représentants élus, possède les pouvoirs de décision, de taxation et de tarification pour les services de proximité (urbanisme, enlèvement des matières résiduelles, développement économique local, communautaire, culturel ou social, culture, loisirs et parcs d'arrondissement ainsi que voirie locale).

Régime de retraite à prestations déterminées

Régime de retraite dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les participants, soit le mode de calcul du montant de ces prestations, calcul basé sur des facteurs comme l'âge, le niveau de salaire et le nombre d'années de service du participant. Dans ce type de régime, la cotisation sert à assurer l'équilibre financier du régime.

Rôle (d'évaluation foncière)

Document dans lequel figure la liste des immeubles situés dans une municipalité donnée, ainsi que la valeur imposable de ces biens.

Service de la dette brute

Ensemble des sommes qu'une entité est tenue de verser au cours d'un exercice au titre des capitaux empruntés et comprenant à la fois les intérêts et les remboursements de capital.

Service de la dette nette

Ensemble des sommes qu'une entité est tenue de verser pour rembourser le capital emprunté et payer les intérêts au cours de l'exercice financier, déduction faite des revenus s'y rapportant.

Ville de Québec

Service des finances

Division du budget et de la planification financière

Juin 2012